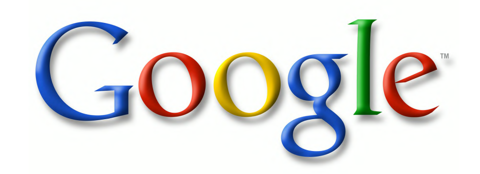
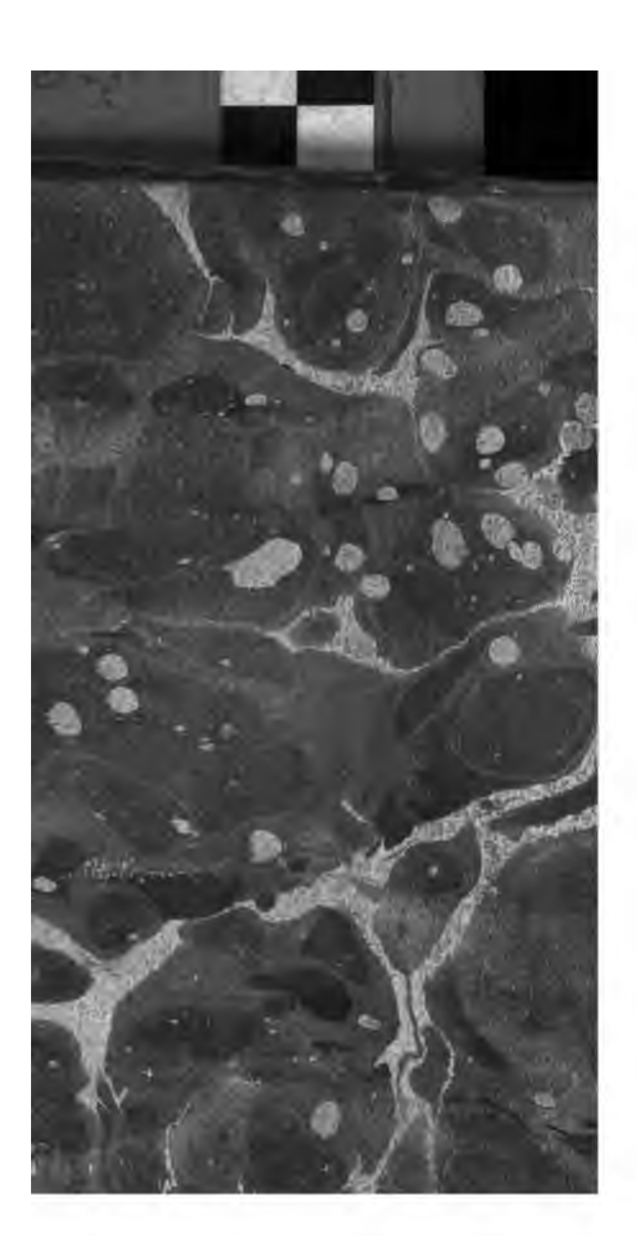
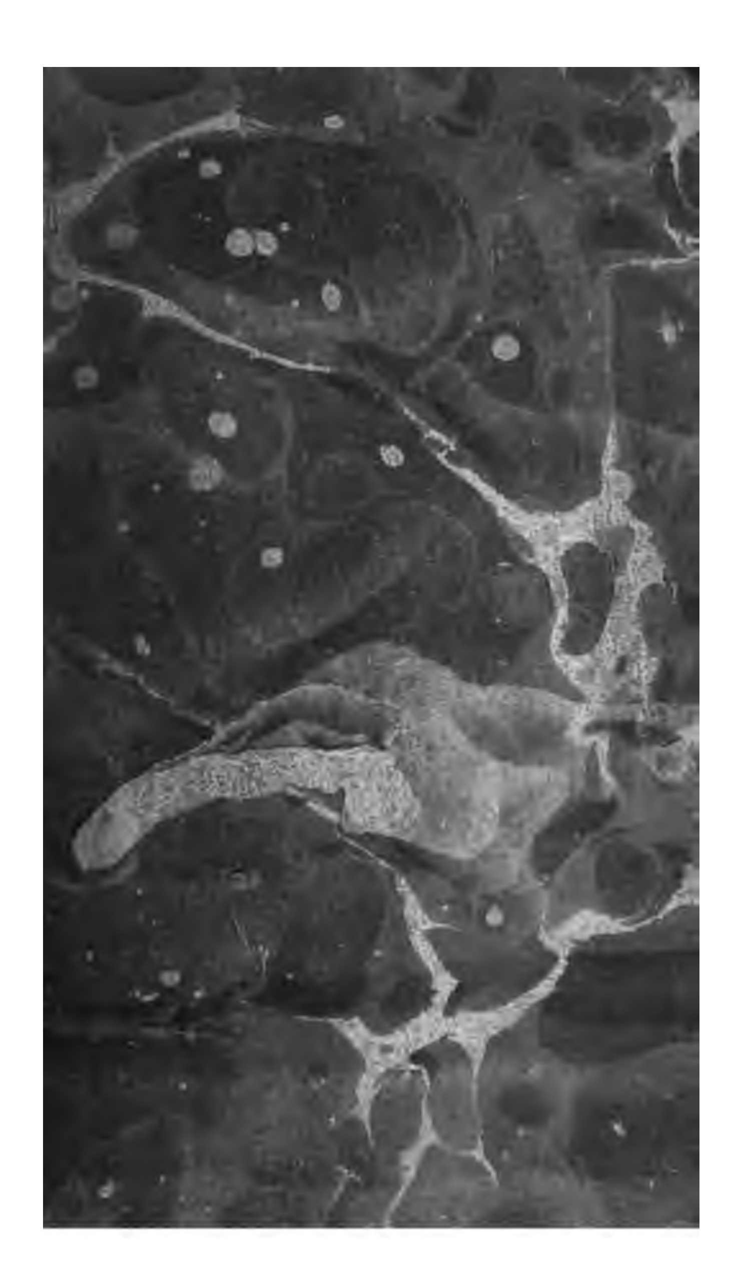








Bt. from Hugh Wheeler



ESSAIS

SUR

LE COMMERCE, &c.

ET

LETTRE

D'UN NÉGOCIANT DE LONDRES,

A UN DE SES AMIS.

ESSAIS

SUR

LE COMMERCE; LE LUXE;

L'ARGENT; L'INTÉRÊT DE L'ARGENT; LES IMPOTS; LE CRÉDIT PUBLIC, ET LA BALANCE DU COMMERCE;

Par M. DAVID HUME.

TRADUCTION NOUVELLE, avec des Réflexions du Traducteur.

ET

LETTRE

D'UN NÉGOCIANT DE LONDRES,

A UN DE SES AMIS;

CONTENANT *des Réflexions sur les Impôts auxquels sont assujetties les denrées de premiere nécessité, & sur la conséquence dont ils peuvent être relativement à la main-d'œuvre dans les Manufactures d'Angleterre.*

TRADUITE SUR LA SECONDE ÉDITION, imprimée à Londres en 1765.

A PARIS,

Chez SAILLANT, Libraire, rue S. Jean-de-Beauvais.

A LYON,

Chez AIMÉ DELAROCHE, aux Halles de la Grenette.

M. DCC. LXVII.

Avec Approbation, & Privilége du Roi.



ESSAI
SUR
LE COMMERCE.



LES Hommes me paroiſſent partagés en deux claſſes différentes. Les uns, faute de réflexions, ne parviennent jamais juſqu'à la vérité; & les autres, en réfléchiſſant trop, la laiſſent derriere eux, & vont beaucoup au-delà. La derniere claſſe, ſans comparaiſon moins nombreuſe que la premiere, eſt également utile & précieuſe à la ſociété; elle eſt redevable à ceux qui la compoſent, des nouvelles idées qu'ils font naître. Quoique ſouvent hors d'état de réſoudre les difficultés qu'ils élevent, ils fourniſſent aux perſonnes d'un eſprit juſte de nouvelles idées, & donnent lieu à des découvertes utiles. S'il en coûte quelque peine pour

entendre & concevoir leurs penſées, & ſi leurs diſcours & leurs écrits préſentent des objets & des vues extraordinaires & hors de la route commune, on en eſt dédommagé par le plaiſir de la nouveauté. On fait, en effet, peu de cas d'un Auteur dont les écrits ſont la répétition de ce qu'on entend dans les cafés & les converſations ordinaires.

La plupart des hommes incapables de réflexions profondes, ſont portés naturellement à décrier ces hommes rares, qui joignent la ſolidité du jugement à l'étendue de l'eſprit; ils les regardent comme des Métaphyſiciens inintelligibles, toujours occupés de ſyſtêmes & d'idées abſtraites; & ils croient de bonne foi que la vérité eſt renfermée dans le cercle étroit de leurs foibles conceptions. Je conviens qu'il eſt certains cas où le raiſonnement ne doit être appuyé que ſur ce qui eſt ſimple & à la portée de tout le monde, & qu'une trop grande ſubtilité peut faire douter de ſa juſteſſe. Tout homme qui délibere ſur la conduite qu'il doit tenir dans une affaire, ou qui ſe trace à lui-même un plan de politique, de commerce, ou d'économie, doit mettre des bornes à ſes ſpéculations, & s'abſtenir de lier enſemble une trop longue chaîne de conſéquences; une circonſtance imprévue dérangera certainement une partie de ſes projets, & produira un événement auquel

il ne s'attendoit pas ; mais quand nous discutons un objet en général, nos spéculations ne peuvent être trop étendues. L'homme de génie & l'homme médiocre ne sont réellement distingués l'un de l'autre, que par la profondeur plus ou moins grande des principes qui servent de base à leurs raisonnements ; ils ne paroissent obscurs dans l'homme de génie, que parce qu'ils embrassent & s'étendent à la généralité de la matiere dont on est occupé. Il n'est pas facile, en effet, au commun des hommes, d'appercevoir dans les matieres de dispute & de controverse, le point fixe dont tout le monde doit être d'accord, de le séparer de ce qui l'environne, & de le présenter pur & sans mêlange. Chaque principe & chaque conséquence se particularise pour eux ; ils ne peuvent étendre leur vue jusqu'à ces propositions universelles, qui comprennent un nombre infini de propositions particulieres, & renferment la science entiere dans un simple théorême. Leurs yeux sont éblouis de l'espace immense qui leur est présenté ; ils perdent le principe de vue, & quelque claires qu'en soient les conséquences, elles leur paroissent obscures & embarrassées ; mais il n'en est pas moins certain que la meilleure maniere de raisonner, est d'établir des principes généraux, quoiqu'ils puissent être sans application dans quelques cas particuliers. C'est la

méthode qu'emploient les Philoſophes dans les Traités de morale, les Politiques doivent en faire également uſage, & plus particuliérement encore lorſqu'ils ſont occupés du gouvernement intérieur de l'Etat, dont le bonheur, qui eſt, ou qui doit être leur principal objet, conſiſte dans la réunion d'une multitude de circonſtances, toutes dépendantes du Légiſlateur, au lieu que les affaires extérieures de ce même Etat ſont ſubordonnées au haſard, aux accidents & même au caprice de quelques perſonnes.

Ces réflexions préliminaires m'ont paru néceſſaires, avant de mettre ſous les yeux du Lecteur les eſſais que je lui préſente, concernant *le Commerce*, *le Luxe*, *l'Argent*, *l'Intérêt de l'Argent*, *&c.* parce qu'il y trouvera peut-être quelques principes ſinguliers, & qui pourront lui paroître trop recherchés & trop ſubtils. Si ces principes ſont faux on doit les rejetter; mais il ſeroit imprudent de ſe prévenir contre eux, par la ſeule raiſon qu'ils ſont hors de la route commune.

Quoique la puiſſance d'un Etat & le bonheur des ſujets puiſſent être, à quelques égards, regardés comme indépendants l'un de l'autre, on convient cependant communément qu'ils ſont inſéparables, par rapport au commerce, & comme la puiſſance de l'Etat aſſure aux particuliers la jouiſſance paiſible de leur commerce & de leurs

richesses; de même l'Etat devient puissant dans la proportion des richesses & de l'étendue du commerce des sujets. Cette maxime, vraie en elle-même, me paroît cependant susceptible de quelques exceptions, & ne devoir être établie qu'avec quelque réserve. Il peut arriver en effet des circonstances où le commerce, les richesses & le luxe des sujets, bien-loin d'augmenter la puissance d'un Etat, ne servent au contraire qu'à affoiblir ses armées, & à diminuer son influence & sa considération chez les Nations voisines. L'homme est un être changeant par sa nature, & susceptible de la plus grande diversité d'opinions, de principes, & de regles de conduite. Ce qui peut être vrai dans un temps & dans certaines circonstances, cessera de l'être, lorsqu'il sera survenu du changement dans les mœurs & dans les façons de penser.

Ce qui constitue le peuple de chaque nation, se partage en Laboureurs & en Manufacturiers: les premiers sont employés à la culture de la terre; les derniers donnent à ses productions la forme nécessaire pour la subsistance, les vêtements & les commodités des hommes. Les Sauvages ne vivent que de chasse ou de pêche, mais aussi-tôt qu'ils se civilisent, ils deviennent Laboureurs & Manufacturiers. Et quoique dans les premiers siecles où les nations se

civilisent, la partie la plus nombreuse de la société soit employée à la culture de la terre (*), le temps & l'expérience perfectionnent l'agriculture, au point que les productions de la terre peuvent être assez abondantes pour nourrir un plus grand nombre d'hommes qu'il n'y en a d'employés à sa culture, & aux manufactures d'absolue nécessité.

Si les bras inutiles à la culture des terres & aux manufactures d'absolue nécessité sont employés aux arts qu'on appelle de Luxe, leur travail augmente le bonheur de l'Etat, parce qu'on est redevable à leur industrie des nouvelles commodités, & des recherches également utiles & agréables, dont on auroit été entiérement privé, s'ils n'avoient eu d'autre occupation que la culture de la terre; mais n'y a-t-il pas d'autre moyen d'employer ces bras superflus? Le Souverain n'est-t-il pas le maître de les prendre à son service, & de les enrôler dans ses flottes & dans ses armées, pour faire des conquêtes & se rendre redoutable aux nations les plus

(*) M. Melon, dans son *Essai politique sur le Commerce*, assure que des 20 millions d'habitants dont la France est peuplée, il y en a 16 de Laboureurs & de Paysans, 2 d'Artisans, 1 d'Ecclésiastiques, de Militaires, & de Gens de Loi, & 1 de Marchands, de Financiers, & de Bourgeois. Ce calcul est évidemment faux; en France, en Angleterre & dans la plus grande partie des Etats de l'Europe, la moitié du peuple vit dans les villes, & il s'en faut beaucoup que tous les habitants de la campagne soient cultivateurs. Les Artisans en forment peut-être plus du tiers.

éloignées ? Il eſt certain que les Manufacturiers de marchandiſes de luxe ſont dans la dépendance des Propriétaires des terres, & des Cultivateurs, dont les beſoins & les deſirs décident de leur occupation. Ils ſont abſolument inutiles dans les pays où le luxe eſt inconnu ; les productions de la terre qui pouvoient être employées à leur ſubſiſtance y ſervent à entretenir des flottes & des armées, qui peuvent être maintenues ſur un pied bien plus conſidérable, que dans les pays où le luxe des particuliers exige un grand nombre d'arts. Il ſemble donc qu'il exiſte une eſpece d'oppoſition entre la puiſſance des Etats, & le bonheur des Sujets. La puiſſance d'un Etat n'eſt jamais plus grande que lorſque tous les bras inutiles ſont employés au ſervice public. Les ſujets, au contraire, ne peuvent ſe procurer des commodités & des plaiſirs que lorſque ces mêmes bras inutiles ſont employés à leur ſervice particulier ; ils ne peuvent être contents qu'aux dépens de l'Etat, & par la même raiſon que l'ambition du Souverain diminue le luxe des ſujets, le luxe des ſujets doit diminuer la force & arrêter l'ambition du Souverain.

Il s'en faut beaucoup que ce raiſonnement puiſſe être mis au rang des idées chimériques & hors de toute vraiſemblance ; il eſt au contraire fondé ſur l'hiſtoire & ſur l'expérience. La République de Sparte a

été l'Etat du monde connu le plus puissant, par proportion au petit nombre de ses sujets; & elle n'étoit puissante que parce que le commerce & le luxe en étoient entiérement bannis. Les Ilotes cultivoient la terre, & eux seuls exerçoient les arts méchaniques, tandis que les Spartiates étoient tous soldats. Il est évident que les Ilotes n'auroient pu fournir la subsistance & les manufactures de nécessité absolue, à un si grand nombre de Spartiates, dans des temps de luxe & de délicatesse, qui exigent le travail de beaucoup de Négociants & de Manufacturiers. La République Romaine présente la même observation. Nous savons par les Historiens que les plus petites Républiques de l'antiquité levoient & entretenoient sur pied des armées plus nombreuses que ne le pourroient faire présentement des Etats trois fois plus peuplés. Les Soldats ne sont pas actuellement la centieme partie des habitants de l'Europe, tandis que dans les premiers temps de la République Romaine, la seule ville de Rome & son petit territoire, étoit en état de lever & d'entretenir dix Légions, dans la guerre contre les Latins. La République d'Athenes, dont tout le territoire n'étoit pas plus étendu que la Province d'Yorkshire, envoya dans l'expédition de Sicile près de quarante mille hommes. On assure que Denis-l'Ancien, dont les Etats ne comprenoient que la ville de Syracuse, environ le tiers de

l'isle de Sicile, & quelques ports de mer sur les côtes de l'Italie & de l'Illyrie, eut toujours sur pied une armée de cent mille hommes d'infanterie, & de dix mille de cavalerie; indépendamment de quatre cents vaisseaux toujours équipés. Le pillage étoit à la vérité la principale ressource pour la subsistance des armées de l'antiquité en temps de guerre; mais l'ennemi pilloit à son tour, & il ne pouvoit y avoir de façon plus ruineuse de lever des impots sur les peuples. Le commerce & le luxe répandus dans toutes les nations de l'Europe, sont donc la cause la plus apparente de leur foiblesse, lorsqu'on les compare avec les peuples de l'antiquité. Les mœurs & la maniere de vivre des peuples anciens, exigeant un petit nombre d'ouvriers, plus de Soldats pouvoient vivre des productions de la terre. Tite-Live rapporte que de son temps, la République Romaine pouvoit avec peine lever autant de Soldats qu'elle en avoit employés contre les Gaulois & les Latins. Les Tailleurs, les Cuisiniers, les Peintres, les Musiciens & les Comédiens remplaçoient sous Auguste, ces Soldats qui combattoient pour la liberté & pour l'Empire, du temps de Camille; & il est évident que si l'Italie étoit également cultivée dans ces deux époques, le nombre des habitants n'en étoit pas augmenté, parce que les ouvriers de luxe, existant du temps

d'Auguſte, ne contribuoient en rien à la production des néceſſités de la vie.

Ces obſervations conduiſent naturellement à demander, s'il eſt poſſible que les Souverains, conſultant plutôt leur intérêt perſonnel que celui de leurs Sujets, reprennent les anciennes maximes de gouvernement. J'avoue qu'une pareille révolution me paroît, à tous égards, impoſſible, & j'en donne pour raiſon que le Gouvernement étoit chez les nations de l'antiquité, violent & contraire au cours naturel des choſes. Perſonne n'ignore l'auſtérité des loix de Lacédémone, & quiconque a réfléchi ſur la nature humaine, & ſur ce qui s'eſt paſſé chez tous les peuples & dans tous les ſiecles, regarde cette République comme un prodige ; & ſon gouvernement ſeroit regardé comme une rêverie & une fiction impraticable dans l'exécution, s'il n'étoit atteſté par l'accord unanime de tous les Hiſtoriens, & par les détails qu'ils nous en ont tranſmis. Quoique les Romains & les autres anciennes Républiques fuſſent gouvernées par des loix moins contraires à la nature, leurs ſujets ne ſe ſeroient pas ſoumis à la rigueur des loix qui leur étoient impoſées, ſans un concours très-ſingulier de circonſtances. Les hommes vivoient pour lors dans des Etats libres d'un territoire peu étendu ; & comme le génie du ſiecle étoit entiérement militaire, les peuples étoient

ıns une guerre continuelle les uns contre :s autres. La liberté engendre naturellenent l'amour de la patrie, principalement lans les petits Etats, & cet amour de la patrie devient encore plus vif, lorſque le public eſt dans de continuelles alarmes, & que tous les ſujets ſont obligés à chaque inſtant de s'expoſer aux plus grands dangers pour la défenſe commune; la continuité de la guerre fait de tous les citoyens autant de ſoldats; perſonne ne s'exempte du ſervice militaire, chacun le remplit à ſes dépens, & quoique ce ſervice perſonnel ſoit plus à charge que l'impôt le plus onéreux, il devient ſupportable à un peuple qui n'a d'occupation que la guerre, qui ne prend les armes que par des motifs d'honneur & de vengeance, que le plaiſir n'a pas amolli, & qui n'exerce aucune profeſſion dont l'exercice journalier lui procure un gain certain. Je pourrois ajouter encore, en faveur de mon ſentiment, la grande égalité de fortune des habitants des anciennes Républiques, où chaque citoyen poſſédoit ſa piece de terre, & en tiroit la quantité de productions ſuffiſante pour ſa ſubſiſtance & celle de ſa famille; ce qui rendoit la population de l'Etat extrêmement nombreuſe, quoiqu'il n'y eût ni commerce ni manufactures.

Mais quoique le défaut de commerce & de manufactures puiſſe dans quelques cas

particuliers augmenter la puiſſance d'un peuple libre & guerrier, il eſt cependant certain que dans le cours ordinaire des choſes, il en doit être autrement. Les Souverains ſont contraints de gouverner les peuples dans l'Etat où ils les trouvent, & leur autorité, quelque grande qu'on la ſuppoſe, ne peut jamais l'être aſſez pour en changer entiérement les principes, les mœurs, & la façon de penſer & leur en ſubſtituer d'autres. Les grandes révolutions qui changent les mœurs des nations, & leur donnent ces caracteres marqués qui les diſtinguent les unes des autres, ſont l'ouvrage d'une longue ſuite d'années, & de la réunion d'un grand nombre d'événements & de circonſtances; & les difficultés même s'augmentent, à meſure que le Légiſlateur cherche à établir des principes contraires à ceux de la nature & au vœu commun de la ſociété. La prudence du Souverain exige de lui qu'il ſe plie au génie du peuple dont il a le gouvernement; il ne peut que chercher à le rectifier, en lui propoſant des objets de réforme conveuables aux temps & aux circonſtances. Dans l'état préſent des choſes, l'induſtrie, les arts & le commerce augmentent le pouvoir du Souverain, en même temps que le bonheur des ſujets; & ce feroit une violence tyrannique de la part du Gouvernement que de chercher à accroître la puiſſance publique, en diminuant l'aiſance

& les richesses des sujets. Quelques réflexions sur la barbarie & l'oisiveté, & sur les conséquences nécessaires qui en sont la suite, prouveront la vérité de cette proposition.

Dans tous les pays où les manufactures & les arts méchaniques ne sont pas dans un état florissant, le plus grand nombre des sujets doit être employé aux travaux de l'agriculture; mais si les cultivateurs deviennent plus adroits & plus industrieux, ils sont dès-lors en état de tirer de la terre bien plus de productions que n'en exige leur subsistance. Ce superflu est cependant perdu pour eux, puisqu'ils n'ont pas la facilité de l'échanger contre ce qui pourroit servir à leur procurer les agréments de la vie, satisfaire leurs plaisirs & contenter leur vanité. Ce superflu ne pouvant que leur être à charge, ils doivent cesser de demander à la terre des productions inutiles. L'indolence devient alors générale dans la nation, beaucoup de terres restent incultes, celles qui sont en culture deviennent moins fécondes par la négligence des cultivateurs; & si des circonstances malheureuses exigent qu'une grande partie du peuple soit employée au service public, le travail de la Nation ne fournit aucun superflu qu'on puisse destiner à leur subsistance, parce que l'habileté & l'industrie des Laboureurs ne peuvent augmenter subitement. Il est nécess-

ſaire que quelques années s'écoulent avant que les terres ſoient remiſes en valeur. Les armées cependant ne peuvent reſter dans l'inaction; ou elles feront des conquêtes, ou elles ſe débanderont faute de ſubſiſtance, & les ſoldats mal diſciplinés & auſſi mal inſtruits dans l'art militaire, que les laboureurs & les manufacturiers dans les arts méchaniques, ſeront dans l'impuiſſance d'attaquer & de ſe défendre avec ſuccès.

Les hommes ne peuvent acquérir que par le travail, & s'ils étoient ſans paſſions, ils reſteroient dans l'oiſiveté. Lorſque les manufactures & les arts méchaniques ſont floriſſants dans une nation, les propriétaires des terres & les fermiers étudient l'art de la culture, cherchent à y faire des progrès, & redoublent d'induſtrie & d'attention. Ce que la terre produit au-delà de ce qui eſt néceſſaire à la ſubſiſtance des cultivateurs, n'eſt pas perdu pour eux; ils s'en ſervent, au contraire, pour ſe procurer chez les manufacturiers les marchandiſes que le luxe leur fait deſirer. La terre fournit par ce moyen beaucoup plus de denrées que n'en exige la ſubſiſtance de ceux qui la cultivent. Dans les temps de paix & de tranquillité ce ſuperflu de denrées ſert à payer les manufacturiers & ceux qui exercent les arts libéraux; mais dans les temps de guerre & de troubles, lorſque le bien public exige que les ouvriers des

manufactures

manufactures prennent les armes pour la défenſe commune, ce même ſuperflu eſt employé à leur ſubſiſtance, & c'eſt ce qu'on peut obſerver dans tous les Gouvernements policés. Qu'arrive-t-il, en effet, lorſque le Souverain entreprend une guerre & leve des troupes, il impoſe une taxe ſur ſes ſujets. Cette taxe les oblige de diminuer leur dépenſe, & de ſe refuſer quelques-unes des ſuperfluités dont chacun ſelon ſon état pouvoit jouir auparavant. Les ouvriers occupés juſqu'alors à la fabrique de ces ſuperfluités, ſe trouvant ſans occupation, ſont contraints de prendre parti dans les troupes, ou de ſe livrer à la culture de la terre; ces derniers augmentant le nombre des cultivateurs en forcent quelques-uns à s'enrôler, parce que leur nombre eſt ſupérieur au beſoin qu'on en a. Le commerce conſidéré en lui-même, & abſtraction faite de toutes ſes dépendances, ne peut donc augmenter la puiſſance d'un Etat, qu'en ce que les manufactures, qui ſont le fondement de tout le commerce, amaſſent perpétuellement un fond de travail d'une eſpece particuliere que le public peut revendiquer toutes les fois qu'il en a beſoin, ſans priver aucun de ſes ſujets des néceſſités de la vie. Toute Nation dont le travail s'exerce ſur un grand nombre d'objets ſuperflus & inutiles pour la ſimple ſubſiſtance, eſt donc très-puiſſante par

elle-même, puiſque les ſujets employés à ces ſortes de manufactures, peuvent en être diſtraits ſans inconvénient, & être enrôlés pour le ſervice public; il peut exiſter le même nombre de bras dans un Etat ſans manufactures; mais il n'y aura jamais la même quantité de travail, toute l'induſtrie y ſera exercée ſur les objets de pure néceſſité, dont le nombre eſt toujours le même, ou qui n'admettent du moins qu'une très-légere différence.

Ces différentes obſervations prouvent que la puiſſance du Souverain & le bonheur de l'Etat dépendent, à beaucoup d'égards, & ſont inſéparables du commerce & des manufactures. On ne peut ſans tyrannie contraindre le Laboureur à tirer de la terre plus que n'en exige ſa ſubſiſtance & celle de ſa famille, & cette tyrannie eſt impraticable en bien des cas. Il s'y ſoumettra cependant de lui-même, & il n'y aura plus de tyrannie, lorſque les manufactures & le commerce demanderont au Laboureur ce ſuperflu, dont le Souverain pourra facilement prendre une partie & l'employer même gratuitement, & dans le cas de néceſſité au ſervice public. Le cultivateur accoutumé au travail, & dont la terre produit au-delà de ce qui eſt néceſſaire à ſa ſubſiſtance, peut ſupporter plus facilement la charge qu'exige de lui le Souverain, que s'il avoit été obligé d'aug-

menter subitement son travail, sans espoir d'en être payé. Il en est de même de tous les autres membres de l'Etat. Plus le fond de toute espece de travail est grand, plus il est facile d'en tirer une partie, sans que la masse paroisse en diminuer. Les richesses réelles, & la force véritable des Etats consistent dans les amas de grains, les magasins de draps, & les approvisionnements d'armes & de munitions. Le commerce & l'industrie des nations sont un fond de travail, où les sujets vont chercher dans les temps de paix & de tranquillité, ce qui peut satisfaire leurs desirs & leur procurer des commodités, & où l'Etat puise à son tour, ce qui est nécessaire à sa défense dans les nécessités publiques. Si nous pouvions changer les villes en camps militaires, & inspirer dans tous les cœurs ce génie martial, & cette passion pour le bien public, qui portent tous les citoyens à s'exposer aux plus grandes fatigues, par le seul amour de la patrie; les mœurs anciennes pourroient alors revivre sur la terre, on ne connoîtroit plus que la seule industrie nécessaire à la subsistance des hommes, & elle seroit suffisante pour maintenir la société. Il faudroit alors bannir absolument des villes toute espece d'arts & de luxe, les rendre entiérement semblables aux camps militaires, & en diminuant la dépense de la table & des

équipages, épargner ſur les vivres & ſur les fourrages la conſommation des bouches inutiles que le luxe & le goût des plaiſirs y auroient attirées. Ces principes ſont trop déſintéreſſés pour que les hommes s'y ſoumettent long-temps, & les prennent pour regle de leur conduite. Des paſſions moins nobles doivent les gouverner; & il eſt néceſſaire de les exciter par l'avarice, l'induſtrie, les arts & le luxe. Les villes ſont, à la vérité, ſurchargées d'une ſuite embarraſſante & ſuperflue; mais les proviſions de toute eſpece y ſont portées de toutes parts & avec la plus grande abondance. L'harmonie qui doit régner entre toutes les parties de l'Etat n'en eſt pas dérangée; l'avantage des ſujets, du public, & du Souverain ſe trouve réuni & confondu, & le Gouvernement ne pourroit que perdre par le changement des mœurs préſentes.

Le même raiſonnement peut faire connoître tous les avantages réſultants du commerce étranger, en ce qu'il augmente la puiſſance des Etats en même temps que le bonheur des ſujets. L'effet du commerce étranger eſt d'augmenter le travail de la Nation & par conſéquent de remplir encore davantage ce fonds de travail & d'induſtrie où nous avons vu que le Souverain peut prendre ce qu'il eſtime néceſſaire au ſervice public. Le commerce étranger, introduit dans l'Etat,

des matieres premieres, qui servent d'aliment à de nouvelles manufactures; ce même commerce introduit chez les Nations les plus éloignées les marchandises provenant des anciennes fabriques, & leur procure de nouveaux consommateurs. Un Royaume dont les importations & les exportations sont multipliées, a plus d'industrie & fabrique plus de marchandises de luxe, que celui dont les peuples contents de ce qu'ils possédent, ne commercent qu'avec eux-mêmes; il est par conséquent plus riche, plus puissant & plus heureux. Les Sujets jouissent de l'avantage du commerce étranger, par les plaisirs & les commodités qu'ils se procurent, & le public y gagne de son coté, ayant un grand fond de travail que ce même commerce lui met, pour ainsi dire, en magasin, & dont il peut se servir dans les circonstances critiques; c'est-à-dire, que l'Etat dont le commerce étranger est florissant, renferme un grand nombre de sujets laborieux, qui peuvent être détournés de leur travail ordinaire, & être employés au service public, sans que le surplus de la Nation soit privé, non seulement des nécessités de la vie, mais même des principales commodités.

L'histoire nous apprend que les manufactures ne se sont perfectionnées chez la plupart des peuples, qu'après l'établissement

du commerce étranger, dont le luxe a toujours été la ſuite. Les hommes ſont naturellement portés à rechercher les marchandiſes nouvelles & étrangeres ; ils leur donnent la préférence, & en font uſage plutôt que de perfectionner leurs anciennes manufactures, dont les progrès ſont toujours lents, & qui ne peuvent avoir à leur égard l'attrait de la nouveauté ; mais ils acquiérent des richeſſes par l'exportation de leur ſuperflu, & en faiſant conſommer aux Nations étrangeres des denrées & des marchandiſes trop abondantes dans cèrtains pays, tandis que le ſol & le climat les refuſent à d'autres, ils acquiérent en même temps des richeſſes, & de nouveaux plaiſirs. Leur induſtrie étant une fois réveillée, ils perfectionnent tous les objets de commerce tant intérieur qu'étranger, & c'eſt peut-être le principal avantage que retirent les nations de leurs liaiſons réciproques. Le commerce étranger rendant les peuples laborieux, d'indolents qu'ils étoient auparavant, offre à ceux qui poſſédent des richeſſes & qui cherchent à ſatisfaire leur vanité, des objets de luxe, dont ils n'avoient pas précédemment l'idée, & il fait naître en eux le deſir de vivre avec plus de faſte que leurs ancêtres. Dans ce premier mouvement de la Nation, le petit nombre des Négociants qui commercent avec les étrangers font des profits immenſes,

& deviennent bientôt auſſi riches que l'ancienne Nobleſſe. Leur exemple excite dans tous les cœurs le deſir des richeſſes, & la facilité d'en acquérir par le commerce, engage un grand nombre de citoyens à embraſſer la même profeſſion, leur donne des rivaux, & augmente le nombre des concurrents ; toutes les parties de l'Etat ſont dans une eſpece d'agitation ; les Fabricants profitent des découvertes des étrangers, & donnent à leurs marchandiſes le degré de perfection dont elles ſont ſuſceptibles ; le fer & l'acier deviennent dans leurs mains induſtrieuſes auſſi brillants que les métaux les plus précieux.

Lorſqu'une Nation eſt dans cette heureuſe poſition, ſon commerce étranger peut diminuer ſans qu'elle perde de ſa force & de ſa puiſſance. Elle ceſſera de fabriquer les eſpeces de marchandiſes dont les étrangers ne feront plus *de demande* ; mais les mêmes bras s'occuperont à de nouvelles manufactures, & le peuple ne ſera jamais ſans travail, parce que les perſonnes riches auront toujours des deſirs & de nouveaux beſoins ; la Chine en eſt un exemple ; cet Empire eſt un des plus puiſſants du monde, quoique les Chinois faſſent peu de commerce avec les étrangers.

Je puis obſerver, ſans encourir le reproche d'une digreſſion inutile, que plus il y a d'arts méchaniques dans un Etat, plus

il y a de ſujets auxquels les mêmes arts procurent la ſubſiſtance. La grande diſproportion des richeſſes affoiblit une Nation; il ne ſuffit pas pour qu'elle ſoit puiſſante, que chaque citoyen ait par ſon travail les néceſſités de la vie, il faut encore qu'il puiſſe y joindre les commodités qui peuvent s'allier avec ſon état. Cette eſpece d'égalité eſt conſolante pour la nature humaine, & diminue beaucoup moins du bonheur du riche, qu'elle n'ajoute à celui du pauvre. Elle augmente auſſi la puiſſance de l'Etat en rendant les taxes & les impoſitions d'une perception plus facile. En effet, lorſqu'un petit nombre de perſonnes poſſédent toutes les richeſſes d'une Nation, il eſt néceſſaire que dans le cas des néceſſités publiques, elles ſoient aſſujetties à de très-fortes contributions; mais lorſque les richeſſes ſont partagées entre un grand nombre de mains, chaque contribuable ſupporte plus facilement le fardeau des charges publiques, & les impoſitions peuvent être payées, ſans apporter de changement remarquable dans la façon de vivre ordinaire; d'ailleurs lorſque les richeſſes ſont trop inégalement partagées, l'autorité des riches en eſt d'autant plus grande dans la Nation, & ils en peuvent facilement abuſer, pour opprimer les pauvres, & les contraindre à porter toutes les charges publiques, au grand préjudice de l'induſtrie, qui en eſt néceſſairement découragée.

L'Angleterre a, par la conſtitution de ſon gouvernement, un grand avantage, à cet égard, ſur toutes les Nations du monde connu, & même ſur celles dont l'hiſtoire fait mention. Il eſt vrai que le haut prix de la main-d'œuvre, ſuite néceſſaire des richeſſes des ouvriers, & de l'abondance de l'argent, donne quelques déſavantages aux Anglois dans le commerce étranger; mais comme le commerce étranger ne conſtitue pas à lui ſeul le bonheur d'une Nation, on auroit tort de ſe plaindre des inconvénients qui réſultent de la richeſſe générale du peuple; le haut prix de la main-d'œuvre ſeroit même un bonheur réel pour la Nation, s'il contribuoit à lui rendre plus cher le gouvernement libre ſous lequel elle a le bonheur de vivre.

Quoique la richeſſe du peuple ne ſoit pas une conſéquence néceſſaire de la liberté, il eſt certain cependant que ſi ſon indigence n'eſt pas l'effet immanquable du deſpotiſme, elle en eſt du moins la ſuite naturelle. La liberté ne produit des richeſſes dans une Nation, que lorſqu'elle eſt accompagnée de circonſtances particulieres, & lorſque le génie du peuple ſe tourne entiérement au commerce. Le Lord Bacon attribue la ſupériorité de l'Angleterre ſur la France, dans les longues guerres que ces deux Nations ſe ſont faites autrefois, à la différence que les richeſſes mettoient

entre elles, c'eſt-à-dire, à la pauvreté du peuple de France, & à l'aiſance du peuple Anglois. Les Loix & le Gouvernement de ces deux Royaumes étoient cependant pour lors à peu près ſemblables.

Lorſque les Laboureurs & les Artiſans ſont accoutumés à ne recevoir que peu d'argent, pour la récompenſe de leur travail & de leur induſtrie, il leur eſt difficile, même dans un gouvernement libre, de rendre leur condition meilleure, & de s'accorder entre eux pour augmenter le prix de leur travail ; mais dans un gouvernement deſpotique, lors même que par des circonſtances particulieres le prix du travail eſt augmenté ; les riches ſont toujours aſſez puiſſants pour conſpirer contre les pauvres, & pour rejetter entiérement ſur eux, & en tout temps, le fardeau des charges publiques ; & c'eſt ce qui explique pourquoi le peuple eſt toujours pauvre ſous un gouvernement deſpotique, & pourquoi il le peut être également dans un Etat libre.

On ne pourroit, ſans une eſpece de ſingularité, attribuer la pauvreté du peuple en France, en Italie, & en Eſpagne, à la fécondité du ſol & de l'heureuſe température du climat ; pluſieurs raiſons ſe réuniſſent cependant pour rendre ce paradoxe très-vraiſemblable. En effet, la terre naturellement féconde dans les pays méridionaux

de l'Europe cede facilement aux travaux du Laboureur, & deux chevaux de peu de valeur ſuffiſent à un ſeul homme, pour cultiver une aſſez grande quantité de terrein, y recueillir aſſez de denrées, pour ſubvenir à ſa ſubſiſtance, à celle de ſa famille, & donner encore un revenu au Propriétaire. Toute la ſcience du fermier conſiſte, dans ces pays, à réparer l'épuiſement de la terre par une année de repos. La chaleur du Soleil & la température du climat ſuffiſent ſeuls pour lui rendre ſa fertilité, & les payſans n'y ont d'autre ambition que de retirer la ſimple ſubſiſtance, pour prix de leur travail. Leur pauvreté les empêche d'étendre leurs deſirs, & les tient dans la dépendance perpétuelle du propriétaire, qui n'eſt pas dans l'uſage de paſſer bail avec eux, mais partage la récolte par moitié; & comme il eſt aſſuré de trouver toujours des cultivateurs, il ne craint pas que ſa terre reſte jamais en friche. En Angleterre au contraire, la terre ſtérile par elle-même, & moins expoſée aux influences favorables du Soleil, demande beaucoup de culture pour y devenir féconde, & la culture y exige des dépenſes conſidérables. Un champ qui n'eſt pas préparé avec ſoin n'y produit que des récoltes très-médiocres, & le fermier a beſoin de pluſieurs années de jouiſſance, pour retirer quelque profit des grandes avances qu'il eſt obligé

de faire. Il faut donc que les fermiers aient en Angleterre de gros fonds à eux, & que les propriétaires leu passent de longs baux, sans quoi leurs profits ne seroient jamais proportionnés à leurs dépenses. Les vignobles fameux de Champagne & de Bourgogne, qui rendent souvent aux propriétaires cinq livres sterlings par acre, sont cultivés par de misérables paysans qui ont à peine du pain. Il est impossible que les vignerons puissent jamais être riches, parce qu'ils n'ont besoin que de leurs bras & de quelques outils qu'ils peuvent acheter avec vingt schelings. Les Laboureurs sont à la vérité, dans ces mêmes pays, moins pauvres que les vignerons; & par la même raison les herbagers & ceux qui engraissent le bétail y sont plus à l'aise que les autres cultivateurs. Les hommes doivent avoir des profits proportionnés à la dépense qu'exigent leurs entreprises, & aux hasards auxquels ils s'exposent. Lorsque les cultivateurs, de quelque pays que ce puisse être, sont pauvres, tout le reste de la Nation doit s'en ressentir, & être également dans la pauvreté, soit dans les Monarchies, soit dans les Républiques.

On peut faire une observation semblable par rapport à l'histoire générale du genre humain. Quelle raison peut empêcher toutes les Nations situées entre les tropiques de devenir habiles dans la science militaire

dans la légiſlation, & dans les arts de luxe, tandis que dans les climats tempérés, on trouve très-peu de nations entiérement dépourvues de ces avantages? Il eſt vraiſemblable que la chaleur toujours la même dans la zone torride en eſt la cauſe; les habitants de ces pays brûlants peuvent ſe paſſer plus aiſément que les autres de maiſons & d'habillements; ils ne ſont pas excités, par conſéquent par la néceſſité, mere de l'induſtrie & de l'invention. *Curis acuens mortalia corda.* D'ailleurs les richeſſes & les poſſeſſions étant l'origine de toutes les diſputes qui s'élevent parmi les hommes, les peuples, pauvres & ſans beſoins, ne ſentent pas la néceſſité d'une police toujours permanente, & d'une autorité réguliere, qui puiſſe les protéger, & les défendre contre l'invaſion des ennemis étrangers, & les injuſtices de leurs concitoyens.





ESSAI

SUR LE LUXE.

LE Luxe eſt un mot qu'on peut employer également en bonne & en mauvaiſe part, & il eſt difficile de définir exactement ce qu'on entend par cette expreſſion. On donne en général le nom de Luxe à toutes les recherches qui peuvent flatter agréablement les ſens, & ces recherches ont des degrés, qui les rendent innocentes ou condamnables, ſelon le ſiecle, le pays où la condition des perſonnes : les limites entre le vice & la vertu ſont auſſi difficiles à aſſigner, en matiere de luxe, qu'en tout autre ſujet de morale. Il faut être échauffé par l'enthouſiaſme pour donner la qualification de vice à un léger rafinement dans les plaiſirs des ſens, ou à la délicateſſe dans le boire, le manger, & les vêtements. J'ai entendu parler d'un Religieux, qui pouvant jouir d'une très-belle vue ſans ſortir de ſa cellule, ſe fit une loi de n'y jamais tourner les yeux, pour ſe priver d'un plaiſir qu'il eſtimoit trop ſenſuel. Le plaiſir de boire du vin

de Champagne & de Bourgogne, préférablement à de la biere, eſt auſſi innocent que celui d'une belle vue. Il eſt vice lorſqu'il ne peut être ſatisfait qu'aux dépens de la bienfaiſance & de la charité, & il devient folie & déraiſon lorſqu'il entraîne la ruine de la fortune, & réduit à la mendicité; mais les recherches & les délicateſſes dans les beſoins & les plaiſirs de la vie ſont innocentes en elles-mêmes, & ont été regardées comme telles par la plupart des moraliſtes de tous les ſiecles, lorſqu'on peut les avoir en ſe conſervant les moyens d'élever & d'établir ſa famille, de ſervir ſes amis, & de faire dans les occaſions des actes de charité & de généroſité. Un homme entiérement occupé du luxe de la table, ſans aucun goût pour les plaiſirs inſéparables de l'ambition, de l'étude, ou de la converſation, & qui y borne toute ſa dépenſe, ſans égard pour ſa famille & ſes amis, n'a qu'une groſſiere ſtupidité, incompatible avec la vigueur de l'ame & de l'eſprit, & il découvre un cœur incapable d'humanité & de bienfaiſance; mais celui dont la fortune eſt ſuffiſante pour allier ſes devoirs à la délicateſſe de la table, & qui ne s'y livre que lorſque les affaires, l'étude & la ſociété lui en donnent le loiſir, ne peut mériter aucune eſpece de blâme ou de reproche.

Puiſque le luxe peut être conſidéré ſous deux faces différentes, il n'eſt pas étonnant qu'il ait donné lieu à des opinions outrées & déraiſonnables. Les uns, conduits par des principes diſſolus, louent le luxe le plus déréglé, & le ſoutiennent avantageux à la ſociété; tandis que d'autres, d'une morale ſévere, blâment le luxe le plus innocent, & le repréſentent comme la ſource de toute eſpece de corruption, & l'origine des déſordres & des factions propres à troubler le Gouvernement. Nous tâcherons de rapprocher ces deux extrêmités en prouvant, 1°. que les ſiecles de luxe & de délicateſſe ſont les plus heureux & les plus vertueux. 2°. Que le luxe ceſſe d'être utile à la ſociété lorſqu'il n'eſt pas modéré, & que lorſqu'il eſt porté trop loin, il devient pernicieux à la ſociété politique, quoique, peut-être, il y ait des vices, qui lui ſoient encore plus nuiſibles.

Pour prouver la premiere propoſition, il ſuffit de conſidérer les effets du luxe, tant dans la vie privée, que dans la vie publique. On convient communément que le bonheur de la vie conſiſte dans l'action, le plaiſir & le repos; leur union eſt néceſſaire en différentes proportions, ſuivant la diverſité des caracteres, & tout homme qui en eſt entiérement privé ne peut être eſtimé heureux. Le repos ne paroît pas par lui-même pouvoir contribuer

beaucoup

beaucoup à notre ſatisfaction. Mais, ſemblable au ſommeil, il eſt néceſſaire à la foibleſſe humaine incapable de ſoutenir une continuité non interrompue de plaiſirs & d'affaires. Cette ardeur, qui tire l'homme de lui-même, & qui conſtitue principalement la jouiſſance, épuiſe ſon eſprit & exige des intervalles de repos; & ce même repos, agréable pour un moment, engendre, s'il eſt prolongé, une langueur & un engourdiſſement incompatibles avec le bonheur. Il faut avouer que l'éducation, la coutume & l'exemple ont une grande influence pour déterminer les deſirs des hommes, & qu'ils contribuent beaucoup à leur bonheur, lorſque dès les premieres années de la vie, ils leur inſpirent du goût pour les plaiſirs & pour les affaires. Dans les ſiecles où l'on voit fleurir les arts & l'induſtrie, les hommes ſont continuellement occupés, & l'occupation elle-même n'eſt pas moins leur récompenſe, que les plaiſirs que leur procure le produit de leur travail. L'eſprit acquiert par l'occupation une nouvelle vigueur; il augmente ſon pouvoir & ſes facultés, & l'homme ſe trouve en état, par ſon aſſiduité au travail, de ſatisfaire à la fois ſes vrais beſoins, & de prévenir les déſirs déshonnêtes, que le loiſir & l'oiſiveté n'engendrent que trop ſouvent; on ne peut bannir les arts de la ſociété, ſans

priver les hommes de l'occupation & du plaisir. Le repos prend alors leur place, mais il cesse d'être agréable : parce qu'il ne le peut être que lorsqu'il succede au travail, & qu'il rétablit l'esprit épuisé par trop de fatigue & d'application. L'industrie & le rafinement dans les arts méchaniques, produisent un autre avantage, en ce que les arts libéraux font les mêmes progrès ; & il est impossible que les uns puissent être portés à quelque degré de perfection, sans que les autres ne s'en ressentent. Les siecles renommés par les grands Philosophes, les habiles Politiques, les Guerriers fameux, & les Poëtes célebres abondent ordinairement en habiles Fabricants & en Constructeurs de vaisseaux. Il n'est pas vraisemblable que chez une nation où l'Astronomie est inconnue & la Morale entiérement négligée, les manufactures y soient portées à leur point de perfection, & qu'il s'y fabrique des étoffes agréablement dessinées. Le génie du siecle se répand sur tous les arts, & l'esprit des hommes une fois sorti de sa léthargie, & mis, pour ainsi dire, en fermentation, embrasse tous les objets & perfectionne toute espece d'arts & de sciences. Les hommes sortent alors de cette ignorance profonde où la nature les a fait naître, & sont des êtres vraiment raisonnables, c'est-à-dire, qu'ils ont la capacité d'agir,

de penser & de jouir des plaisirs des sens, en même temps que de ceux de l'esprit.

Les hommes deviennent plus sociables entre eux, à mesure que les arts se perfectionnent; ils ne peuvent plus supporter la solitude & la vie retirée, réservée aux nations barbares & ignorantes, lorsque leur esprit est enrichi de connoissances; & qu'ils sont en état de se les communiquer réciproquement; ils s'empressent alors d'aller habiter les villes, soit pour acquérir de nouvelles connoissances, soit pour faire part aux autres de celles qu'ils ont déjà acquises. Ils se plaisent à se faire remarquer par leur esprit & leurs connoissances, à briller dans la conversation par leurs talents, ou à être distingués dans la société par leurs habillements & leurs équipages. Les sages sont attirés dans les villes par la curiosité; la vanité y entraîne les sots: mais le plaisir y conduit les uns & les autres. Il se forme par-tout des sociétés particulieres, où les deux sexes vivent ensemble avec bienséance & politesse; les hommes, si différents entre eux par leurs humeurs & leurs caracteres, sont bientôt forcés de les contraindre pour se plaire réciproquement; & il est impossible que devenus déjà meilleurs, par le progrès des connoissances & des arts libéraux, ils ne sentent croître en eux-mêmes, par l'habitude de converser

ensemble & de contribuer à leurs plaisirs réciproques, ce fonds d'humanité & de bienfaisance que la nature a gravé dans leur cœur. Les connoissances, l'industrie & l'humanité sont donc liées ensemble par une chaîne indissoluble, & la raison s'unit avec l'expérience, pour nous démontrer qu'elles sont l'apanage des siecles renommés par le luxe & la délicatesse. Tous ces avantages sont tellement supérieurs aux inconvénients qui en peuvent résulter, qu'il seroit superflu d'en faire la comparaison. Plus les hommes recherchent la délicatesse dans leurs plaisirs, moins ils se laissent aller aux excès repréhensibles; parce que ces excès sont le tombeau des vrais plaisirs. On peut assurer avec vérité qu'il y a bien plus de grossiere gloutonnerie dans les repas des Tartares, dont les festins consistent en viande de cheval, que dans les repas délicats des Courtisans de l'Europe. Si l'amour illégitime & l'infidélité dans le mariage sont plus fréquents dans les siecles de luxe, l'ivrognerie, vice plus honteux & plus nuisible au corps & à l'esprit, s'y montre bien plus rarement. Je ne prendrai pas seulement Ovide & Petrone pour juges de cette proposition, mais je m'en rapporterai à Seneque ou à Caton. Nous savons que César ayant été obligé, dans le temps de la conspiration de Catilina, de remettre entre les mains

de Caton, un écrit qui ne laiſſoit aucun doute de ſon intrigue galante avec Servilie, propre ſœur de Caton ; ce Philoſophe auſtere le lui jeta avec indignation, & l'appella dans l'aigreur de ſa colere, *ivrogne*, expreſſion qui lui paroiſſoit plus injurieuſe que celle dont il auroit eu plus de raiſon de ſe ſervir.

Les avantages réſultants de l'induſtrie & du progrès des connoiſſances, ne ſont pas ſeulement réſervés pour la vie particuliere & privée. Ils répandent leur favorable influence ſur le public ; parce que la grandeur & la puiſſance des Etats ſont toujours dans la proportion du bonheur, & de l'occupation des ſujets. La ſociété profite de l'accroiſſement des conſommations de toutes les eſpeces de denrées & de marchandiſes qui contribuent aux plaiſirs & aux commodités de la vie, & en même temps que cet accroiſſement des conſommations multiplie les plaiſirs innocents des citoyens, il eſt réellement un fond de travail toujours ſubſiſtant parmi le peuple, & propre à être employé au ſervice public dans les temps de néceſſité. Chez toutes les nations au contraire, où l'étroit néceſſaire ſuffit, & dont les ſujets ſont ſans deſirs pour les ſuperfluités, les hommes vivent dans l'oiſiveté, ne prennent aucune part aux plaiſirs de la vie, & ſont inutiles au public, qui ne peut tirer aucun ſecours

pour l'entretien de ses flottes & de ses armées, de sujets paresseux & indolents.

Toutes les puissances de l'Europe possédent aujourd'hui le même territoire qu'elles possédoient il y a deux cents ans, ou du moins la différence dans l'étendue de leurs possessions est très-peu considérable, de ce qu'elle étoit au commencement du seizieme siecle. Tous ces Etats ont cependant acquis une force & une puissance dont ils paroissoient pour lors fort éloignés. Ce changement singulier ne peut être attribué qu'au grand progrès des arts & de l'industrie.

L'armée conduite en Italie par Charles VIII. n'étoit que de 20000 hommes; la France en fut cependant si épuisée, qu'au rapport de Guichardin, elle fut pendant quelques années incapable de renouveller un semblable effort. Louis XIV a entretenu sur pied, pendant tout le temps qu'a duré la guerre pour la succession d'Espagne, plus de 400000 hommes, quoique depuis la mort du Cardinal Mazarin jusqu'à la sienne, il eût soutenu la guerre à différentes reprises durant près de trente ans. Les connoissances en tout genre, inséparables des siecles fameux par les arts & le luxe, n'excitent pas seulement l'industrie, mais elles fournissent aux gouvernements les moyens de la rendre encore plus utile aux sujets. Les loix politiques qui main-

tiennent l'ordre, la police, & la subordination dans la société ne peuvent être portées à leur degré de perfection, que lorsque la raison humaine a fait des progrès marqués, par son application aux arts les plus ordinaires, tels que ceux du commerce & des manufactures. Peut-on espérer trouver de bonnes loix chez les peuples qui ignorent l'usage des instruments que nos ouvriers les plus grossiers savent employer, pour la fabrique des étoffes les plus communes? Les siecles d'ignorance ont d'ailleurs toujours été ceux de la superstition, dont l'effet est de détourner le gouvernement de son véritable objet, & de faire perdre de vue aux hommes leur bonheur & leurs intérêts.

Lorsque le goût des connoissances est répandu dans une nation, ceux qui sont à la tête du gouvernement sont doux & modérés, parce que les leçons d'humanité ont été les premieres qu'ils aient reçues, & qu'ils ont appris de bonne heure combien elle étoit préférable à la sévérité & à la rigueur, dont l'effet naturel est de porter les sujets à la révolte, & de les détourner pour toujours de la soumission, en leur faisant perdre toute espérance de pardon. Ces sentiments d'humanité paroissent avec plus d'éclat, à mesure que les mœurs des hommes s'adoucissent, & que leurs connoissances s'étendent; & c'est le

principal caractere qui diſtingue les ſiecles policés, des temps d'ignorance & de barbarie. Les factions & les haines de parti y ſont toujours moins durables, les révolutions moins ſanglantes, l'autorité moins ſévere, & les ſéditions moins fréquentes. Les guerres étrangeres deviennent même moins cruelles, & les Guerriers, dont le cœur s'endurcit ſur le champ de bataille contre la compaſſion & la crainte, autant par honneur que par intérêt, ceſſent d'être ennemis après le combat, & deviennent des hommes, après avoir été des bêtes féroces.

Il n'eſt pas à craindre que les hommes en perdant de leur férocité, perdent également de leur courage, ou deviennent moins intrépides & moins valeureux dans la défenſe de leur patrie & de leur liberté; les arts n'affoibliſſent ni le corps ni l'eſprit; l'induſtrie au contraire, leur compagne inſéparable, ajoute de nouvelles forces au corps; & ſi l'aménité & la douceur des mœurs ôtent à l'ardeur guerriere ſon extérieur de rudeſſe & de férocité; l'honneur, principe plus fort, plus durable & plus docile, acquiert une nouvelle vigueur, par cette élévation de génie que donnent les connoiſſances & les talents; on doit convenir auſſi que la valeur n'eſt durable & utile, que lorſqu'elle eſt accompagnée de la ſcience & de la diſcipline militaire,

qu'on trouve rarement chez les peuples barbares. Les anciens Historiens ont observé que *Datames* fut le seul Barbare renommé pour son habileté dans l'art militaire, & *Pyrrhus*, étonné des évolutions & de la discipline des armées Romaines, ne put s'empêcher de dire à ses Courtisans, que les Romains, qu'il désignoit par l'expression de *Barbares*, *ne l'étoient plus lorsqu'ils faisoient la guerre*. De toutes les nations de l'antiquité le peuple Romain a été le seul où la discipline militaire ait été en vigueur, avant qu'il fût policé; & il est singulier que les Italiens soient de tous les peuples modernes de l'Europe, celui qu'on regarde communément comme le moins propre aux entreprises guerrieres, & le moins ambitieux de la réputation militaire. Ceux qui attribuent ce caractere efféminé des Italiens à leur luxe, à leur délicatesse & à leur goût pour les arts, n'ont pas réfléchi sans doute que la bravoure des François & des Anglois étoit aussi inconteſtable, que leur activité dans le commerce, & leur passion pour le luxe. Les Historiens d'Italie nous donnent une raison plus satisfaisante du changement arrivé dans le caractere des habitants de cette partie de l'Europe; ils observent que tous les Souverains de l'Italie étoient en guerre les uns contre les autres, dans le même temps où l'Aristocratie Vénitienne

étoit toujours en garde contre ſes propres ſujets, où la Démocratie Florentine s'appliquoit uniquement au commerce, où Rome étoit gouvernée par des Prêtres, & Naples par des Femmes. Les Généraux n'avoient alors ſous leurs drapeaux que des Soldats de fortune, qui n'étant excités par aucun intérêt particulier, ne faiſoient les uns contre les autres que des ſimulacres de guerre, ſembloient s'attaquer & ſe défendre mutuellement pendant des journées entieres, & retournoient, après cette apparence de combats, paſſer la nuit dans leur camp, laiſſant à peine quelques morts & quelques bleſſés ſur le champ de bataille.

Les moraliſtes ſéveres ſe ſont ſervis des événements de l'ancienne Rome, pour juſtifier leurs déclamations contre le luxe & la délicateſſe dans les plaiſirs. Tant que cette République joignit à la pauvreté & à la ruſticité des mœurs, la vertu & l'amour de la patrie, elle parvint au plus grand degré de puiſſance & de liberté; mais ſes conquêtes dans l'Aſie ayant introduit le luxe chez les Romains, les mœurs ſe corrompirent auſſi-tôt, & on vit naître les ſéditions & les guerres civiles, qui furent ſuivies de la perte entiere de la liberté. Tous les Auteurs claſſiques que nous étudions dans notre enfance nous parlent de cet événement, & attribuent la ruine de

l'Etat aux arts & aux richesses apportées de l'Orient. Salluste étoit tellement persuadé de cette opinion, que le goût de la peinture paroissoit à ses yeux un aussi grand vice, que la débauche & l'ivrognerie. Cette façon de penser étoit si générale dans les derniers temps de la République, que cet Auteur ne tarit pas sur les louanges qu'il donne à l'ancienne Rome, & à l'austere vertu de ses premiers citoyens, quoiqu'il fût lui-même un exemple éclatant du luxe & de la corruption moderne. L'Ecrivain le plus élégant parle avec mépris de l'éloquence des Grecs, & se permet sur cette matiere des digressions & des déclamations déplacées, qui sont en même temps des modeles de goût & de correction. Il seroit aisé de prouver que ces Auteurs se sont trompés, sur les causes des désordres arrivés dans la République Romaine, & qu'ils ont attribué au luxe & aux arts, ce qui ne procédoit que de la mauvaise constitution du gouvernement & de la trop grande étendue des conquêtes. Le luxe & la délicatesse dans les plaisirs n'entraînent pas nécessairement après eux la corruption & la vénalité; ce qu'on appelle plaisir, délicatesse & rafinement, est relatif à l'état des personnes, & les hommes ne les recherchent & ne les desirent que par comparaison ou relativement à leur propre expérience. L'artisan est aussi avide d'argent

pour le dépenser en eau-de-vie & en nourriture grossiere, que le courtisan pour se procurer du vin de Champagne & les mets les plus délicats. Les hommes de tous les siecles & de tous les temps n'estiment les richesses que parce qu'elles peuvent multiplier les plaisirs auxquels ils sont accoutumés. L'honneur & la vertu peuvent seuls restraindre & régler l'amour de l'argent; & si ces qualités précieuses & estimables n'existent pas également dans tous les siecles, elles doivent être plus communes dans ceux qui sont renommés par le luxe & les connoissances.

La Pologne est l'Etat de l'Europe où il y a le plus de corruption & de vénalité; les arts méchaniques & libéraux, ainsi que ceux de la guerre & de la paix, paroissent cependant y avoir fait moins de progrès que par-tout ailleurs. Les Nobles de cette partie de l'Europe ne semblent avoir conservé leur couronne élective, que pour la vendre sous l'apparence de formalités régulieres, à celui qui la met à plus haut prix; & cette Nation ne paroît pas connoître d'autre espece de commerce.

Il s'en faut beaucoup que l'Angleterre ait perdu de sa liberté, depuis l'introduction du luxe & des arts, elle en a au contraire étendu les droits. Si la corruption paroît prévaloir depuis quelques années, on doit l'attribuer principalement

à l'établiſſement ſolide de la liberté, dont l'heureux effet eſt d'empêcher nos Princes de gouverner ſans Parlement, & de les mettre hors d'état d'intimider ces mêmes Parlements, par le fantôme de leur prérogative. D'ailleurs la corruption ou la vénalité reprochée au peuple Anglois exiſte bien plus parmi les électeurs que parmi les repréſentants, & ne peut par conſéquent être raiſonnablement attribuée aux délicateſſes & aux rafinements du luxe.

Les arts & le luxe, conſidérés dans leur véritable point de vue, doivent paroître favorables à la liberté; & s'ils ne ſuffiſent pas ſeuls pour affranchir les peuples de la ſervitude, ils contribuent du moins à la conſervation de la liberté, & les mettent à l'abri du malheur de la perdre. En effet, lorſqu'on obſerve avec attention les nations groſſieres & ſans police, où les arts ſont inconnus, on y voit la culture de la terre être l'unique travail & la ſeule induſtrie du peuple. Les habitants n'y ſont partagés qu'en deux claſſes, l'une compoſée des Propriétaires des terres, & l'autre de leurs vaſſeaux ou fermiers. Ces derniers, ne poſſédant aucunes richeſſes, naiſſent néceſſairement dans la dépendance, & ſont élevés dans l'eſclavage & dans la ſoumiſſion; l'ignorance entiere & abſolue de toute eſpece d'arts, dans laquelle eſt plongée la Nation, les empêche même d'en

être considérés par leur habileté dans l'agriculture. Les premiers, c'est-à-dire, les Propriétaires des terres, s'érigent naturellement, dans ces pays barbares, en petits tyrans, & sont forcés, pour le maintien de l'ordre & de la tranquillité publique, de se choisir parmi eux un Souverain absolu & indépendant. Peut-être que, semblables aux anciens Barons Goths, ils voudront conserver leur indépendance mutuelle; mais il s'élévera bientôt entre eux des disputes & des animosités, qui répandront dans la Nation un trouble & une confusion, plus insupportables, peut-être, que le gouvernement le plus despotique. Dans les pays, au contraire, où le luxe anime le commerce & l'industrie, les paysans s'enrichissent par la culture de la terre, & cessent d'être esclaves. On voit paroître en même temps des marchands & des négociants, qui formant une classe mitoyenne & nouvelle dans la société, & qui devenus, par les profits de leur commerce, propriétaires de quelques portions de terre, acquiérent de la considération & de l'autorité parmi leurs concitoyens, & deviennent, par la succession des temps, la base la plus solide & la plus durable de la liberté publique. Cette classe de Citoyens, mitoyenne entre les grands propriétaires & les cultivateurs, ne se soumet pas à l'esclavage; comme le pauvre

payſan, que l'indigence & le peu d'élévation d'eſprit y entraînent, & ſe ſentant d'ailleurs trop foible pour pouvoir exercer ſur les cultivateurs la même autorité que les Barons, elle n'a aucun intérêt à ſe ſoumettre à la tyrannie de leur Souverain; cette claſſe ne deſire que le maintien & la conſervation des loix qui aſſurent la propriété, & la mettent à l'abri de la tyrannie, ſoit monarchique, ſoit ariſtocratique. La Chambre des Communes eſt le plus ſolide appui de notre Gouvernement populaire; & tout le monde convient qu'elle n'a acquis ſon crédit & ſon pouvoir, que par l'accroiſſement du commerce, qui a fait paſſer une grande partie de la propriété des terres entre les mains des Communes. Il y a donc une contradiction manifeſte dans les déclamations contre le luxe & la perfection des arts, & c'eſt une erreur évidente que de les repréſenter comme le poiſon deſtructeur de la liberté & de l'amour de la patrie.

Les hommes ſont portés naturellement à critiquer leurs contemporains, à blâmer les mœurs & les uſages du temps préſent, & à exalter les vertus réelles ou prétendues de leurs ancêtres. Les écrits des ſiecles éclairés & policés étant les ſeuls qui paſſent à la poſtérité, il n'eſt pas étonnant que nous trouvions dans les Auteurs les plus eſtimés, un ſi grand nombre d'arrêts ſéveres

prononcés, non ſeulement contre le luxe, mais même contre les ſciences : le reſpect qu'on nous inſpire pour ces Auteurs éclairés, joint à l'inclination naturelle à tous les hommes de cenſurer leurs concitoyens, nous fait adopter leurs ſentiments; il ſeroit cependant facile de détruire cette erreur, & de rendre un jugement impartial, en faiſant la comparaiſon de quelques peuples contemporains, dont on mettroit les mœurs en oppoſition. On ne peut, en effet, s'empêcher de reconnoître que la trahiſon & la cruauté, les plus déteſtables de tous les vices, ſemblent être particuliérement affectés aux nations ſans police & ſans luxe. Les Grecs & les Romains les plus civiliſés de tous les peuples de l'antiquité, en faiſoient le reproche à toutes les nations barbares dont ils étoient environnés; ils ne pouvoient ignorer cependant que leurs Ancêtres, dont ils ſe plaiſoient à vanter les vertus, étoient barbares avant d'avoir été civiliſés; qu'ils avoient par conſéquent été aſſujetties aux mêmes vices, & auſſi inférieurs à leurs deſcendants par les ſentiments d'honneur & d'humanité, que par leurs connoiſſances dans les ſciences & dans les arts. On fera tels éloges qu'on voudra des anciens Francs & des anciens Saxons, je croirai toujours ma fortune & ma vie moins en ſûreté entre les mains d'un Maure & d'un Tartare, qu'entre celles d'un

d'un Anglois, ou d'un François, élevés l'un & l'autre dans leur patrie, c'est-à-dire, chez les peuples les plus policés du monde connu.

Il me reste maintenant à expliquer la seconde proposition que j'ai avancée au commencement de cet Essai, c'est-à-dire, que le luxe cesse d'être avantageux au public, lorsqu'il n'est plus modéré, & que dans ce cas, quoiqu'il ne soit pas la qualité la plus nuisible à la société, il y apporte cependant un mal réel.

Ce qu'on ajoute aux simples nécessités de la vie, les recherches & les délicatesses qu'on apporte dans les plaisirs permis, sont un luxe; mais ce luxe, innocent en lui-même, est cependant dangereux, & peut même être regardé comme un vice, lorsqu'il absorbe toute la dépense d'un citoyen & le met hors d'état de remplir les devoirs que sa fortune & son état exigent de lui. Supposons qu'un pere de famille, vivant dans les bornes de sa condition, au lieu d'employer tout son revenu à des dépenses de faste & de plaisir, le partage avec ses enfants, auxquels il donne une excellente éducation, avec ses amis qu'il aide dans leurs besoins, & avec les pauvres qu'il secourt dans leurs nécessités, il n'en résultera certainement aucun préjudice pour la société, il s'y fera au contraire la même consommation. La portion de

travail qui n'auroit été utile qu'aux plaisirs d'un ſeul homme, ſera employé au ſoulagement de cent malheureux. La même ſomme d'argent dépenſée pour forcer la nature & faire manger à un homme ſenſuel des fruits parvenus à leur maturité avant la ſaiſon qui leur eſt propre, peut faire ſubſiſter une famille entiere durant ſix mois de l'année. Ceux qui ſoutiennent que le peuple ſeroit oiſif & ſans travail, ſi un luxe vicieux & outré ne lui fourniſſoit de l'occupation, peuvent avancer également que le luxe eſt un remede contre la pareſſe, l'amour propre, le peu d'humanité, la dureté de cœur, & autres ſemblables défauts qui paroiſſent malheureuſement attachés & inſéparables de la nature humaine. On peut en ce cas comparer le luxe à ces poiſons, dont la Médecine fait uſage, & qui deviennent remedes entre ſes mains. Mais pour me ſervir de la même comparaiſon, la vertu eſt dans tous les cas préférable à ce qui n'a même que l'apparence du vice, par la même raiſon que les aliments ſains auront toujours la préférence ſur les poiſons, quelque corrigés & adoucis qu'on puiſſe les ſuppoſer.

Perſonne ne peut s'empêcher de reconnoître qu'il eſt dans la puiſſance de Dieu de rendre le peuple de la grande Bretagne plus heureux, ſoit par une réforme entiere

des mœurs & du caractere des hommes, soit en leur prescrivant des loix, dont il ne leur seroit pas possible de s'écarter. Comme la terre peut toujours nourrir plus d'habitants qu'elle n'en contient, ceux que nous imaginons dans cette République utopienne, ne seroient assujettis qu'aux infirmités du corps, qui ne font pas la moitié des miseres humaines. Pour les autres maux dont les hommes sont affligés, ils ont leur source dans nos vices, ou dans ceux des autres, & même plusieurs de nos maladies n'ont pas d'autre origine. Les hommes seroient heureux, & à l'abri de tous les maux, si les vices pouvoient être bannis de dessus la terre & en disparoître pour toujours. Je dis tous les vices, car on ne pourroit en garder quelques-uns, sans rendre la condition humaine plus malheureuse qu'elle ne l'étoit auparavant; en bannissant le luxe vicieux, & en laissant parmi les hommes la paresse & une indifférence générale pour le bien de la société, l'industrie diminuera dans l'Etat, & on ne doit pas s'attendre que la charité & la générosité le dédommagent de cette perte. Contentons-nous d'assurer que deux vices opposés peuvent être moins nuisibles dans un état, lorsqu'ils y sont réunis, que ne ne le seroit l'un des deux s'il y étoit seul; mais ne soutenons jamais qu'un vice peut être avantageux par lui-même. Un Auteur

qui avance dans un endroit de ſon ouvrage, que les Politiques ont inventé les diſtinctions morales, pour l'intérêt public, & qui ſoutient dans un autre, que le vice eſt avantageux au public, (*) ſe contredit évidemment; en effet, dans quelque ſyſtême de morale que ce puiſſe être, il y a au moins une contradiction dans les termes, lorſqu'on ſoutient qu'un vice peut en général être avantageux à la ſociété. Ce raiſonnement m'a paru néceſſaire pour éclaircir une queſtion philoſophique ſur laquelle on a beaucoup diſputé en Angleterre. Je l'appelle queſtion *philoſophique*, & non pas *politique*; car quelle que puiſſe être la conſéquence du changement que le ſouverain Légiſlateur eſt le maître d'opérer dans le genre humain, en gratifiant les hommes de toutes les vertus, & les délivrant de toute eſpece de vices; le Magiſtrat qui ne s'occupe que des choſes poſſibles, ne peut prendre aucun parti dans cette queſtion. Il ne dépend pas de lui de mettre la vertu à la place du vice, mais il ne lui eſt pas impoſſible de guérir un vice par un autre; & dans ce cas il doit préférer celui qui eſt le moins nuiſible à la ſociété. Le luxe exceſſif eſt la ſource de beaucoup de maux, mais il eſt en général préférable à la pareſſe & à l'oiſiveté, qui vraiſemblablement prendroient ſa place, &

(*) Fable des Abeilles.

dont les conséquences sont plus préjudiciables aux particuliers & au public. Chez les nations où la paresse & l'oisiveté sont les vices dominants, les mœurs sont basses & grossieres dans toutes les classes du peuple ; les hommes n'ont ni plaisirs ni société entre eux ; & si le Souverain a besoin du service de ses sujets, le travail de l'Etat ne pouvant fournir de subsistance qu'à la classe des Laboureurs, il se trouve hors d'état de récompenser ceux qui sont employés pour le public.





ESSAI SUR L'ARGENT.

L'ARGENT n'eſt pas, à proprement parler, un objet de commerce, il n'eſt que la meſure dont les hommes ſont convenus pour faciliter l'échange réciproque de leurs marchandiſes, & il peut être, à beaucoup d'égards, comparé aux voiles du vaiſſeau, ſans le ſecours deſquelles un bâtiment ne pourroit traverſer l'eſpace immenſe des mers, & naviger dans les pays les plus éloignés. La valeur de toutes les eſpeces de denrées & de marchandiſes, eſt toujours proportionnée à la quantité de l'argent exiſtant dans un état, ce qui en rend le plus ou le moins d'abondance abſolument indifférent chez tous les peuples dont on cherche à eſtimer la force & la puiſſance, indépendamment & ſans relation avec ceux dont ils ſont environnés. En effet, on achetoit avec un écu, du temps de Henri VII, autant de marchandiſes, qu'on pourroit en acheter aujourd'hui avec une guinée. Le public ſeul peut retirer quelque avantage d'une plus grand abondance d'argent, & cet avantage eſt borné dans

le cas des guerres & des négociations avec les Etats voiſins ; c'eſt pour cette raiſon qu'en remontant juſqu'à la République de Carthage, on a vu dans tous les temps les pays riches & commerçants ſoudoyer des troupes mercenaires qu'ils employoient à leur ſervice, & qu'ils levoient chez les nations voiſines, moins riches & moins commerçantes. S'ils n'avoient fait la guerre qu'avec leurs ſujets naturels, leurs richeſſes & leur grande abondance de matieres d'or & d'argent leur auroient été moins utiles, parce que la paie des troupes nationales doit toujours augmenter, a proportion de l'opulence générale. La France ne dépenſe pour l'entretien & la ſubſiſtance d'une armée de ſoixante mille hommes, que les mêmes ſommes d'argent qu'il en coûte à l'Angleterre pour une armée deux fois moins nombreuſe, ce qu'on ne peut attribuer qu'à la grande différence des richeſſes de l'un & l'autre Royaume. Les Empereurs Romains, maîtres du monde entier, ne dépenſoient pas pour l'entretien de leurs Légions, ce qu'il en a coûté annuellement à l'Angleterre pour l'équipement & la ſubſiſtance de ſes flottes durant la derniere guerre.

Un Royaume ne peut jamais avoir une population trop nombreuſe, & une induſtrie trop étendue ; l'une & l'autre ſont dans tous les temps avantageuſes à un Etat, ſoit

pour les affaires du dedans, soit pour celles du dehors. Le public & le particulier en profitent également, & la Nation est puissante dans l'intérieur & chez les étrangers. Mais la grande abondance d'argent n'a qu'un usage borné, & peut même souvent causer du préjudice à une nation dans son commerce étranger.

Un peuple en possession d'un grand commerce, paroît à la premiere inspection, pouvoir acquérir & s'attirer à lui seul les richesses du monde entier; mais tout, dans les affaires humaines, dépend heureusement d'une concurrence de causes propres à arrêter l'accroissement du commerce, & des richesses d'une nation, & à les partager successivement entre tous les peuples.

Il est très-difficile à une nation supplantée par une autre dans le commerce, de regagner le terrein qu'elle a perdu; l'industrie de ses rivaux, leur habileté dans le commerce, & les gros fonds de leurs Négociants, les mettant en état de se contenter de plus petits profits, leur donnent une supériorité presque impossible à vaincre; mais tous ces avantages sont heureusement compensés par le bas prix de la main-d'œuvre dont jouit tout Etat qui n'a pas un commerce étendu, & qui n'abonde pas en especes d'or & d'argent. Les manufactures ne restent pas toujours dans les mêmes lieux; elles abandonnent les

'rovinces, & les pays qu'elles ont enrichis, our ſe réfugier dans des terres nouvelles, ù elles ſont attirées par le bon marché es denrées & de la main-d'œuvre; elles reſtent juſqu'à ce que ces nouveaux pays :ant enrichis à leur tour, elles en ſoient annies, par les mêmes cauſes qui les y nt attirées. On peut obſerver en effet, ue la grande abondance d'argent qu'un ommerce floriſſant & étendu a introduite ans un état, y augmente la valeur de outes les denrées & de toutes les marandiſes, & cette augmentation diminue éceſſairement l'étendue du commerce, en onnant aux nations pauvres la facilité de :ndre les ouvrages & les marchandiſes de urs fabriques à meilleur marché, que ne peuvent faire celles qui poſſédent beauoup d'eſpeces d'or & d'argent.

Cette obſervation, que je crois juſte & ndée ſur l'expérience, peut faire douter rec raiſon, de l'avantage prétendu des anques publiques & des papiers de crédit, 1 uſage chez quelques peuples, & dont établiſſement ne remonte pas beaucoup 1-delà d'un ſiecle. L'augmentation de la aleur des denrées & du prix de la main'œuvre, eſt un inconvénient inſéparable e l'accroiſſement du commerce, & d'une lus grande quantité d'eſpeces d'or & 'argent; il eſt l'effet de la richeſſe publique c de la proſpérité générale, objets perpétuels

des desirs des hommes. On en est dédommagé par les avantages que procure la possession de ces précieux métaux, & par le crédit qu'ils donnent à une nation dans les négociations & dans les guerres étrangeres; mais il ne peut y avoir aucun motif raisonnable d'augmenter encore cet inconvénient, par une monnoie fictive, qui ne peut être d'aucun usage pour s'acquitter avec les étrangers, & qu'un grand désordre dans l'Etat peut réduire à rien. Il est vrai que dans toute nation riche, il se trouve nécessairement un petit nombre de Citoyens qui possédent de grandes sommes d'argent, & qui préférent de les convertir en une espece de monnoie, dont le transport est plus facile & la conservation exposée à moins de dangers. Mais les Banquiers particuliers peuvent remplacer à cet égard les banques publiques, ainsi que le faisoient autrefois les Orfevres à Londres, & que les Banquiers le font encore à Dublin. La nécessité d'une banque dans tout Etat opulent, peut déterminer les Ministres à en établir une, dont la régie soit confiée à des Administrateurs entiérement dépendants du Gouvernement avec lequel ils en partagent le bénéfice; mais il ne peut jamais être de l'intérêt d'aucune nation commerçante d'augmenter son crédit factice, dont l'effet nécessaire est de porter l'argent au dessus de sa proportion naturelle,

& d'obliger le négociant & le manufacturier à acheter plus cher des propriétaires & des ouvriers, les denrées & la main-d'œuvre, ſans leſquelles ils ne peuvent continuer leur commerce. On doit donc convenir, dans ce point de vue, que la banque publique la plus avantageuſe à une nation, ſeroit celle qui, (*contre l'uſage ordinaire de ces ſortes d'établiſſements,*) ſimple dépoſitaire des ſommes qui y ſeroient portées, ne les reverſeroit pas dans le public. Une banque telle que je la propoſe, détruiroit l'agiotage, & les gains exceſſifs des Banquiers; & quoique les appointements des Directeurs & des Commis de cette banque fuſſent une charge pour l'Etat, (car il eſt néceſſaire dans ce projet, qu'elle ne faſſe aucun profit,) le gouvernement en ſeroit avantageuſement dédommagé, par le bas prix de la main-d'œuvre, & la deſtruction du papier de crédit. D'ailleurs les grandes ſommes d'argent dépoſées dans les caiſſes de la banque, ſeroient une reſſource toujours prompte & aſſurée dans les temps malheureux, & lorſque l'Etat ſeroit menacé d'un grand danger; & ce qu'on en tireroit dans ces circonſtances critiques pourroit y être remplacé à loiſir, dans les temps heureux de paix & de tranquillité.

Le papier de crédit ſera la matiere d'une autre diſſertation; je vais propoſer &

développer dans celle-ci deux obſervations qui peuvent occuper nos politiques ſpéculatifs; c'eſt à eux ſeuls que je m'adreſſe; je veux bien m'expoſer au ridicule attaché dans ce ſiecle au rôle de philoſophe, ſans y ajouter encore celui d'*homme à ſyſtêmes & à projets*. Anacharſis le Scithien, qui vivoit dans un pays où les eſpeces d'or & d'argent n'étoient d'aucun uſage dans le commerce, ſoutenoit avec raiſon que ces deux métaux ne pouvoient être utiles aux Grecs que pour les opérations de compte & d'arithmétique. Il eſt évident, en effet, que l'or & l'argent, en ne les conſidérant que comme monnoie, ne ſont autre choſe que la repréſentation du travail & des marchandiſes, & ne ſervent que de meſure pour les apprécier & les eſtimer; & que dans les pays où les eſpeces ſont en plus grande abondance, il en faut davantage pour repréſenter la même quantité de denrées & de travail. Je crois qu'on peut comparer l'argent aux chiffres Romains ou Arabes, que les marchands peuvent employer indifféremment dans leurs comptes; mais les chiffres Romains exigent plus de caracteres, & leur uſage demande plus de peines & de ſoins; il en eſt de même de la plus grande quantité d'eſpeces, dont l'abondance exige des ſoins & des peines pour les garder & les tranſporter; il faut convenir cependant que depuis la décou-

verte des tréſors de l'Amérique, l'induſtrie a augmenté chez tous les peuples de l'Europe, à l'exception de ceux qui poſſédent des mines dans le nouveau monde; & quoique la nouvelle quantité d'or & d'argent répandue dans l'Europe ne ſoit pas la cauſe unique de cette augmentation de l'induſtrie, il y a tout lieu de croire qu'elle y a beaucoup contribué; on peut s'appercevoir, en effet, d'un changement marqué dans tous les Etats où les eſpeces commencent à devenir plus communes; le travail & l'induſtrie y acquiérent de l'activité, le négociant y devient plus entreprenant, le fabricant plus laborieux & plus adroit, le laboureur lui-même y conduit ſa charrue avec plus d'attention & moins de triſteſſe. Il eſt difficile d'expliquer tous ces effets lorſqu'on ne fait attention qu'à la plus grande abondance des eſpeces, qui ne peuvent ſe répandre dans un Etat, qu'en y augmentant le prix de toutes les denrées & de toutes les marchandiſes, & en obligeant les conſommateurs à donner un plus grand nombre de pieces blanches ou jaunes, pour ſe les procurer; mais l'augmentation du prix de la main-d'œuvre, ſuite néceſſaire de la grande quantité des eſpeces, eſt certainement contraire au progrès du commerce étranger, & lui porte le plus grand préjudice.

Ce phénomene ſingulier ne peut

s'expliquer qu'en obſervant, que, quoiqu l'augmentation de valeur de toutes le marchandiſes ſoit la ſuite néceſſaire de cell de la quantité d'or & d'argent, cependan l'accroiſſement dans la valeur des denrée & des marchandiſes ne ſe fait pas ſubitement, il n'arrive au contraire que ſucceſſivement & lorſqu'il s'eſt écoulé un eſpac de temps aſſez conſidérable pour donne aux nouvelles eſpeces celui de circuler dan toutes les parties de l'Etat, & de ſe répandre dans toutes les claſſes du peuple. On ne peut appercevoir aucun changement dans les premiers moments, où une nouvelle quantité d'eſpeces s'introduit dans une nation, il n'arrive qu'inſenſiblement & par degrés; une marchandiſe enchérit, & enſuite une autre, juſqu'à ce qu'enfin il s'établiſſe généralement, & dans toutes les eſpeces de denrées & de marchandiſes, une juſte proportion entre leur valeur & la quantité des nouvelles eſpeces répandues parmi le peuple. L'augmentation de la quantité des eſpeces d'or & d'argent n'eſt favorable à l'induſtrie, que dans l'intervalle qui doit néceſſairement exiſter entre leur acquiſition & une augmentation générale dans la valeur de toutes les marchandiſes. Les métaux nouvellement acquis par une Nation ne ſont alors que dans peu de mains, & n'appartiennent qu'à un petit nombre de perſonnes, qui cherchent ſur le champ

à les employer de la maniere la plus avantageuſe pour eux. Lorſqu'une ſociété de Manufacturiers & de Négociants a reçu de l'or & de l'argent, en retour des marchandiſes envoyées à Cadix, ces Manufacturiers & ces Négociants ſe trouvent en état d'employer plus d'ouvriers qu'auparavant; les ouvriers de leur côté ſe contentent de travailler pour des Maîtres qui les paient exactement, & ne penſent pas à exiger une plus forte rétribution pour le prix de leur travail; lorſqu'un prompt débit de marchandiſes met le Manufacturier dans le cas d'en faire fabriquer une plus grande quantité, il eſt alors obligé pour attirer les ouvriers, d'augmenter le prix de leurs journées, & de la façon des étoffes; mais il ne les paie davantage que ſous la condition d'en fabriquer plus de pieces, & de faire plus d'ouvrage dans le même eſpace de temps. L'ouvrier ſe trouvant, par ce nouvel arrangement, mieux payé, & ayant plus de moyens de ſe procurer les néceſſités de la vie, ſe ſoumet ſans peine à l'augmentation de travail & de fatigue qu'exige de lui le Manufacturier; les denrées dont il a beſoin & qu'il va chercher dans le marché de la ville voiſine, ne lui coûtent que le même prix qu'auparavant, & l'augmentation du prix de ſon travail, lui donne de quoi s'en procurer une plus grande quantité, & de meilleure qualité,

pour ſon uſage & celui de ſa famille. Le Laboureur & le Maraiſcher ne tardent pas à s'appercevoir que leurs denrées & toutes les productions de la terre s'enlevent avec plus de facilité, & qu'ils en ont un débit plus prompt; la certitude de la vente les anime au travail, ils s'y livrent avec ardeur & même avec une eſpece de plaiſir; & ils font de nouveaux efforts pour tirer de la terre plus de productions, dont la vente les puiſſe mettre en état de ſe mieux vêtir, & d'acheter pour eux & pour leur famille une plus grande quantité d'étoffes, & de meilleure qualité, que celles dont ils faiſoient uſage précédemment. De ſon côté le Fabricant, dont l'induſtrie eſt animée par un gain multiplié & continuellement répété, ne change pas le prix de ſes marchandiſes, & n'en augmente pas la valeur, quoiqu'il ſoit obligé de payer les ouvriers plus cher qu'ils ne l'étoient auparavant. Le tableau que je viens de mettre ſous les yeux du Lecteur lui repréſente la marche des nouvelles eſpeces dans toute leur circulation; il lui eſt aiſé de les ſuivre & de ſe convaincre qu'elles excitent le travail dans toutes les claſſes du peuple, avant d'augmenter le prix de la main d'œuvre, ainſi que la valeur des denrées & des marchandiſes.

Lorſqu'on fait attention aux différents changements arrivés en France dans la valeur

valeur des monnoies, on doit être convaincu que la quantité des especes peut être considérablement accrue dans un Etat, avant que le prix de la main-d'œuvre y soit réellement augmenté. En effet, la valeur des denrées & des marchandises n'a pas augmenté dans ce Royaume, aussi tôt après l'augmentation de la valeur numéraire; ou du moins il s'est écoulé quelque temps, avant que l'ancienne proportion se rétablit. Louis XIV a augmenté de trois septiemes, dans les dernieres années de sa vie, la valeur de toutes les especes, & à sa mort les marchandises n'étoient augmentées que d'un septieme. Le bled ne se vend présentement, année commune, en France, que le même nombre de livres numéraires qu'il s'y vendoit il y a plus de 80 ans. L'argent n'étoit cependant pour lors qu'à 30 liv. le marc, il en vaut 50 aujourd'hui, & on ne peut révoquer en doute, que le commerce n'ait fait entrer dans ce Royaume, depuis cette époque, une quantité considérable d'or & d'argent.

On peut conclure de ces différentes réflexions, qu'il est indifférent pour le bonheur intérieur d'un Etat, que les especes y soient en plus grande ou en moindre quantité; le Gouvernement doit borner ses soins, dans cette matiere, à empêcher la diminution de la masse des métaux possédés par l'Etat, & à favoriser l'introduction

des nouvelles eſpeces, quelque petite qu'en ſoit la quantité, parce que quelque imperceptible que ſoit l'accroiſſement des métaux dans une nation, il eſt le ſeul moyen qui puiſſe y entretenir l'eſprit induſtrieux du peuple, & y augmenter le fonds du travail, ſource unique de la puiſſance & des véritables richeſſes. Toute nation, dont la maſſe des métaux diminue, eſt, dans le temps de cette diminution, beaucoup plus foible & plus malheureuſe que toute autre nation moins riche en métaux, mais dont la quantité s'accroît tous les ans. J'ai fait obſerver précédemment que l'accroiſſement de la quantité des eſpeces n'étoit pas immédiatement ſuivi d'une augmentation proportionnée dans la valeur des marchandiſes & des denrées, & qu'il s'écouloit toujours un intervalle de temps avant que tout eût pris ſon niveau. Cet intervalle, qui exiſte également lorſque la quantité des métaux diminue, eſt auſſi nuiſible à l'induſtrie, qu'il lui eſt avantageux lorſqu'elle augmente. Dans le cas de la diminution de la quantité des métaux, l'ouvrier n'en éprouve aucune dans la valeur des denrées & des marchandiſes dont il a beſoin; il les achete le même prix, quoiqu'il ſoit moins employé par le Manufacturier & le Négociant; le Laboureur de ſon côté ne trouve plus à vendre la même quantité de grains & de

bestiaux, quoiqu'il soit obligé de payer le même prix de son bail au propriétaire; une langueur & une espece d'engourdissement se répandent dans toutes les parties de l'Etat, & annoncent une pauvreté générale, toujours suivie de l'oisiveté & de la mendicité.

La rareté des especes est si grande dans quelques cantons de l'Europe, (c'étoit dans les siecles précédents, la situation générale de tous les Etats de cette partie du monde,) que les Seigneurs ne trouvent pas de fermiers qui s'obligent de payer le prix de leurs baux en argent, & ils sont forcés de recevoir des denrées en paiement de leurs rentes foncieres & de leurs baux. Cette forme de paiement contraint les propriétaires à consommer eux-mêmes les denrées qui constituent leur revenu, & à vendre dans les marchés des villes voisines, le superflu de leur consommation. Les Souverains de ces pays ne peuvent être également payés des impôts nécessaires au maintien du gouvernement, qu'en denrées, dont la reproduction est annuelle & successive. Comme des impositions levées d'une maniere si incommode, ne peuvent être fort avantageuses au Prince, il ne peut dans cette position être puissant, parce qu'il lui est impossible de soudoyer autant de troupes de terre & de mer, que si son pays abondoit en or & en argent. Il y a certainement

plus de différence présentement entre la puissance de l'Allemagne, comparée à ce qu'elle étoit il y a trois cents ans, qu'il n'y en a dans son industrie, sa population & ses manufactures. Les pays qui sont partie de l'Empire, & qui sont sous la domination de la Maison d'Autriche, ne sont pas dans la balance de l'Europe, un poids proportionné à leur étendue, leur population & leur culture; ce qu'on doit attribuer à la petite quantité d'especes qui y circulent. Cette observation paroît être contradictoire avec le principe précédemment établi, que la quantité plus ou moins grande d'or & d'argent est en soi-même indifférente. Suivant ce principe, tout Souverain d'un Etat peuplé & fertile devroit être puissant, & gouverner des sujets riches & heureux, indépendamment de l'abondance ou de la rareté de l'or & de l'argent; on a d'autant plus lieu de le penser, que ces métaux sont, par leur nature, susceptibles d'un grand nombre de divisions & de sous-divisions, nécessaires à la facilité du commerce; & que lorsque la division est au point de les rendre d'un poids trop léger & expose le Propriétaire au danger de les égarer; rien n'empêche de les allier à un métal moins précieux, comme on le pratique en quelques endroits de l'Europe, & de leur donner par ce moyen un poids plus commode pour le commerce; ensorte

que les métaux puissent servir également pour toutes sortes de change, quelles qu'en soient la valeur & la quantité.

Je réponds à ces difficultés que ce qu'on attribue à la rareté des especes, est l'effet des mœurs & des coutumes des habitants, & que nous confondons à cet égard, ainsi que cela nous arrive souvent, l'effet *nécessaire* avec la cause. La contradiction n'est qu'apparente, & il faut faire usage de la réflexion pour découvrir les principes qui peuvent concilier la raison & l'expérience.

Personne ne peut contester que la valeur des denrées & des marchandises ne soit toujours dans la proportion de leur quantité, avec celle des especes d'or & d'argent, & que tout changement considérable dans l'une ou l'autre de ces quantités, ne produise le même effet. La grande quantité des marchandises les fait baisser de valeur, leur rareté en augmente le prix; de même la grande quantité d'especes augmente le prix des marchandises, & leur rareté en fait baisser la valeur. Il est évident aussi que la quantité des marchandises & des denrées à vendre & à acheter, & celle des especes en circulation, contribuent bien plus à leur valeur, que la quantité absolue des unes & des autres. Toutes les especes d'or & d'argent conservées dans les coffres forts & retirées de la circulation, ne contribuent en rien à la valeur des denrées & des

marchandises, & n'y influent pas davantage que si elles n'existoient pas réellement. Il en seroit de même si toutes les marchandises & toutes les denrées étoient amassées dans des magasins, & y étoient conservées pour n'être jamais vendues. Dans ces deux cas, l'argent & les marchandises, qui par leur nature doivent réciproquement se rapprocher, s'éloignent au contraire, & s'évitant, pour ainsi dire, ne peuvent jamais avoir d'effets relatifs. Lorsqu'il est question de former quelques conjectures sur le prix des grains, celui que le fermier est obligé de se réserver pour sa subsistance & celle de sa famille, ne doit pas entrer dans la spéculation; son superflu est ce qui doit seul en déterminer la valeur.

Pour appliquer ces principes à la question présente, il est nécessaire de se représenter ces siecles grossiers qui ont vu naître les nations, & de les distinguer du temps présent, où l'imagination confond ses besoins avec ceux de la nature. Dans les premiers temps de la réunion des peuples en société, les hommes contents des productions de la terre ou de ces premieres & grossieres préparations, qu'ils peuvent eux-mêmes leur donner, sans le secours des connoissances & de l'industrie, ont peu d'occasions de faire des échanges, & encore moins besoin de l'argent, qui n'en est devenu la représentation, que par la

convention des nations. Le Laboureur occupe sa famille à filer la laine de son troupeau, & la donne à un Tisserand dont il reçoit une étoffe grossiere qu'il paie en grains ou en laine. Le Charpentier, le Serrurier, le Maçon & le Tailleur sont également payés en denrées, & le Seigneur lui-même, demeurant dans le voisinage de sa terre, reçoit de son Fermier pour prix de son bail, une partie des denrées qu'il recueille. La famille du Seigneur, ses domestiques, & les étrangers qu'il admet dans sa maison à titre d'hospitalité, en consomment la plus grande partie; il vend le reste dans la ville voisine, & en retire le peu d'argent qui lui est nécessaire pour payer ce que la terre ne lui fournit pas.

Mais lorsque les hommes commencent à avoir des goûts plus délicats & plus recherchés, ils quittent leurs anciennes habitations, & ne se contentent plus des denrées & des marchandises simples que le voisinage leur fournit; les échanges se multiplient, un plus grand nombre d'especes de marchandises entre dans le commerce pour satisfaire aux besoins réciproques, & ce commerce ne peut exister sans argent. Les ouvriers ne peuvent plus être payés en grains, parce qu'ils ont d'autres besoins que celui de la simple nourriture. Le Laboureur est obligé d'aller au loin chercher les marchandises qui lui

ſont néceſſaires, & ne peut pas toujours porter avec lui les denrées dont la vente le met en état de payer le Manufacturier & le Négociant. Le Propriétaire vit dans la Capitale, ou dans un pays éloigné de ſa Terre, & demande à être payé en or ou en argent, dont le tranſport eſt facile. Il s'établit des Entrepreneurs, des Manufacturiers & des Négociants de toute ſorte de marchandiſes, & ils ne peuvent commercer les uns avec les autres qu'avec des eſpeces. Dans cet état de la ſociété, les marchés ne ſe peuvent plus terminer qu'en ſoldant en pieces de métal, dont l'uſage eſt devenu bien plus commun qu'il ne l'étoit, quelques ſiecles auparavant. Il réſulte de cette obſervation que lorſque la quantité des eſpeces reſte la même dans une nation, & n'y prend pas d'accroiſſement; les hommes ſe procurent à plus bas prix les beſoins & les commodités de la vie, dans les ſiecles d'induſtrie & de rafinement, que dans ceux où le luxe, la délicateſſe & la police ſont inconnues. La valeur des marchandiſes eſt toujours dans la proportion de la quantité qu'on met en vente, & de celle des eſpeces qui ſont dans la circulation; les marchandiſes & les denrées conſommées par le propriétaire & le cultivateur, ou données en échange les unes contre les autres, ne ſe portant jamais au marché, & ne donnant pas lieu

à une vente réelle, ſont abſolument étrangeres aux eſpeces, & comme n'exiſtant pas à leur égard. Cette maniere d'en faire uſage fait par conſéquent baiſſer la proportion de leur côté & en augmente la valeur; mais lorſque les eſpeces ſont employées dans toutes les ventes, & qu'elles ſont devenues la meſure de tous les échanges, le même fonds de richeſſes nationales a plus d'eſpace à parcourir; toutes les denrées & toutes les marchandiſes ſont portées dans les marchés; la ſphere de la circulation eſt agrandie, & la proportion étant baiſſée du côté des eſpeces, tout doit être à meilleur marché, & la valeur de chaque effet commerçable doit diminuer progreſſivement.

Les denrées & les marchandiſes n'ont que triplé, ou tout au plus quadruplé de valeur, depuis la découverte du nouveau monde. La quantité des eſpeces d'or & d'argent poſſédées préſentement par toutes les nations de l'Europe, eſt cependant bien plus que quadruplée depuis le quinzieme ſiecle; les mines de l'Amérique dont les Eſpagnols & les Portugais ſont les ſeuls poſſeſſeurs, & le commerce des François, des Anglois, & des Hollandois en Afrique, font entrer annuellement en Europe plus de ſix millions ſterling d'eſpeces d'or & d'argent, dont le commerce des Indes Orientales ne conſomme pas le tiers.

L'Europe entiere ne possédoit peut-être pas dans le quinzieme siecle, la valeur de soixante millions sterling en especes d'or & d'argent. Le changement des mœurs & des usages peut seul expliquer d'une maniere satisfaisante pourquoi la valeur de toutes les marchandises & de toutes les denrées n'est pas augmentée dans la même proportion que la quantité d'or & d'argent. Non seulement l'industrie de tous les peuples de l'Europe a accru le nombre des productions de tout genre; mais ces mêmes productions, augmentées en quantité, sont devenues de nouveaux objets de commerce, à mesure que les hommes se sont éloignés de leur ancienne simplicité de mœurs; & quoique cet accroissement de commerce n'ait pas été égal à celui des especes, il a cependant été assez grand, pour que les marchandises ne se soient pas fort éloignées de leur ancienne valeur.

On demandera peut-être si l'ancienne simplicité de mœurs étoit plus avantageuse à l'Etat & au public, que ce luxe & ce rafinement introduits chez toutes les nations policées; quant à moi je n'hésiterois pas à donner la préférence à la façon de vivre des peuples modernes; & en ne la considérant même que du côté de la politique, elle peut servir de nouveau motif pour l'encouragement du commerce & des

manufactures. En supposant, en effet, qu'on vît renaître tout-à-coup sur la terre l'ancienne simplicité des mœurs, & que les hommes, semblables à leurs ancêtres les plus reculés, puissent satisfaire à tous leurs besoins, par leur propre industrie, & celle de leur famille & de leur voisinage; la plus grande partie des sujets sera hors d'état de payer au Souverain des impôts en especes d'or & d'argent; & le Prince ne pourra en exiger que des contributions en denrées & en marchandises, seules richesses dont ils sont propriétaires; les inconvénients attachés à cette forme d'impositions sont si évidents par eux-mêmes, qu'il est inutile d'y insister. Le Souverain sera réduit dans ce cas à ne demander d'argent qu'aux villes principales de son Royaume, comme les seuls endroits où il puisse être en circulation; mais ces villes principales feroient hors d'état de lui fournir des sommes aussi considérables, qu'il lui feroit possible d'en lever sur toute la nation, si les especes y étoient répandues dans toutes les classes du peuple; la diminution dans le revenu public ne feroit pas seulement une preuve incontestable du peu de richesses de la nation; mais la même quantité d'especes feroit insuffisante pour fournir au gouvernement autant de marchandises & de denrées, que dans les temps d'industrie & de commerce général;

parce qu'ainsi que nous l'avons observé, toutes les denrées & marchandises sont plus cheres dans les pays où la vente n'en est pas multipliée.

La plupart des hommes, & même quelques Historiens ont adopté pour maxime qu un Etat peu riche en especes d'or & d'argent ne peut jamais être puissant, quoique sa population soit nombreuse & que son sol soit fertile & bien cultivé. Les différentes observations que j'ai mises sous les yeux du Lecteur, doivent le détromper de ce préjugé, & le convaincre qu'il est absolument indifférent à un Etat, considéré en lui-même, de posséder plus ou moins d'especes. L'abondance des hommes & des denrées constitue seule la force réelle d'une société; elle ne peut être affoiblie que par les mœurs & la façon de vivre du peuple, qui en resserrant l'or & l'argent dans un petit nombre de mains en empêche la circulation; l'industrie & le luxe les incorporent au contraire, quelque médiocre qu'en soit la quantité, dans toutes les classes de l'Etat, parce qu'alors tous les particuliers en possédent une petite Portion, & que par une suite nécessaire les marchandises & les denrées diminuent de valeur; ce qui donne au Souverain le double avantage de faire contribuer ses sujets en or & en argent, & de se procurer plus de denrées & de marchan-

dises avec la même quantité de métaux.

On peut conjecturer, par la comparaison du prix des marchandises, que les especes sont aussi rares présentement en Chine, qu'elles l'étoient en Europe il y a trois cents ans. Le grand nombre d'Officiers Civils & Militaires existants dans cet Empire, sont cependant une preuve incontestable de sa puissance. Polybe nous apprend que les vivres étoient de son temps à bon marché en Italie, qu'on pouvoit être nourri dans les hôtelleries pour un *semis* par tête, ce qui revenoit à un peu plus de trois deniers de notre monnoie. Rome étoit cependant pour lors Souveraine de tout l'univers connu. Un siecle auparavant les Ambassadeurs de Carthage disoient en plaisantant que les Romains étoient de tous les peuples de la terre *les plus aisés à vivre*, & que leur maniere de se nourrir en étoit la preuve; puisque dans chaque repas qui leur avoit été donné, en qualité de Ministres étrangers, ils n'y avoient observé aucune différence dans le service. La quantité plus ou moins grande des métaux précieux, est donc absolument indifférente; leur accroissement successif, & leur circulation dans l'Etat méritent seuls l'attention des Législateurs, & cette dissertation peut servir à donner une idée de l'influence que l'accroissement & la circulation des especes peuvent avoir dans l'ordre politique. Nous

observerons dans l'Essai sur l'intérêt de l'argent que dans cette matiere, ainsi que dans celle que nous venons de traiter, un effet *nécessaire* a été pris pour la cause, & qu'on a attribué à l'abondance de l'argent, ce qui n'étoit que la conséquence du changement des mœurs & des usages des peuples.

REFLEXIONS DU TRADUCTEUR.

IL seroit à desirer que M. Hume eût apporté plus d'ordre & de méthode dans son Essai sur l'Argent; il auroit évité des apparences de contradiction, qui jettent de l'obscurité dans une matiere déjà difficile à entendre par sa nature, & qui embarrassent le Lecteur. Je crois cependant, après une lecture attentive & réfléchie de cet Essai, pouvoir réduire le sentiment de M. Hume à ces trois propositions; 1°. que l'argent n'est utile aux Etats, que lorsqu'il y circule; 2°. que sa circulation est la suite & la conséquence nécessaire du commerce & du luxe; 3°. que les Etats les plus riches & les plus commerçants doivent perdre successivement tous leurs avantages, par l'effet même de leur commerce, dont l'accroissement augmente la valeur de toute espece de denrées, de marchandises & de main-d'œuvre.

Le commerce est l'échange réciproque

des denrées & des marchandises nécessaires aux hommes ; & pour faciliter ces échanges ils ont imaginé un signe & une mesure commune, que la solidité & la divisibilité des métaux leur ont offerte. Mais comme les métaux sont renfermés dans les entrailles de la terre ; que les mines d'où on les tire ne sont pas également répandues dans toutes les parties du globe, & que les unes sont plus communes que les autres, il est très-vraisemblable que le fer & le cuivre ont été les premiers métaux employés à l'usage de la monnoie, & que les premieres especes d'or & d'argent ont été fabriquées chez les peuples qui possédoient ces mines précieuses. La découverte des mines d'or & d'argent a dû faire baisser la valeur du fer & du cuivre, & ces précieux métaux n'ont pu se répandre parmi les peuples qui n'en étoient pas possesseurs, que par le commerce & par l'échange qu'en faisoient les propriétaires, avec les denrées & les marchandises dont ils avoient besoin. Les peuples riches en denrées & en marchandises, ont attiré parmi eux les métaux que la nature leur refusoit, par la même voie que les propriétaires des mines se procuroient les denrées & les marchandises dont ils étoient privés par la nature du sol, ou la température du climat ; leurs besoins réciproques les encourageoient à tirer des entrailles de la terre les trésors qu'elles

renfermoient, & à cultiver sa superficie. Les possesseurs des mines ne perdoient rien en se privant de métaux dont la propriété ne pouvoit satisfaire aux besoins de la nature, & les cultivateurs acquéroient une richesse factice, dont ils faisoient usage, pour se procurer chez leurs voisins, également cultivateurs, les denrées & les marchandises qu'ils ne pouvoient trouver dans leur pays. C'est ainsi que les métaux précieux, divisés en petites parties, se sont répandus parmi toutes les nations, & que les peuples cultivateurs, assurés que la terre seroit toujours féconde, possédent des richesses réelles & permanentes, bien préférables à celles des propriétaires des mines dont la fécondité n'est pas inépuisable.

Ce n'est donc que par le commerce que les peuples cultivateurs & industrieux peuvent acquérir des especes d'or & d'argent; parce qu'aucun peuple de la terre ne posséde toutes les especes de denrées & de marchandises connues; les nations, quelqu'éloignées qu'elles puissent être les unes des autres, ont des besoins réciproques que le commerce étranger peut seul satisfaire, & tout peuple dont l'industrie & la culture diminuent, & qui conserve cependant la même étendue de commerce étranger pour se fournir chez ses voisins, les productions que la nature lui refuse,

non

non ſeulement n'accroît plus la quantité de ſes métaux, mais la voit au contraire diminuer annuellement. Toute nation commerçante avec les étrangers, ne peut être dans une ſituation toujours égale, par rapport à la quantité des eſpeces d'or & d'argent; il eſt néceſſaire qu'elle l'augmente par ſon commerce, ſoit avec les peuples poſſeſſeurs des mines, ſoit avec les nations induſtrieuſes & cultivatrices, mais commerçantes avec les pays où les mines ſont ſituées, ou qu'elle éprouve une diminution dans la quantité de ſes eſpeces; & je crois démontré que tout peuple qui ceſſe d'en acquérir, doit néceſſairement tomber dans la pauvreté.

L'accroiſſement de la quantité des eſpeces d'or & d'argent dans un Etat, eſt la preuve la plus certaine de l'étendue de ſon commerce, & je ſuis très-éloigné de penſer que cet accroiſſement, quelque grand qu'on le puiſſe ſuppoſer, ſoit capable de détruire ce même commerce. En effet, quoique l'Europe ait peut-être reçu de l'Amérique, dans l'eſpace de moins de trois ſiecles, dix fois plus d'eſpeces d'or & d'argent, qu'elle n'en poſſédoit avant la découverte de cette partie du monde; le commerce de l'Europe eſt cependant d'une tout autre étendue qu'il ne l'étoit dans le quinzieme ſiecle. L'eſprit d'induſtrie s'eſt répandu de toute part, &

comme le luxe n'eſt & ne peut être que relatif aux mœurs & aux coutumes des ſiecles précédents, on peut dire qu'il n'eſt inconnu chez aucun peuple de l'Europe. En effet, tous ſes habitants, de quelque pays, de quelque état & de quelque condition qu'ils puiſſent être, jouiſſent de commodités & d'agréments dont on n'avoit pas même l'idée il y a trois cents ans, & apportent dans leur façon de vivre, des délicateſſes & des rafinements, qui ſemblent s'accroître avec le progrès du temps. La grande étendue du commerce qui fait entrer chez tous les peuples de nouvelles quantités d'or & d'argent, ne ſe détruit donc pas par lui-même; mais d'ailleurs il faut obſerver, 1°. qu'une grande partie de la quantité d'eſpeces d'or & d'argent qu'attire le commerce dans un Etat, y change, pour ainſi dire, de nature, & ne fait plus partie de la monnoie, au moyen des divers uſages auxquels on l'emploie, tels que l'argenterie & les ornements des Egliſes, la vaiſſelle, les bijoux, les meubles & les vêtements. L'uſage de la vaiſſelle n'eſt plus un luxe chez tous les peuples, & la maſſe des métaux convertis en vaiſſelle & en bijoux chez les nations commerçantes, eſt à peu près égale à la quantité des eſpeces. 2°. Les Etats conſidérés dans leur généralité, & reſpectivement les uns aux autres, peuvent être comparés à des familles parti-

culieres, & ſe gouvernent dans l'ordre économique ſur les mêmes principes. Les hommes ne cherchent à acquérir de l'argent que pour ſe procurer ce que leur ancien patrimoine ne pourroit leur fournir. Les Etats riches en métaux nouvellement acquis par le commerce, les emploient également à acheter dans les pays étrangers ce qui leur manque, ſoit en productions de la terre, ſoit en manufactures; & ce deſir inſatiable de jouir & de ſe procurer ce qu'on ne trouve pas dans ſon propre pays, fait ſortir des Etats les plus commerçants une grande partie des eſpeces que le commerce leur avoit apporté. 3°. La comparaiſon de la valeur des denrées & des marchandiſes, tant en France qu'en Angleterre, prouve d'une maniere inconteſtable qu'elles ont diminué de prix dans ces deux Royaumes, bien-loin d'y être augmentées par l'accroiſſement ſucceſſif de la quantité des eſpeces d'or & d'argent, dont le commerce a enrichi ces deux Etats; ce qui peut faire préſumer, avec grande vraiſemblance, qu'il en eſt de même dans tous les pays de l'Europe. M. Hume rapporte dans ſon Hiſtoire d'Angleterre, à la ſuite du regne de Jacques Ier. mort en 1625, le prix des grains, de la volaille, du gibier, de la laine, de la toile, &c. (*)

(*) On trouvera à la ſuite de ces réflexions la traduction de la partie de l'hiſtoire des Stuarts, par M. Hume, qui a rapport à cet objet.

Sous le regne de ce Prince; la valeur à laquelle ces différents objets étoient portés pour lors, n'eſt plus la même préſentement, & le peuple peut ſe les procurer aujourd'hui avec moins d'argent. Les Auteurs François qui ont écrit depuis quelques années ſur le commerce des grains, obſervent tous que le prix en eſt fort diminué depuis quatre-vingts ans, ce qu'ils attribuent aux entraves que ce commerce a éprouvé depuis cette époque. Il y a cependant tout lieu de croire que la différence de légiſlation ſur le commerce des grains, n'a pas été la cauſe de cette diminution, & que les circonſtances qui en ont fait baiſſer la valeur en Angleterre, ont dû opérer le même effet en France, ce qu'on ne peut attribuer qu'à l'accroiſſement des richeſſes de ces deux nations, dont la culture s'eſt également perfectionnée.

Par des recherches qui ont été faites ſur d'anciens regiſtres de dépenſe de quelques Abbayes du Royaume, depuis 1670, juſqu'en 1685, on a acquis la preuve que la viande de boucherie, le beurre, les œufs, la volaille, le gibier, &c. n'ont pas, à beaucoup près, augmenté de valeur dans la proportion de celle des monnoies, que perſonne n'ignore être preſque doublée depuis cet eſpace de temps. La viande de boucherie qui ſe vendoit dans les provinces

où ces Abbayes sont situées, 3 sols 6 den. depuis 1670, jusqu'en 1685, ne vaut aujourd'hui que 5 sols ; le cent d'œufs de 1 liv. 7 sols, n'a monté qu'à 2 livres, la livre de beurre vaut 9 sols, au lieu de 5 sols 9 deniers qu'elle valoit pour lors. La valeur de la volaille, du gibier, du vin, du cidre, &c. est dans la même proportion. Il est donc démontré par l'expérience uniforme des deux nations, gouvernées par des loix très-différentes, & dont le commerce n'a cessé de faire des progrès, que l'accroissement de la quantité des especes chez un peuple n'y augmente pas le prix des denrées de premiere nécessité, & que par une conséquence nécessaire, le prix de la main-d'œuvre ne doit pas y augmenter. L'augmentation de la quantité des especes d'or & d'argent augmente dans le premier moment la valeur des marchandises de luxe, & c'est à ce que je crois, le premier effet qui résulte de l'accroissement sensible de la masse des métaux dans un Etat. En effet, les propriétaires de la nouvelle quantité d'argent l'emploient à acheter les choses rares, qui contribuent aux plaisirs & aux commodités de la vie, ou à satisfaire le faste & la vanité. La demande des denrées & des marchandises rares & précieuses devient plus grande qu'elle ne l'étoit précédemment; les cultivateurs & les ouvriers occupés de leur production & de l'industrie nécessaire pour

les mettre en œuvre, ne ſont plus aſſez nombreux pour en fournir la quantité demandée, il en réſulte néceſſairement une augmentation de valeur, tant ſur les productions que ſur la main-d'œuvre. Les marchandiſes & les denrées ſe vendent toujours un prix proportionné à leur quantité & à la demande qui en eſt faite; mais cet accroiſſement de valeur des denrées & des marchandiſes, excite un grand nombre de cultivateurs & d'ouvriers à s'adonner à leur culture & à leur fabrique. L'eſpoir du gain & le débit avantageux de ces objets de commerce, augmentent ſucceſſivement le nombre des cultivateurs & des ouvriers. Les premiers perfectionnent la culture, & acquiérent une expérience qui ſemble rendre la terre plus féconde; les ſeconds devenant plus adroits & plus intelligents, inventent des machines qui diminuent le travail des ouvriers. Par le progrès du temps ces marchandiſes & ces denrées ceſſent d'être rares, elles deviennent même communes. Leur prix & leur valeur diminuent dans la même proportion, & l'uſage qu'en font toutes les claſſes du peuple, leur ôte la dénomination de luxe, & les rend même d'une eſpece de néceſſité. Les étoffes de ſoie, dont on ne peut jouir que par la culture des mûriers, l'adreſſe des fileurs qui tirent des cocons, la matiere précieuſe qui les couvre, &

l'induſtrie des ouvriers qui l'emploient, nous offrent ce progrès de la culture & de l'art. Les premieres étoffes unies fabriquées en Europe, étoient ſans comparaiſon plus cheres que ne le ſont préſentement les chefs-d'œuvre de la fabrique de Lyon. Perſonne n'ignore que Henri II eſt le premier de nos Rois qui ait porté des bas de ſoie; ce qui caractériſoit le plus grand luxe de ſon temps, eſt devenu le vêtement commun des plus petits bourgeois, parce que la culture des mûriers, réſervée, il y a deux ſiecles, à l'Italie & à l'Eſpagne, eſt devenue la culture ordinaire de quelques-unes de nos provinces, & que l'induſtrie a inventé une machine, dont la propriété eſt de donner à l'ouvrier la facilité de fabriquer dans un jour, ce qui exigeoit précédemment le travail d'une ſemaine. Nos potagers ſont couverts de fruits & de légumes étrangers, originaires des pays les plus éloignés, que la culture a naturaliſés parmi nous. On en peut dire autant des fleurs les plus communes dont nos jardins ſont parés. Le Pêcher, cet arbre ſi commun dans tous les potagers, & que les payſans plantent aujourd'hui dans leurs cours & dans leurs jardins, eſt originaire de Perſe. Les premieres pêches crues en Europe ont ſans doute été réſervées pour les ſouverains; mais par la ſucceſſion du temps & les ſoins des Cultivateurs,

toutes les classes du peuple peuvent faire présentement usage de ce fruit. Il en est de même des artichaux & de la plupart des légumes dont le peuple fait sa nourriture, & qui étoient vraisemblablement aussi rares en Europe il y a 3000 ans, que les ananas le peuvent être aujourd'hui.

Le luxe que produit la quantité des especes d'or & d'argent se détruit par lui-même, & se porte sur d'autres objets; mais ces changements dans les mœurs & les habitudes des hommes, qui sont l'ouvrage d'un grand nombre de siecles, n'arrivent que successivement, & dans une progression lente & insensible. L'abondance des especes d'or & d'argent, dont l'accroissement est plus rapide, fait hausser presque subitement le prix des marchandises de luxe; mais l'abondance de ces mêmes marchandises ne pouvant arriver qu'après un grand nombre d'années, la diminution de leur valeur en est beaucoup plus lente, & ne peut être observée que par des yeux très-attentifs. La grande quantité d'or & d'argent que le commerce fait entrer dans un Etat, n'est donc pas contraire à ce même commerce. Loin d'augmenter le prix des denrées, des marchandises & de la main-d'œuvre, elle les fait diminuer de valeur; son principal effet est donc de répandre les métaux précieux chez tous les peuples de la terre,

& en les rendant riches en eſpeces, de les engager à prendre part eux-mêmes à un commerce qui augmente les plaiſirs & les commodités des hommes, & qui peut diminuer les maux dont la plupart d'entre eux ſont affligés.

EXTRAIT de l'Hiſtoire de la Maiſon de STUART, *par M. Hume, tome I, page 117.*

LE bled & conſéquemment toutes les néceſſités de la vie, étoient plus cheres ſous le regne de Jacques I, mort en 1625, qu'elles ne le ſont préſentement. Les Entrepreneurs des magaſins publics étoient autoriſés, par une Ordonnance de ce Prince, à acheter des grains lorſque le froment étoit au deſſous de 32 ſchellings le quater, le ſeigle au deſſous de 18, & l'orge au deſſous de 16. Les grains qui ſeroient aujourd'hui très-chers à ce prix, étoient pour lors à bon marché, lorſqu'ils ne paſſoient pas cette valeur. Pendant la plus grande partie du regne de Jacques I, le *tod*, ou les vingt-huit livres de la plus belle laine, ont valu 33 ſchellings; à préſent la même quantité de laine ne vaut que 22 ſchellings, quoique

nous exportions une bien plus grande quantité d'étoffes de laine. Malgré la grande augmentation de la quantité des especes d'or & d'argent dans le Royaume, les manufactures précieuses ont plutôt diminué, qu'augmenté en valeur, au moins des progrès de l'art & de l'industrie.

Dans une Comédie de Shakespear, l'Hôtesse dit à Falstaff, que les chemises qu'elle lui a achetées sont de toile de Hollande, & qu'elles lui ont coûté huit schellings *lyard*; ce qui seroit très-cher à présent, en supposant même, contre toute vraisemblance, que la meilleure toile de Hollande, de ce temps-là, fût égale en beauté & en bonté à celle d'aujourd'hui. Un *yard* de velours étoit estimé 22 schellings, vers le milieu du regne d'Elisabeth; je n'ai pu découvrir, quelque recherche que j'aie faite, le prix de la viande de boucherie pendant le regne de Jacques I; mais comme le pain est la principale subsistance, & que son prix regle celui de toute autre espece de nourriture, nous pouvons présumer que les bestiaux étoient d'une valeur proportionnée à celle du bled. Nous devons d'ailleurs observer que le goût du siecle étoit de convertir les terres labourables en pâture, ce que les loix ne pouvoient empêcher; preuve certaine que cette nature de biens procuroit plus de revenu; & conséquemment

que la viande de boucherie étoit, ainſi que le pain, beaucoup plus chere qu'à préſent. Nous avons une Ordonnance du commencement du regne de Charles I, qui fixe le prix de la volaille & du gibier, & nous trouvons que les prix en ſont très-hauts. Un coq-d'Inde eſt fixé à 4 ſchellings & 6 ſols, une poule-d'Inde 3 ſchellings, un coq faiſan 6 ſchellings, une poule faiſande 5 ſchellings, une perdrix 1 ſchelling, une oie 2 ſchellings, un chapon 2 ſchellings & 6 ſols, une poule 1 ſchelling & 6 ſols, un lapin 8 ſols, & une douzaine de pigeons 6 ſchellings. Obſervons cependant que la ville de Londres eſt maintenant trois fois plus peuplée qu'elle ne l'étoit pour lors, ce qui doit augmenter le ptix de la volaille & du gibier; les campagnes des environs de Londres ne pouvant plus ſuffire à la conſommation, ce qui oblige à faire venir la volaille & le gibier de plus loin qu'autrefois. La principale différence de la dépenſe du temps préſent, comparé avec celui de Jacques I, conſiſte dans les beſoins imaginaires des hommes, qui ſe ſont depuis ce temps extrêmement multipliés, & c'eſt pour cette raiſon que Jacques I pouvoit en 1625, faire plus de dépenſe qu'il n'en feroit préſentement avec le même revenu, quoique la différence ne ſoit pas auſſi grande qu'on le penſe communément.

ESSAI SUR L'INTÉRÊT DE L'ARGENT.

ON regarde avec raiſon le bas intérêt de l'argent comme le ſigne le plus certain de l'état floriſſant d'une nation, & la plupart des Auteurs qui ont écrit ſur cette matiere, penſent qu'il doit être toujours proportionné à la quantité plus ou moins grande, des eſpeces exiſtantes dans une nation. Il eſt certain cependant que lorſque la valeur des eſpeces eſt fixée par la loi, leur abondance, quelque grande qu'on la ſuppoſe, ne peut avoir d'autre effet que d'augmenter le prix de la main-d'œuvre. En effet, quoique l'argent ſoit plus commun que l'or, & qu'on en reçoive une plus grande quantité pour la valeur des mêmes marchandiſes; l'intérêt d'une ſomme prêtée en or eſt cependant égal à celui qu'on retire d'un ſomme prêtée en argent. Les habitants de Batavia & de la Jamaïque retirent de leur argent un intérêt de dix pour cent. L'intérêt légal

eſt à ſix pour cent en Portugal ; la valeur des néceſſités de la vie dans ces pays, prouve cependant qu'ils ſont plus riches en eſpeces que Londres & Amſterdam.

Si tout l'or de l'Angleterre diſparoiſſoit dans le même inſtant, & que chaque guinée fût auſſi-tôt remplacée par vingt-un ſchellings, il n'y auroit aucun changement réel dans les richeſſes du Royaume, & l'intérêt reſteroit le même ; il n'y auroit de différence que dans la matiere des paiements, aucun ne ſe feroit en or, & tous ſe feroient en argent. Si l'or devenoit auſſi commun que l'argent, & l'argent auſſi commun que le cuivre, l'Etat n'en ſeroit pas plus riche ; dans ce cas la matiere des écus & des ſchellings ſeroit jaune, celle des ſols & des demi-ſols ſeroit blanche ; l'eſpece de monnoie appellée guinée n'exiſteroit plus ; le commerce, les manufactures, la navigation, l'intérêt de l'argent n'éprouveroient aucun changement. Toutes les claſſes du peuple contracteroient enſemble ſur le même pied qu'auparavant. La couleur des métaux, dont la circulation entretient le commerce, ſeroit donc la ſeule différence ſenſible, & elle n'en peut être une dans ce qui conſtitue les richeſſes d'une nation.

Puiſqu'une augmentation de quinze pour un dans la maſſe des eſpeces d'or & d'argent n'apporteroit aucun changement

dans le commerce, les manufactures & l'intérêt, il est évident qu'il peut encore moins en résulter, lorsque la nouvelle quantité de métaux ne fait que doubler, ou tripler la masse précédemment existante. La valeur des denrées & des marchandises, ainsi que le prix de la main-d'œuvre, en augmenteront; mais cette augmentation est plutôt imaginaire que réelle; elle est la suite de la nouvelle introduction des métaux, dont l'accroissement successif excite l'industrie, & influe sur la valeur des denrées, des marchandises & du travail, jusqu'à ce qu'elle se soit établie dans la proportion de l'abondance de l'or & de l'argent.

La valeur de tous les objets de commerce est quadruplée en Europe depuis la découverte du nouveau monde; & il est vraisemblable que l'or & l'argent sont augmentés dans une bien plus grande proportion; l'intérêt n'est cependant baissé que d'un peu plus de moitié. S'il dépendoit, comme le prétendent quelques Auteurs, de la quantité des métaux, il auroit baissé dans la proportion de l'acquisition qu'en a faite l'Europe, parce que l'effet est toujours en proportion avec la cause.

Les especes n'ont réellement qu'une valeur fictive, fondée sur le consentement & la convention des hommes; leur abondance plus ou moins grande n'est d'aucune

conſéquence, dans une nation conſidérée en elle-même, & ſans relation avec ſes voiſins. L'abondance des eſpeces, telle qu'elle puiſſe être, lorſque la valeur en eſt fixée, n'a d'autre effet que d'obliger chaque citoyen à donner une plus grande quantité de pieces de métal pour ſe procurer ſon habillement, ſes ameublements, ſes équipages, & n'augmente en rien les agréments & les commodités de la vie. Chez toute nation qui poſſede beaucoup d'eſpeces, celui qui emprunte pour bâtir une maiſon, en reçoit une grande quantité, parce que la pierre, le bois, le plomb, les vitres, ainſi que le travail des Maçons & des Charpentiers, eſt dans la même proportion, & ne peut être payé que par une grande quantité d'or & d'argent; mais comme ces métaux ne ſont qu'une repréſentation de la valeur de tous les objets de commerce, leur quantité, & leur abondance, leur poids & leur couleur, ne peuvent apporter aucun changement dans leur valeur réelle, non plus que dans l'intérêt qu'on tire du prêt qu'on en fait. Dans tous les cas l'intérêt eſt en proportion avec la ſomme de marchandiſes, de denrées, & de travail que les eſpeces repréſentent; & cette proportion eſt toujours la même, ſoit que des pieces blanches ou jaunes, du poids d'une livre ou d'une once ſervent à l'apprécier; c'eſt donc en vain qu'on attribue

le taux de l'intérêt à la quantité des espec
d'or & d'argent, dont la valeur est fix
par la loi.

L'intérêt de l'argent ne peut augment que lorsqu'il y a beaucoup d'emprunt peu de richesses pour les remplir, & d grands profits dans le commerce. Ces troi circonstances réunies sont la preuve la plu évidente du peu de progrès du commerce & de l'industrie, mais ne prouvent pas que l'or & l'argent ne soient pas abondants dans un Etat. Le bas intérêt résulte au contraire des trois circonstances opposées c'est-à-dire, du peu d'emprunts, des grande richesses pour les remplir, & des profit médiocres du commerce ; ces circonstances qui se réunissent toujours, & qui sont l suite infaillible de l'accroissement du com merce & de l'industrie, ne proviennen pas de l'augmentation des métaux ; je prou verai cette proposition le plus clairemer qu'il me sera possible, & je commencer par distinguer les causes qui rendent le emprunts plus ou moins nombreux dar un Etat, & les effets qui en doiver résulter.

La police & la population d'une natio engendrent nécessairement l'inégalité d propriétés, parce que chez tout peup policé & nombreux, une partie des suje possede une grande étendue de terrein tandis que d'autres ne sont propriétair

qu

que de très-petits cantons, & que quelques-uns ſont dénués de toute propriété; ceux qui poſſédent plus de terres qu'ils n'en peuvent cultiver, les partagent avec ceux qui n'en ont pas, ſous la condition que les cultivateurs leur donneront une partie de la récolte. C'eſt ainſi que s'eſt établi ce qu'on peut appeller *l'intérêt de la terre*, pour le mettre en oppoſition avec *l'intérêt de l'argent*, & il exiſte chez les peuples les moins policés. Tous les hommes ont des caractères différents & oppoſés; les uns ne dépenſent qu'une partie de leurs revenus, & épargnent pour n'être jamais dans l'indigence, tandis que les autres conſomment tout à la fois, ce qui pourroit leur ſuffire pendant un long eſpace de temps; mais tous ont beſoin d'une occupation forcée pour les fixer; & comme un revenu certain & aſſuré n'en donne aucune, les propriétaires ſe livrent à la recherche des plaiſirs, & les prodigues ſont toujours dans cette claſſe de citoyens, plus nombreux que les avares. L'économie & la frugalité ſe trouvent rarement dans un Etat où les richeſſes ne conſiſtent que dans la propriété des terres. Les *Emprunteurs* y ſont néceſſairement en grand nombre, & l'intérêt de l'argent y eſt très-haut; les habitudes, les mœurs du peuple, & les emprunts plus ou moins fréquents en réglent le taux, bien plus que la quantité des

especes existantes dans la Nation; quand même leur abondance seroit assez grande pour qu'un œuf y fût vendu six sols, les emprunteurs ne seroient pas moins nombreux, & l'intérêt de l'argent moins fort, si l'Etat n'a point de commerce & d'industrie, & si tout le peuple n'est partagé qu'en propriétaires & en cultivateurs. Le loyer des fermes y sera à la vérité très-considérable, & d'un grand revenu pour le propriétaire; mais son oisiveté & le haut prix des denrées le rendant inférieur à sa dépense, en occasionneront une prompte dissipation, & il sera également réduit à la nécessité d'emprunter.

Il en est de même du plus ou du moins de richesses qui peuvent satisfaire à la demande des emprunts, seconde circonstance nécessaire pour maintenir le haut prix de l'intérêt de l'argent dans un Etat, & que je me propose de considérer. Les mœurs & les façons de vivre du peuple ont à cet égard la même influence; l'abondance ou la rareté de l'argent me paroissent n'y contribuer en rien. En effet, pour qu'il y ait un grand nombre de *prêteurs* dans un Etat, il ne suffit pas, & il n'est même pas nécessaire qu'il y ait une grande quantité d'especes, il n'est question que de pouvoir les rassembler aisément, & de les faire parvenir en masse d'une valeur considérable, entre les mains de quelques

citoyens; leur réunion en grosses sommes forme le corps des *prêteurs*, & fait baisser l'intérêt; ce qui dépend uniquement des mœurs d'une nation. La masse des especes existantes dans la Grande Bretagne seroit plus que doublée, si par un miracle tous les habitants de ce Royaume se trouvoient à leur réveil, possesseurs de cinq livres sterling. Cette acquisition subite de richesses n'augmenteroit pas sur le champ le nombre des *prêteurs*; il s'écouleroit quelque temps avant que les nouvelles especes se rassemblassent en sommes considérables, & l'intérêt de l'argent resteroit pendant cet intervalle au même taux qu'auparavant. Dans tout état sans commerce & sans industrie, & où le peuple n'est partagé qu'en propriétaires & en cultivateurs; les especes, quelque abondantes qu'on les suppose, ne peuvent jamais s'y rassembler en sommes considérables, & ne peuvent y donner lieu qu'à une augmentation dans la valeur de toutes les denrées & de toutes les marchandises. Le propriétaire, presque toujours prodigue, parce qu'il est oisif & sans occupation, dissipe son argent aussi-tôt qu'il le reçoit, & le malheureux paysan n'a ni les moyens, ni l'ambition d'acquérir au-delà des simples nécessités de la vie. L'augmentation du commerce & de l'industrie, & le progrès des arts, sont les seuls moyens de réunir une grande quantité

d'especes, de les rassembler en sommes considérables dans quelques mains, d'augmenter le nombre des *prêteurs*, & de faire par conséquent baisser l'intérêt de l'argent.

La terre produit tout ce qui est nécessaire à l'homme, mais l'art & l'industrie doivent se joindre à la nature, pour qu'il puisse faire usage de toutes ses productions. Les besoins de la société exigent qu'il y ait entre les cultivateurs & les propriétaires, une classe d'hommes, qui donnent aux productions de la terre une nouvelle forme, nécessaire à la subsistance & aux commodités des uns & des autres, & qui en retiennent une partie pour la récompense d'un travail dont les cultivateurs & les propriétaires profitent également. Dans les premieres années de la formation des sociétés, les cultivateurs & les artisans n'ont besoin de la médiation de personne pour convenir ensemble des conditions de leurs engagements réciproques, parce qu'étant voisins, & leurs desirs ne portant que sur des objets de peu de valeur, ils peuvent se les procurer facilement, & se prêter des secours mutuels; mais aussi-tôt que l'industrie a pris des accroissements, & que les hommes sont devenus ambitieux & avides des richesses, les parties les plus éloignées d'un Etat se peuvent assister avec autant de facilité que les plus voisines; cette *réciprocité* de bons offices est susceptible

de la plus grande variété, & peut s'étendre à tous les objets poſſibles. Telle a été l'origine des marchands, dont la profeſſion eſt de la plus grande utilité, & même d'une néceſſité indiſpenſable dans toute ſociété policée & nombreuſe, parce qu'ils ſervent d'agents entre toutes les parties d'un Etat, & les rapprochent les unes des autres, malgré leur éloignement & l'ignorance où elles peuvent être de leurs beſoins réciproques. Une ville renferme cinquante ouvriers en ſoie & en fil, & mille conſommateurs d'étoffes; ces deux claſſes d'hommes ſi néceſſaires l'une à l'autre, ne ſe rencontreront cependant que très-difficilement, juſqu'à ce qu'il ſe ſoit établi un marchand, dont la boutique ſoit le rendez-vous de l'ouvrier & du conſommateur. Les habitants d'une province dont le fourrage eſt la principale production, ſont riches en fromage, en beurre, & en beſtiaux; mais ils manquent des grains dont la province voiſine fait une récolte ſupérieure à ſa conſommation; un homme attentif & ambitieux d'acquérir des richeſſes, achetera des grains dans la province qui en fait d'abondantes récoltes, il y tranſportera en échange des beſtiaux & des fromages; & en ſatisfaiſant à leurs beſoins réciproques, il deviendra leur bienfaicteur commun; les difficultés de ce commerce mutuel s'accroiſſent néceſſairement, à la vérité, à proportion de l'augmentation

du peuple & de l'induſtrie, les agents du commerce, c'eſt-à-dire, les marchands ſont plus occupés, & les affaires deviennent plus difficiles & plus compliquées, parce qu'elles ſe diviſent, ſe ſubdiviſent, ſe confondent & s'entremêlent avec une variété difficile à exprimer. Le deſir du gain étant le ſeul motif qui détermine le marchand à embraſſer cette profeſſion, il eſt juſte & même néceſſaire, qu'il garde pour lui une portion conſidérable des denrées, de la main-d'œuvre, & des marchandiſes auxquelles ſes ſpéculations ont donné une nouvelle valeur; & ſi ſon intérêt ne l'engage pas à les conſerver en nature, il cherchera à les convertir en eſpeces d'or & d'argent, qui ſont leur repréſentation commune; il en exigera une grande quantité, ſi la maſſe des métaux s'eſt accrue dans l'Etat, en même temps que l'induſtrie; mais ſi l'induſtrie ſeule a pris des accroiſſements, la valeur de tous les objets de commerce doit être diminuée, & une petite quantité d'eſpeces ſera ſuffiſante pour la repréſenter.

Le deſir de l'exercice du corps & de l'occupation de l'eſprit, eſt de tous ceux dont l'eſpece humaine eſt agitée, le plus conſtant & le plus inſatiable, & on peut, avec raiſon, le regarder comme la baſe de la plupart des paſſions. Un homme entiérement dégagé d'affaires, & ſans occupations ſérieuſes, court ſans ceſſe d'un

amusement à un autre, & le poids de l'oisiveté lui devient tellement insupportable, qu'il oublie les malheurs où doivent l'entraîner ses dépenses excessives. La moindre occupation, soit de corps, soit d'esprit, semble changer son humeur & son caractere : il est content, & n'est plus tourmenté par cette soif insatiable pour le plaisir; mais si cette occupation lui devient profitable, & si le profit est la récompense de quelque industrie particuliere, le renouvellement journalier du gain fait alors naître en lui un desir immodéré de gagner encore davantage, & il ne connoît plus de plaisir qui puisse être comparé à celui de voir tous les jours augmenter sa fortune. Le desir du gain qui s'accroît par le gain même, & devient quelquefois excessif, rend l'économie & la frugalité les qualités les plus ordinaires aux marchands, & on peut observer que l'avarice est un vice aussi commun dans la profession du commerce, que la prodigalité parmi les propriétaires des terres.

Le commerce accroît l'industrie, en y faisaint participer tous les membres de l'Etat, & en leur donnant les moyens de subsister, & de devenir utiles; il fait naître l'économie, en fournissant de l'occupation aux hommes, & en les employant à des professions lucratives, dont ils sont uniquement occupés. Toute profession

induſtrieuſe engendre l'économie, & fait prévaloir l'amour du gain ſur celui du plaiſir. Les Avocats & les Médecins gagnent tous, à l'exception d'un très-petit nombre, beaucoup plus qu'ils ne dépenſent; ils ne peuvent cependant acquérir des richeſſes, qu'aux dépens des autres, & leur fortune ne s'établit qu'en partageant celle de quelques-uns de leurs compatriotes. Les marchands, au contraire, ne peuvent devenir riches qu'en augmentant l'induſtrie d'une nation, parce qu'ils ſont les canaux qui la répandent dans toutes les parties de l'Etat. Leur économie leur donne en même temps une grande autorité ſur cette même induſtrie, & les met en état d'avoir en réſerve un grand fond de denrées & de marchandiſes, dont l'échange continuel conſtitue leur revenu & forme leur propriété. Cette profeſſion eſt donc la plus utile dans toute ſociété policée, puiſqu'elle détruit l'oiſiveté, donne naiſſance à l'induſtrie, & rend le peuple frugal & économe.

Un Etat ſans commerce & ſans induſtrie n'a pour habitants que des propriétaires de terre, forcés continuellement par leurs dépenſes & leur prodigalité à emprunter, & des cultivateurs ſans argent pour fournir à ces mêmes emprunts, & ſubvenir à la demande qui en eſt faite. Les eſpeces ne peuvent jamais s'y raſſembler en ſommes aſſez conſidérables, pour pouvoir être

prêtées à intérêt, elles ſont diſperſées dans un nombre infini de mains qui les diſſipent auſſi-tôt en dépenſes ſuperflues, ou qui les emploient à acheter les néceſſités de la vie. Le commerce ſeul peut les réunir en maſſes conſidérables, & cet effet, qui ne réſulte que de l'induſtrie qu'il fait naître & de l'économie qu'il inſpire, eſt indépendant de la quantité des métaux précieux circulant dans l'Etat. Le nombre des *prêteurs* qui fait diminuer l'intérêt de l'argent, ne peut donc augmenter que par l'accroiſſement du commerce, & le commerce ne peut augmenter ſans diminuer les profits particuliers des marchands; troiſieme circonſtance néceſſaire pour produire le bas intérêt.

Le bas intérêt de l'argent & la diminution des profits particuliers des marchands ſont deux événements inſéparables, dépendants l'un de l'autre, & qui ſont la ſuite néceſſaire de ce commerce étendu, qui produit des marchands opulents, & réunit une grande quantité d'eſpeces dans les mêmes mains. Lorſque les enfants d'un pere enrichi par le commerce, ne lui paroiſſent pas avoir les diſpoſitions néceſſaires pour continuer la même profeſſion, ſoit par défaut de capacité, ſoit par ambition pour un genre de vie plus diſtingué; il eſt ordinaire que dans ce cas le pere, fatigué des affaires, les abandonne, retire ſes

fonds du oommerce, & cherche à les placer de façon qu'ils lui procurent un revenu assuré & annuel. On peut observer qu'en général les enfants ont des inclinations contraires à celles de leurs peres, & embrassent des professions différentes; c'est par cette raison que la plupart des marchands riches quittent le commerce avant la fin de leur carriere, & qu'il est très-rare de voir les enfants des gros négociants être eux-mêmes commerçants. Les fonds retirés du commerce dans ces différents cas, sont prêtés par les propriétaires, aux personnes qui en ont besoin, & qui s'obligent de leur en payer un intérêt; mais comme l'abondance diminue toutes les especes de valeurs, le grand nombre de commerçants qui deviennent *prêteurs*, & qui cherchent à placer leurs fonds, contraint chaque particulier à se contenter d'un moindre intérêt, & le taux en diminue nécessairement. On peut observer également que lorsque le commerce devient plus étendu, & qu'il exige de plus gros fonds, il s'éleve une rivalité entre les marchands & les négociants; & cette concurrence, dont le public profite, donne un nouvel accroissement au commerce, en même temps qu'il en diminue les profits; les marchands qui dans cette circonstance quittent les affaires, pour se livrer à une vie douce & tranquille, sont alors déterminés, par la médiocrité même des profits

qu'ils retiroient de leur commerce, à ſe contenter d'un intérêt médiocre de leur argent. Il eſt donc inutile de vouloir diſtinguer la cauſe & l'effet dans tous les cas où l'intérêt de l'argent eſt bas, & où les profits du commerce ſont médiocres. Ces deux événements arrivent toujours dans une nation dont le commerce eſt étendu, & ils en dépendent mutuellement. Perſonne ne ſe contente d'un profit médiocre dans les affaires de commerce, lorſque les fonds qu'il y emploie lui rendroient un gros intérêt, s'ils étoient placés à rente ; & perſonne n'accepte un bas intérêt de ſon argent, lorſque le commerce offre à ceux qui s'y intéreſſent des profits très-conſidérables. Un commerce très-étendu produit toujours des retours avantageux à un Etat, & diminue les profits particuliers des négociants, en même temps qu'il fait baiſſer l'intérêt de l'argent, l'un ne peut diminuer ſans que l'autre ne s'en reſſente ; je puis même ajouter que les profits médiocres étant la ſuite de l'augmentation du commerce, & de l'induſtrie, leur médiocrité même contribue à une nouvelle augmentation de commerce, parce que les marchandiſes étant à meilleur marché, la conſommation en devient plus grande, & l'induſtrie des ouvriers plus active. Toutes les fois quon réfléchira ſur l'enchaînement des cauſes & des effets, on ne pourra

induſtrieuſe engendre l'économie, & fait prévaloir l'amour du gain ſur celui du plaiſir. Les Avocats & les Médecins gagnent tous, à l'exception d'un très-petit nombre, beaucoup plus qu'ils ne dépenſent; ils ne peuvent cependant acquérir des richeſſes, qu'aux dépens des autres, & leur fortune ne s'établit qu'en partageant celle de quelques-uns de leurs compatriotes. Les marchands, au contraire, ne peuvent devenir riches qu'en augmentant l'induſtrie d'une nation, parce qu'ils ſont les canaux qui la répandent dans toutes les parties de l'Etat. Leur économie leur donne en même temps une grande autorité ſur cette même induſtrie, & les met en état d'avoir en réſerve un grand fond de denrées & de marchandiſes, dont l'échange continuel conſtitue leur revenu & forme leur propriété. Cette profeſſion eſt donc la plus utile dans toute ſociété policée, puiſqu'elle détruit l'oiſiveté, donne naiſſance à l'induſtrie, & rend le peuple frugal & économe.

Un Etat ſans commerce & ſans induſtrie n'a pour habitants que des propriétaires de terre, forcés continuellement par leurs dépenſes & leur prodigalité à emprunter, & des cultivateurs ſans argent pour fournir à ces mêmes emprunts, & ſubvenir à la demande qui en eſt faite. Les eſpeces ne peuvent jamais s'y raſſembler en ſommes aſſez conſidérables, pour pouvoir être

prêtées à intérêt, elles sont dispersées dans un nombre infini de mains qui les dissipent aussi-tôt en dépenses superflues, ou qui les emploient à acheter les nécessités de la vie. Le commerce seul peut les réunir en masses considérables, & cet effet, qui ne résulte que de l'industrie qu'il fait naître & de l'économie qu'il inspire, est indépendant de la quantité des métaux précieux circulant dans l'Etat. Le nombre des *prêteurs* qui fait diminuer l'intérêt de l'argent, ne peut donc augmenter que par l'accroissement du commerce, & le commerce ne peut augmenter sans diminuer les profits particuliers des marchands; troisieme circonstance nécessaire pour produire le bas intérêt.

Le bas intérêt de l'argent & la diminution des profits particuliers des marchands sont deux événements inséparables, dépendants l'un de l'autre, & qui sont la suite nécessaire de ce commerce étendu, qui produit des marchands opulents, & réunit une grande quantité d'especes dans les mêmes mains. Lorsque les enfants d'un pere enrichi par le commerce, ne lui paroissent pas avoir les dispositions nécessaires pour continuer la même profession, soit par défaut de capacité, soit par ambition pour un genre de vie plus distingué; il est ordinaire que dans ce cas le pere, fatigué des affaires, les abandonne, retire

induſtrieuſe engendre l'économie, & fait prévaloir l'amour du gain ſur celui du plaiſir. Les Avocats & les Médecins gagnent tous, à l'exception d'un très-petit nombre, beaucoup plus qu'ils ne dépenſent; ils ne peuvent cependant acquérir des richeſſes, qu'aux dépens des autres, & leur fortune ne s'établit qu'en partageant celle de quelques-uns de leurs compatriotes. Les marchands, au contraire, ne peuvent devenir riches qu'en augmentant l'induſtrie d'une nation, parce qu'ils ſont les canaux qui la répandent dans toutes les parties de l'Etat. Leur économie leur donne en même temps une grande autorité ſur cette même induſtrie, & les met en état d'avoir en réſerve un grand fond de denrées & de marchandiſes, dont l'échange continuel conſtitue leur revenu & forme leur propriété. Cette profeſſion eſt donc la plus utile dans toute ſociété policée, puiſqu'elle détruit l'oiſiveté, donne naiſſance à l'induſtrie, & rend le peuple frugal & économe.

Un Etat ſans commerce & ſans induſtrie n'a pour habitants que des propriétaires de terre, forcés continuellement par leurs dépenſes & leur prodigalité à emprunter, & des cultivateurs ſans argent pour fournir à ces mêmes emprunts, & ſubvenir à la demande qui en eſt faite. Les eſpeces ne peuvent jamais s'y raſſembler en ſommes aſſez conſidérables, pour pouvoir être

prêtées à intérêt, elles sont dispersées dans un nombre infini de mains qui les dissipent aussi-tôt en dépenses superflues, ou qui les emploient à acheter les nécessités de la vie. Le commerce seul peut les réunir en masses considérables, & cet effet, qui ne résulte que de l'industrie qu'il fait naître & de l'économie qu'il inspire, est indépendant de la quantité des métaux précieux circulant dans l'Etat. Le nombre des *prêteurs* qui fait diminuer l'intérêt de l'argent, ne peut donc augmenter que par l'accroissement du commerce, & le commerce ne peut augmenter sans diminuer les profits particuliers des marchands ; troisieme circonstance nécessaire pour produire le bas intérêt.

Le bas intérêt de l'argent & la diminution des profits particuliers des marchands sont deux événements inséparables, dépendants l'un de l'autre, & qui sont la suite nécessaire de ce commerce étendu, qui produit des marchands opulents, & réunit une grande quantité d'especes dans les mêmes mains. Lorsque les enfants d'un pere enrichi par le commerce, ne lui paroissent pas avoir les dispositions nécessaires pour continuer la même profession, soit par défaut de capacité, soit par ambition pour un genre de vie plus distingué ; il est ordinaire que dans ce cas le pere, fatigué des affaires, les abandonne, retire ses

de mains, & ſeront réunies en groſſes ſommes, dont les propriétaires chercheront à s'aſſurer un revenu certain, par achats de terres, ou contrats à rente, & conſéquemment on verra pendant quelque temps dans cet Etat, tout ce qui arrive après une grande augmentation de commerce & d'induſtrie; les *prêteurs* étant plus nombreux que les *emprunteurs*, l'intérêt baiſſera, & cette diminution ſera d'autant plus précipitée, que ceux qui ont acquis la nouvelle quantité d'eſpeces ſont dans un pays ſans commerce & ſans induſtrie, & où les prêts à intérêt ſont les ſeuls moyens de faire valoir ſon argent; mais auſſi-tôt que cette nouvelle maſſe de métaux aura été, pour ainſi dire, *digérée*, & aura circulé dans un grand nombre de mains, les choſes reprendront leur ancien état; les propriétaires des terres, & les propriétaires d'argent, vivant dans l'oiſiveté, dépenſeront au-delà de leur revenu; les premiers contracteront tous les jours de nouvelles dettes, & les derniers prendront journellement ſur leurs fonds, juſqu'à ce qu'ils ſoient entiérement épuiſés; la prodigalité & les dépenſes exceſſives des uns & des autres, ne feront pas ſortir les eſpeces de l'Etat; on s'appercevra au contraire qu'elles y ſont reſtées par l'augmentation du prix de toutes les denrées & de toutes les marchandiſes: mais l'or & l'argent n'étant pas raſſemblés

en ſommes conſidérables, la diſproportion entre les *prêteurs* & les *emprunteurs*, reparoîtra telle qu'elle exiſtoit précédemment; & par conſéquent les emprunts ne ſe feront qu'à un gros intérêt. L'hiſtoire apprend, en effet, que dans les premieres années du regne de Tibere, l'intérêt de l'argent monta à Rome à ſix pour cent, quoiqu'aucun événement malheureux n'eût fait ſortir l'argent de l'Italie. Sous le regne de Trajan l'argent prêté ſur hypotheque rapportoit ſix pour cent en Italie, & douze pour cent en Bithynie, ſans hypotheque; & ſi l'intérêt de l'argent n'eſt pas remonté en Eſpagne au même taux où il étoit anciennement, on doit en attribuer la raiſon à la même cauſe qui l'y a fait diminuer, c'eſt-à-dire, à la grande quantité d'eſpeces & de métaux, que l'Eſpagne tire continuellement des Indes, & qui fourniſſent aux beſoins des *emprunteurs*. C'eſt par cette cauſe accidentelle & étrangere, qu'il y a plus d'argent réuni en maſſe en Eſpagne, & plus de *prêteurs* qu'il ne devroit y en avoir dans un Etat où il y a ſi peu de commerce & d'induſtrie.

Ce n'eſt pas l'augmentation de la quantité d'eſpeces conſidérée en elle-même qui a donné lieu à la réduction de l'intérêt en Angleterre, en France, & dans les autres Etats de l'Europe, où il n'y a pas de mines; on ne doit l'attribuer qu'à l'augmentation

de l'induſtrie, qui en eſt la ſuite naturelle, & qui précede toujours l'augmentation du prix de la main-d'œuvre & de la valeur des marchandiſes. Rien n'empêche d'appliquer à l'Angleterre ce que j'ai dit ſur cette nation imaginaire de la Mer Pacifique. Si on ſuppoſoit pour un moment que l'induſtrie de la Grande Bretagne ſe fût accrue ſans que l'Etat eût de commerce extérieur, la maſſe des eſpeces & des métaux ſeroit, dans cette ſuppoſition, reſtée toujours la même; la population ſeroit cependant auſſi nombreuſe qu'elle l'eſt préſentement; il y auroit dans le Royaume la même quantité de marchandiſes & de denrées; l'induſtrie, les manufactures, & le commerce intérieur ſeroient au même état où ils ſont préſentement; les mêmes marchands exiſteroient avec les mêmes fonds, c'eſt-à-dire, avec la même autorité ſur la main-d'œuvre & ſur les marchandiſes, il n'y auroit de différence que dans la quantité de pieces blanches ou jaunes, qui repréſentent toutes les valeurs de la nation, & dont le nombre ſeroit fort inférieur à celui qui exiſte préſentement; circonſtance indifférente en elle-même, & qui n'intéreſſe que *les Porteurs, les Voituriers, & les Faiſeurs de coffres forts.* Le luxe, les manufactures, les arts, l'induſtrie & l'économie étant dans cette ſuppoſition les mêmes qu'à préſent, il eſt évident que

l'intérêt seroit également diminué, puisque cette diminution est la conséquence nécessaire de la réunion de toutes ces circonstances, qui déterminent toujours dans un Etat les profits du commerce, & la proportion entre le nombre des *prêteurs* & celui des *emprunteurs*.

REFLEXIONS DU TRADUCTEUR.

ON ne peut douter que l'accroissement du commerce étranger ne soit la cause nécessaire de l'augmentation de la quantité des especes & des métaux dans un Etat qui ne possede pas des mines d'or ou d'argent; & il est également démontré que l'accroissement du commerce étranger & de la quantité de métaux a précédé dans tous les Etats la diminution de l'intérêt de l'argent; il y a donc lieu de s'étonner que l'intérêt de l'argent soit resté en France tel qu'il a été fixé en 1665 par M. Colbert, quoique l'industrie & le commerce de ce Royaume aient pris des accroissements prodigieux depuis cette époque, & que la quantité de métaux & d'especes soit considérablement augmentée depuis un siecle. On doit en être d'autant plus surpris, que depuis 1576 jusqu'en 1665, c'est-à-dire, dans l'espace de moins de cent ans il y

eu des diminutions successives dans la fixation de l'intérêt de l'argent. En effet, l'intérêt légal a été fixé au denier douze par Henri III en 1576, & aux termes de son Edit, on retiroit légitimement un revenu de 1666 liv. 13 sols 4 den. d'un capital de 20000 liv. Il a été fixé par Henri IV, en 1601, c'est-à-dire, après un espace de vingt-cinq ans, au denier seize, & 20000 livres ne pouvoient plus produire légitimement que 1290 liv. Louis XIII, par son Edit de 1634, postérieur de trente-trois ans à celui de Henri IV, l'a réduit au denier dix-huit, & le principal de 20000 liv. ne pouvoit plus produire que 1111 liv. 2 sols 2 den.; enfin Louis XIV, aidé des conseils de son Ministre Colbert, l'a fixé au denier vingt, en 1665, & a réduit à 1000 liv. l'intérêt d'un principal de 20000 livres; ensorte que depuis 1576, jusqu'en 1665, c'est-à-dire, dans l'espace de quatre vingt-neuf ans le revenu des rentiers & des propriétaires d'argent a été diminué de deux cinquiemes. Ces diminutions successives pouvoient faire présumer en 1665, qu'il ne s'écouleroit pas un siecle entier sans un changement dans la fixation de l'intérêt. Il est cependant resté au même taux auquel il a été fixé il y a cent ans, & les *prêteurs* sont traités présentement aussi avantageusement qu'ils l'étoient au commencement du regne de Louis XIV,

quoique le commerce ſoit bien plus floriſſant qu'il ne l'étoit alors, & que l'induſtrie ſoit fort augmentée; il eſt même très-vraiſemblable que la maſſe des métaux, en ne faiſant aucune diſtinction de la vaiſſelle, des bijoux, & des eſpeces d'or & d'argent, eſt augmentée de plus d'un tiers dans le Royaume depuis 1665. Ce phénomene ſingulier, contraire aux principes ſi clairement expliqués par M. Hume, & à ce qui eſt arrivé chez nos voiſins, doit dépendre néceſſairement de quelque cauſe, & ne peut être l'effet du hazard : on peut en effet l'attribuer à trois principales, qui n'ont pas échappé à ceux qui ont écrit ſur les matieres d'adminiſtration; la premiere de ces cauſes eſt la grande quantité d'affaires de finance qui ont eu lieu en France depuis l'Edit de 1665 ; la ſeconde conſiſte dans les prêts multipliés, faits par les gens de finance à l'Etat, & les gains conſidérables qu'ils ont faits dans les Fermes générales & particulieres; la troiſieme enfin eſt la grande quantité de matieres d'or & d'argent retirées de la circulation, & employées en vaiſſelles & en bijoux.

L'intérêt de l'argent dépend néceſſairement de la proportion entre le nombre des *prêteurs* & celui des *emprunteurs*. Toutes les fois que les ſommes demandées à titre d'emprunt excéderont celles qu'on peut prêter, l'intérêt de l'argent ſera haut, &

le contraire arrivera toujours, lorſque les ſommes à placer ſeront ſupérieures en maſſe à celles qu'on demandera à emprunter; c'eſt ce que ſignifie l'expreſſion uſitée par les Notaires de Paris, lorſqu'ils diſent que l'*argent eſt rare ou commun.* Juſqu'à la fin du regne de Louis XIV, le Royaume a été perpétuellement agité de guerres étrangeres, dont les dépenſes ont occaſionné des créations multipliées de charges & d'offices, & ont donné lieu à un grand nombre d'affaires extraordinaires qui ont obligé les Traitants à avancer des ſommes conſidérables, qu'ils ne pouvoient trouver que par la voie des emprunts. Les révolutions de la banque Royale & les opérations forcées du ſyſtême de 1720, qui ont ſuivi immédiatement la mort de Louis XIV, ont détruit preſque toutes les fortunes particulieres, & les propriétaires d'argent l'ont gardé long-temps entre leurs mains, & ont craint de s'en deſſaiſir; enfin depuis 1734, juſqu'en 1765, dix-ſept années de guerre ont coûté un argent immenſe, qui a été remis au tréſor royal, tant à titre de ſuppléments de finance exigés des pourvus des charges & offices, qu'à titre d'augmentations de fonds demandées aux gens d'affaires & aux financiers, & enfin par la converſion des cautionnements de leurs commis & employés en ſommes réelles. Indépendamment de ces ſecours forcés, le Roi a créé un

grand nombre de rentes viageres & tontines, de billets de loterie, d'actions des fermes & autres effets qui ont fourni aux propriétaires d'argent,& principalement aux Financiers, un emploi avantageux des sommes qu'ils avoient entre les mains, & ont soutenu l'intérêt de l'argent à un taux, où il n'auroit pas dû rester, attendu la grande augmentation du commerce & des richesses du Royaume. Les gains immenses des Financiers depuis 1724, jusqu'en 1756, n'ont pas peu contribué à soutenir l'intérêt de l'argent; les profits des affaires de finance étoient si considérables, que les financiers ne faisoient aucune difficulté de payer un gros intérêt des sommes qu'ils étoient obligés d'emprunter pour faire leurs fonds, & les profits de toutes les affaires de finance les en dédommageoient avantageusement; ils les partageoient même sans peine avec le public, par le paiement des intérêts qu'ils étoient obligés de lui payer, & on peut dire avec vérité que les fortunes faites dans les affaires de finance, ont contribué plus que toute autre circonstance à soutenir l'intérêt de l'argent.

Enfin la quantité de vaisselle & de bijoux s'est prodigieusement accrue dans le Royaume depuis 1665; il y a tout lieu de penser qu'une grande partie des métaux dont le commerce a enrichi la Nation, a

été employée à cet usage, ce qui a diminué l'accroissement de la quantité des especes. La fonte de vaisselle portée aux Hôtels des Monnoies en 1759, a remis dans la circulation, & a converti en especes une partie considérable de matieres, dont le commerce étoit privé; cette opération a rassemblé des sommes assez considérables dans quelques mains & a fait augmenter un peu le nombre des *prêteurs*, d'autant plus que la crainte qui s'est emparée de tous les esprits, à l'occasion des Lettres-Patentes de 1759, & de l'invitation de porter la vaisselle à la monnoie, en a fait fondre chez les Orfevres une quantité au moins égale à celle qu'on a portée aux Hôtels des monnoies. Il y a tout lieu de croire que le public a acquis par cette opération un fonds d'environ cinquante millions d'especes monnoyées circulantes depuis cette époque. L'effet s'en fait ressentir, par la facilité avec laquelle le Clergé emprunte dans le moment présent les douze millions qui lui sont demandés par le Roi, ce qu'on ne devoit pas espérer, attendu le peu d'intervalle qui s'est écoulé depuis les préliminaires de la paix, signés au mois d'Octobre 1762.

Les affaires extraordinaires de finance qui ont eu lieu en France depuis 1665, les prêts faits au Roi par les financiers, leurs gains considérables, & enfin la grande quantité de vaisselle & de bijoux fabriqués

depuis cette époque, me paroiſſent être les cauſes néceſſaires qui ont ſoutenu l'intérêt de l'argent dans ce Royaume, malgré la grande augmentation de ſon commerce, & la quantité de métaux que ce même commerce y a attiré depuis un ſiecle. Il eſt très-vraiſemblable que le commerce de la France ſe ſoutenant, & prenant des accroiſſements proportionnés à celui de ſes voiſins, l'intérêt de l'argent y baiſſera de lui-même, & que les *prêteurs* ſe trouvant en tout temps plus nombreux que les *emprunteurs*, il y aura néceſſairement une diminution dans le prix de l'intérêt. Tous les Auteurs politiques s'accordent à dire que ce moment fortuné ne peut être trop accéléré; qu'il ſera l'époque de la puiſſance du Royaume, & le vœu de la nation paroît demander une loi qui fixe l'intérêt de l'argent à un taux au deſſous de celui où il eſt préſentement.

Cette opération a été tentée à deux fois différentes, depuis la mort de Louis XIV. L'intérêt de l'argent a été fixé au denier 50 en 1720, porté au denier 30 en 1724, & enfin rétabli au denier 20 en 1725. La fixation au denier 50 ne pouvoit pas ſubſiſter long-temps; elle étoit la ſuite des opérations forcées du ſyſtême, & trop onéreuſe aux propriétaires des rentes, dont le revenu ſe trouvoit diminué de plus de moitié. Cette fixation a pu être néceſſaire

jusqu'en 1724, pour soutenir les effets royaux, dont ceux qui avoient été traités le plus favorablement avoient été réduits au denier 40, & il étoit juste, après un temps de troubles & de révolutions dans les finances, & lorsque la fortune de tous les citoyens se trouvoit assurée, de remettre plus d'égalité entre les propriétaires des terres, & les possesseurs d'argent, & c'est sur ces principes que l'intérêt fut fixé en 1724 au denier 30, & qu'une somme principale de 20000 livres ne pouvoit rapporter légitimement que 666 livres 13 sols 4 den. Cette fixation d'intérêt au denier 30, ordonnée par la Déclaration de 1724, a pu paroître, avec raison, susceptible de quelques inconvénients. Le propriétaire des terres étoit traité trop favorablement par comparaison au rentier; & quoique la partie *rentiere* de l'Etat doive être la moins ménagée, il est nécessaire cependant, comme le remarque M. de Montesquieu, de la protéger, & de ne pas donner à la partie *débitrice* trop d'avantages sur elle; mais les Ministres qui étoient pour lors à la tête du Gouvernement paroissent avoir fait une faute irréparable, en reprenant l'ancienne fixation de M. Colbert; ils n'ont pas fait attention que ce grand Ministre n'avoit laissé qu'un intervalle de 31 ans entre la fixation du denier 18, & celle du denier 20 qu'il avoit établie, & que s'étant écoulé

60 ans, depuis la fixation de M. Colbert, & le commerce ayant fait des progrès immenſes, en conſéquence des établiſſements de ce grand Miniſtre, il étoit néceſſaire de profiter de ſon exemple, & de procurer à la nation tout l'avantage d'une diminution d'intérêt, dont le commerce, la claſſe induſtrieuſe du peuple, & les propriétaires des terres auroient profité, au grand avantage du Royaume. La partie *rentiere*, trop en ſouffrance par les réductions de 1720 & de 1724, a été trop favoriſée par le rétabliſſement du denier 20, ordonné par la Déclaration de 1725; le denier 25 étoit celui que les circonſtances où l'on ſe trouvoit alors ſembloient demander. La proportion étoit gardée avec les réductions précédentes, qui s'étoient faites ſucceſſivement & par gradation; le commerce du Royaume en auroit tiré les plus grands avantages, les propriétaires des terres auroient vu accroître leurs revenus, & l'Etat auroit épargné le quart des intérêts qu'il eſt obligé de payer préſentement pour les arrérages des ſommes que trois guerres conſécutives ont forcé le Roi d'emprunter.







ESSAI SUR LES IMPOTS.

LES personnes qu'on désigne en Angleterre sous le nom de *Gens d'affaires & de moyens*, & qu'on appelle *Financiers* en France, établissent pour maxime *que les nouveaux impôts, bien-loin de ruiner les peuples, sont une source de richesses pour eux; & que chaque augmentation du fardeau public, augmente dans la même proportion l'industrie de la nation.*

Cette maxime, susceptible par elle-même des plus grands abus, est d'autant plus dangereuse, qu'on ne peut s'empêcher d'en reconnoître en grande partie la vérité, & de convenir qu'en la restraignant dans des bornes raisonnables, elle est fondée sur la raison & sur l'expérience.

Il semble, à la premiere vue, que les impôts établis sur les denrées dont le peuple fait usage, nécessitent les pauvres à diminuer leur dépense, ou à augmenter le prix de leurs journées & de leur travail; mais

l'expérience apprend que les ouvriers forcés par l'augmentation des impôts, à devenir plus laborieux & plus induſtrieux, ſont en état de les payer, ſans exiger une plus forte rétribution pour le prix de leur travail. Il eſt même certain que lorſque les impôts ſont modérés, qu'on les établit ſucceſſivement, & ſans affecter les néceſſités de la vie, ils contribuent ſouvent à exciter l'induſtrie d'une nation, & à lui procurer des richeſſes, que ſa ſituation, le climat, & la nature du ſol ſembloient lui refuſer. On peut obſerver, en effet, que les peuples les plus commerçants ont été dans tous les temps renfermés dans un territoire de peu d'étendue, & qu'ils n'ont pu devenir riches & puiſſants, qu'en ſurmontant les différents obſtacles que la nature leur oppoſoit. Tyr, Athenes, Carthage, Rhodes, Gênes, Veniſe, la Hollande ſont des exemples frappants de la vérité de cette obſervation. L'Hiſtoire Ancienne ne fait aucune mention de peuples commerçants & induſtrieux, établis dans des pays auſſi fertiles & d'une auſſi grande étendue que la Flandre, l'Angleterre, & la Hollande. La ſituation des Flamands, & des Anglois ſur les bords de la mer, ainſi que la néceſſité où ils ſe ſont trouvés d'aller chercher dans des régions éloignées ce que le climat leur refuſoit, ont ſans doute forcé ces nations modernes à ſe livrer au commerce. Le

François, peuple également spirituel & entreprenant, ne s'y est appliqué que long-temps après, & par une espece de réflexion sur les grandes richesses que la navigation & l'industrie avoient attirées chez ses voisins.

Les pays dont Cicéron fait mention, comme étant les plus commerçants de son temps, sont Alexandrie, Colchos, Tyr, Sidon, Andros, Chypre, la Pamphilie, la Licie, Rhodes, Chios, Bizance, Lesbos, Smyrne, Milet, Coos. Tous ces pays, à l'exception d'Alexandrie, n'étoient que de petites isles, ou des cantons renfermés dans des limites très-étroites, & cette ville étoit redevable de tout son commerce à l'avantage de sa situation.

Puisque l'industrie & le commerce sont florissants dans les pays où les peuples sont obligés de se procurer des ressources contre les intempéries du climat, & la stérilité de la terre, il y a tout lieu de croire que dans les cantons plus favorisés par la nature, les impôts & les charges publiques peuvent produire le même effet. Le Chevalier Guillaume Temple n'attribue l'industrie des Hollandois, qu'à la nécessité résultante des désavantages de leur pays, & il en fait une comparaison frappante avec l'Irlande. *Dans ce pays*, dit-il, *l'étendue & la fertilité du sol, & le petit nombre d'habitants rendent toutes les nécessités de la*

vie à si bon marché, que deux jours de travail suffisent à un homme, pour lui faire gagner de quoi se nourrir tout le reste de la semaine; & c'est la véritable cause de la nonchalance & de la paresse dont sont accusés, avec raison, les habitants de ce Royaume. Les hommes, ajoute cet Ecrivain, *sont naturellement portés à préférer le repos au travail, & ne se livrent à ce dernier que lorsqu'ils y sont contraints. Le travail est cependant nécessaire à leur santé & à leur bonheur, ils ne peuvent même le quitter lorsque la nécessité leur en a fait contracter l'habitude.* Le passage du travail journalier au repos leur est peut-être même plus difficile à supporter, que celui du repos habituel au travail. L'Auteur confirme cette maxime par l'énumération des lieux où le commerce a été plus florissant, dans les temps anciens & modernes; & il observe que les peuples commerçants ont été resserrés dans tous les temps, dans un espace de terrein dont le sol & le climat forçoient les habitants à se livrer à l'industrie.

On peut également remarquer que dans les années de disette, c'est-à-dire, dans le temps où les grains ont une valeur au dessus de l'année commune, (car je ne parle pas des temps malheureux de famine,) les pauvres sont plus laborieux, plus occupés, & se procurent avec plus de facilité les nécessités de la vie, que dans les années de grande abondance, où ils s'abandonnent

à l'oisiveté, & à la débauche. Beaucoup de fabricants m'ont assuré que dans l'année 1740, lorsque le pain & toutes les nécessités de la vie étoient d'une valeur considérable, non seulement leurs ouvriers subsisterent aisément, mais qu'ils gagnerent assez pour payer les dettes qu'ils avoient contractées dans les années précédentes, où toutes les denrées étoient beaucoup moins cheres.

Je ne prétends pas être l'apologiste de toutes les taxes & de tous les impôts, je conviens au contraire que, semblables à l'extrême nécessité, ils détruisent l'industrie, & réduisent le peuple au désespoir, lorsqu'ils sont exorbitants; j'avoue même qu'avant que de produire ces funestes effets, ils augmentent la valeur de toutes les denrées & de toutes les marchandises, ainsi que le prix de la main-d'œuvre. Le Législateur prudent, & animé du desir de faire le bien de son peuple, ne doit jamais perdre de vue le degré où l'accroissement des impôts cesse d'être avantageux à l'industrie de la nation, & lui devient préjudiciable; mais comme il n'est que trop ordinaire de s'en écarter, il est fort à craindre que les impôts ne se multiplient à un tel point dans tous les Etats de l'Europe, qu'ils n'y anéantissent à la fin toute espece d'industrie; l'excès sera la seule cause de ce malheur, s'il arrive jamais, & il n'en sera pas moins

vrai

vrai que les impôts modérés, & répartis avec égalité, peuvent contribuer au progrès de l'induſtrie.

Le choix des impôts ne peut jamais être indifférent ; il eſt au contraire de la plus grande conſéquence pour le bonheur & la puiſſance d'une nation ; ceux qui ſe levent ſur les marchandiſes de luxe ſont préférables à tous les autres, & lorſqu'ils ſont inſuffiſants, on doit y aſſujettir les marchandiſes & les denrées de néceſſité. Le peuple, quoique forcé de ſe ſoumettre à ces impoſitions, ne les paie que volontairement, parce qu'il eſt le maître d'en acheter une moindre quantité; il a d'ailleurs dans cette forme d'impoſition, l'avantage de les acquitter inſenſiblement & par parties; il s'en apperçoit même à peine au bout de quelque temps, parce qu'il confond l'impôt avec le prix de la marchandiſe & de la denrée, dont la valeur eſt compoſée en partie du droit payé ſur la conſommation. Ces ſortes d'impôts ne ſeroient accompagnés d'aucun inconvénient, ſi la levée en pouvoit être faite ſans frais, ou du moins avec auſſi peu de dépenſe que pour ceux établis ſur les propriétés. Ces derniers, quoique levés avec très-peu de frais, ſont plus onéreux au peuple, & moins avantageux au Prince que les premiers, & les Etats ne ſont obligés d'y avoir recours, que pour ſuppléer au défaut

des autres, dont il eſt très-intéreſſant d'éviter l'excès.

Les impôts arbitraires ſont, de tous, les plus préjudiciables à une nation; leur répartition ne peut jamais être égale & proportionnée aux facultés des contribuables, & devient une eſpece de *punition* de l'induſtrie; le peuple cherche à les éviter, en cachant ſes richeſſes, & en vivant dans la pauvreté; ils ſont plus à charge par leur inévitable inégalité, que par leur poids, & il eſt ſurprenant de les voir établis chez des peuples policés.

Les impôts perſonnels ſont, par leur nature, dangereux; dans la ſuppoſition même que la répartition en pût être égale & proportionnée, par la facilité qu'ont les Souverains d'ajouter peu à peu à la premiere ſomme, & de la rendre avec le temps exceſſive & inſupportable. Les droits impoſés ſur la conſommation des denrées, & des marchandiſes, ne peuvent jamais être expoſés au même danger, parce que la conſommation diminue, à meſure que l'impôt s'accroît au deſſus de la proportion raiſonnable, & le revenu du Prince diminue, par la raiſon qu'il a trop augmenté les droits ſur la conſommation, dont le principal avantage conſiſte en ce qu'ils ne peuvent jamais devenir exceſſifs & ruineux pour une nation.

Le changement introduit par Conſtantin

dans les finances, fut une des principales causes de la chûte de l'Empire Romain. Ce Prince établit une capitation générale pour tenir lieu des dîmes, des douanes, & des excises, qui formoient précédemment le revenu de l'Empire. Les peuples de toutes les provinces furent si excessivement opprimés par les exactions des Receveurs publics qu'ils allerent au-devant des Armées victorieuses des nations barbares, & se mirent sous la protection de Conquérants, qui, ayant peu de nécessités & encore moins d'industrie, offroient aux vaincus un gouvernement préférable à la tyrannie rafinée des Romains.

On croit communément que les impôts de quelque nature qu'ils puissent être & sous quelque forme qu'ils soient levés, retombent toujours sur le propriétaire de la terre, qui en est le seul & véritable débiteur, & que tous les autres contribuables ne font qu'avancer les sommes dont ils sont remboursés par ces propriétaires. Il est heureux que cette opinion prévale en Angleterre, où les propriétaires sont en même temps législateurs; elle peut contribuer à les empêcher de perdre de vue les intérêts du commerce & de l'industrie; mais j'avoue que ce principe, avancé par un célebre écrivain, me paroît si contraire à la raison, qu'une autorité

d'aussi grand poids étoit néçessaire pour le faire adopter. En effet, les hommes sont continuellement occupés du soin de se délivrer des charges communes à tous, pour les rejetter sur les autres; mais comme ce desir & cette volonté sont dans tous les cœurs, & que chacun se tient, pour ainsi dire, sur la défensive, il n'est pas vraisemblable que dans cette espece de combat les uns l'emportent entiérement sur les autres, & que le propriétaire soit la victime de la partie industrieuse de la nation. On remarque, en effet, si on y fait attention, que dans la société les commerçants & les propriétaires des terres font des efforts mutuels les uns contre les autres. Les premiers ne travaillent que pour jouir de la récompense de leurs peines, en acquérant un bien solide, c'est-à-dire, pour placer en fonds de terre les profits de leur commerce, ce qu'ils ne peuvent obtenir qu'en dépossédant les anciens propriétaires. Ceux-ci cherchent à s'en garantir, & ils y parviennent en ne dépensant que leurs revenus, & en évitant de contracter des engagements & des dettes, qu'ils ne pourroient acquitter que par la vente de leurs terres. Ils ont la même habileté par rapport aux impots, ils cherchent également à s'en garantir, ou du moins à ne les pas supporter seuls, & à

en partager le fardeau avec les commerçants (*).

Je ne puis finir cet essai sans faire remarquer au lecteur que les loix politiques, toujours rédigées dans la vue de remédier à un abus particulier, ou de rendre plus inviolable une regle de police, sont ordinairement suivis d'effets entiérement opposés aux principes qui les ont fait établir. Il en est de même en matiere d'impositions. Personne n'ignore que le Grand Seigneur jouit dans toute l'étendue de ses vastes Etats, d'un pouvoir absolu & sans bornes sur la vie & les biens de ses sujets; & ces mêmes sujets, servilement soumis à l'autorité despotique de leur Souverain, regardent comme une loi fondamentale de leur gouvernement, qu'ils ne peuvent être assujettis à de nouveaux impôts, & que le Prince doit se contenter de ceux qui ont été en usage de tout temps dans son Empire. Les Turcs ont résisté à leurs Souverains toutes les fois qu'ils ont tenté d'enfreindre cette loi, dictée par un peuple, qui cesse d'être esclave dans cette seule circonstance; & plusieurs Sultans ont

(*) *Note de l'Auteur.*

Les Négociants, dont l'objet est de faire fortune, ne sont pas occupés du desir d'être propriétaires de tels ou tels fonds de terre; mais ils n'amassent des richesses que dans le projet de réaliser leur argent, & de se procurer des propriétés. Ils ne peuvent les acheter qu'en dépouillant l'ancien propriétaire.

...

éprouvé en différentes occasions les tristes effets de leur avarice. On s'imagineroit qu'un peuple nourri & élevé dans cette opinion & dans ce préjugé, devroit être celui de l'univers le plus à l'abri de l'oppression; il est cependant certain qu'il en est tout autrement; le Sultan qui n'a aucun moyen régulier d'accroître ses revenus, permet aux Bachas, & aux Gouverneurs qu'il envoie dans les provinces, d'y opprimer & d'y vexer les peuples. Il ne les rappelle que lorsqu'ils se sont enrichis des dépouilles de ses sujets. Alors, sous l'apparence de les punir de leurs injustices & de leurs déprédations, il les condamne à mort, pour s'enrichir lui-même par la confiscation de leurs richesses. Si le Sultan pouvoit, à l'exemple des Princes de l'Europe, lever de nouveaux impôts, dans les cas où les besoins de l'Etat l'exigent, l'intérêt du Souverain seroit inséparable de celui des sujets, & il ne leur demanderoit que des impôts modérés; il sentiroit alors que les impositions excessives sont également préjudiciables au Prince & à l'Etat. Les peuples de cet Empire reconnoîtroient bientôt aussi qu'il leur seroit plus avantageux de fournir à leur Souverain un secours de dix millions levés par imposition générale, que de lui laisser prendre un million d'une maniere aussi inégale & aussi arbitraire.

REFLEXIONS DU TRADUCTEUR.

ON ne peut s'empêcher de reconnoître la justesse des observations de M. Hume. Les impôts, quelque multipliés qu'ils aient été en Europe depuis un siecle, n'ont mis aucune entrave à l'industrie, qui s'est accrue au contraire, au grand avantage du commerce général. L'or & l'argent du Nouveau Monde y ont contribué sans doute, en répandant plus d'especes dans la circulation, & en mettant les contribuables plus en état de satisfaire aux impositions demandées par les Souverains. Dans tous les temps les peuples se sont élevés contre les impôts, & ne se sont soumis qu'avec peine, soit dans les Monarchies, soit dans les Républiques, aux taxes nouvelles qui leur étoient imposées. On ne peut douter cependant que les Souverains & les Administrateurs des Etats ne se portent qu'à la derniere extrêmité à la levée de nouveaux impôts. L'or & l'argent levés sur les contribuables ne restent pas en dépôt entre les mains des Trésoriers; & dans le systême présent de l'Europe, les nouveaux impôts, bien-loin d'augmenter les richesses des Souverains & des Etats, ne sont pas même suffisants pour acquitter les dettes contractées dans les temps de nécessité. En effet,

toutes les taxes imposées en France depuis cent ans, ont pour origine les dettes dont nos Rois se sont rendu successivement débiteurs, pour soutenir les guerres dont l'Europe a été agitée; & toutes les fois qu'on a augmenté les impôts ou établi de nouvelles taxes, le Gouvernement y a joint des retranchements dans les dépenses, & des réformes dans l'administration. Louis XV, beaucoup plus riche que son Prédécesseur, seroit hors d'état de dépenser en bâtiments, en fêtes, & en somptuosités, les mêmes sommes que Louis XIV y a employées dans les années brillantes de sa vie. Tout l'argent que les nouveaux impôts font entrer dans ses coffres, en ressort aussitôt pour payer les capitaux, & les intérêts des sommes prêtées à l'Etat depuis 1688; & on peut dire avec vérité que c'est moins le Roi qui leve les nouveaux impôts sur ses peuples, que la partie créanciere de ses sujets, dont les avances ne peuvent être remboursées que par la classe industrieuse & les propriétaires des terres.

Lorsqu'il s'agit d'établir un nouvel impôt, ou de lever une nouvelle taxe, le Roi est dans la triste nécessité ou de manquer aux engagements les plus légitimes, ou d'augmenter les charges de tous ses sujets; dans cette affligeante alternative la partie créanciere obtient la préférence, avec d'autant plus de raison, qu'elle a fait

les avances à la décharge de la classe industrieuse, & à celle des propriétaires des terres, auxquels on auroit demandé dans les temps de nécessité par la voie des impôts, les mêmes sommes que les rentiers ont prêtées au Souverain; d'ailleurs il ne peut y avoir aucune comparaison entre la perte résultante d'une cessation de paiement qui ruine des familles entieres, & une augmentation d'impôts déjà établis, & qui se répartissent en grande partie sur les créanciers de l'Etat, dont les propriétés & les objets de consommation ne sont pas exempts. Non seulement la justice réclame en faveur des créanciers de l'Etat, dans la triste nécessité de ne les pas payer, ou de mettre de nouveux impôts; mais on doit observer que le produit de ces mêmes impôts ne reste pas entre les mains du Prince pour y être resserré. Il est au contraire répandu sur le champ & employé à rembourser des capitaux, ou à payer des arrérages de rentes. La dépense journaliere de ceux qui reçoivent du Prince les sommes qui leur sont dues, les fait aussi-tôt reverser entre les mains des propriétaires des terres, & des ouvriers; & je crois qu'on peut soutenir avec raison que les dettes de l'Etat contribuent très-sensiblement à l'activité de la circulation de l'argent, dont l'effet est de vivifier tous les canaux où il passe. S'il étoit possible

de ſuppoſer que les dettes du Royaume puſſent être rembourſées toutes à la fois, & que les créanciers de l'Etat fuſſent payés dans le même moment de 2 milliards 500 millions qui leur ſont dus,& qu'ils ont prêtés au Roi en différents temps; il eſt certain que le Royaume ne ſeroit ni plus riche, ni plus pauvre qu'il l'étoit dans l'inſtant précédent; mais la circulation ſeroit totalement arrêtée, les provinces n'auroient plus de débouchés de leurs denrées & de leurs marchandiſes; les vins de Champagne & de Bourgogne reſteroient dans les celliers des vignerons, les fabricants d'étoffes ceſſeroient de travailler, l'argent diſparoitroit des provinces, & la capitale ellemême en ſeroit privée pour long-temps; le Roi & ſon peuple ſeroient pauvres durant pluſieurs années, les provinces & la capitale hors d'état de payer la moitié des impoſitions qui y ſont levées dans l'état préſent, & une pauvreté générale ſe répandroit dans tous les ordres des citoyens. Une chaîne inviſible, & formée par le Créateur, lie enſemble toutes les parties d'un Etat, & les fait correſpondre mutuellement; une ſeule ne peut ſouffrir, ſans que les autres ne s'en reſſentent; elles ſe tiennent réciproquement & ont des dépendances mutuelles, inviſibles, mais démontrées par l'expérience.

Ce ſeroit donc une calamité générale

dans la France, si d'un moment à l'autre elle se trouvoit libérée de ce fardeau immense de dettes sous lequel elle paroît gémir, & qui est la source fatale des impôts. Cette calamité cependant ne seroit que passagere & momentanée. Semblable à la grêle, elle ravageroit la campagne & les villes; mais après un espace de quelques années, la circulation reviendroit, & ranimeroit les différentes classes des citoyens; le mal ne se feroit sentir que dans l'intervalle, qui paroîtroit également long & affligeant; les peuples regretteroient plus d'une fois le spectacle envié des créanciers de l'Etat, dont les dépenses soutiennent la circulation, & contribuent à l'aisance générale.

On peut remarquer, en effet, que les impôts, quelque multipliés qu'ils soient, n'ont pas empêché l'accroissement du luxe & de la dépense dans tous les ordres de l'Etat; l'un & l'autre sont portés, au contraire, à un point dont nos peres n'avoient pas même l'idée. Les propriétaires des terres sont moins riches, mais leurs fermiers sont mieux habillés qu'autrefois, & les artisans des villes & de la campagne ont plus d'aisance que n'en avoient leurs peres; les négociants & les fabricants font des fortunes moins rapides & moins considérables, que ceux du regne de Louis XIII, & de Louis XIV; mais leur nombre

eſt quadruple de ce qu'il étoit il y a cent ans. Les offices de judicature ſont diminués de valeur, & les Magiſtrats d'aujourd'hui ſeroient hors d'Etat d'acquérir des charges ſans revenu, au même prix que les acquéroient leurs ancêtres, qui y employoient la moitié de leur patrimoine : mais au lieu des mules dont ſe ſervoient leurs peres pour aller au Palais, ils y ſont conduits dans des voitures commodes & brillantes; les diamants ſont la parure ordinaire de leurs femmes, & les meubles les plus ſomptueux ornent leurs habitations, tant à la ville qu'à la campagne ; tout ſe reſſent de l'aiſance & des richeſſes de la nation; les impôts, bien-loin de les avoir altérées, ſemblent les avoir accrues, par la raiſon que les ſommes qu'ils fourniſſent au Prince ne reſtent pas dans ſes coffres, mais lui ſervent à payer ſes créanciers, qui les reverſent à leur tour dans tous les ordres du peuple, au grand avantage de la circulation.

Ces reflexions paroiſſent prouver qu'il eſt de toute vérité que les impôts en eux-mêmes, tant qu'ils ne ſont pas arbitraires, & que l'augmentation en eſt ſucceſſive, ne peuvent être la ruine d'un Etat : les peuples ne ſont écraſés que par la forme de leur perception, & non par leur maſſe. C'eſt le ſentiment de M. Hume, & la France en eſt une preuve bien convain-

cante. En effet, malgré la grande augmentation des impoſitions levées depuis quatre-vingts ans, la nation a fait dans le même eſpace de temps des progrès ſurprenants dans le commerce, & les peuples ſe procurent plus facilement aujourd'hui les néceſſités & les commodités de la vie. Ce qu'on doit attribuer, 1°. au changement de valeur de la monnoie; 2°. à la forme des impôts nouvellement établis.

Les changements ſurvenus dans la valeur des monnoies ont diminué les anciens impôts, dans une Proportion relative à l'augmentation des eſpeces. La richeſſe ne conſiſte pas dans la quantité plus ou moins grande des livres numéraires, dont les paiements ſont compoſés; mais dans le poids & la quantité d'or & d'argent, qui conſtitue les paiements. Depuis 1680 juſqu'en 1690 le marc d'argent fin monnoyé n'a valu que 28 liv. 13 ſols 8 den. il eſt en 1765 de la valeur de 54 liv. 6 ſols 6 den. $\frac{6}{11}$; par conſéquent un paiement de 300000 liv. ne pouvoit ſe faire en 1680 qu'avec 523 marcs d'argent, & il n'en faut plus que 276 pour payer la même ſomme en 1765. Si le recouvrement total des impoſitions payées en 1765 étoit le même qu'en 1680, & ſi le gouvernement n'avoit pas établi depuis cette époque de nouveaux droits, le Roi ſeroit certainement bien moins riche préſentement qu'il ne l'étoit pour lors; mais

quelques impositions ont été augmentées en livres numéraires, & on en a établi plusieurs qui n'existoient pas il y a 80 ans. Le détail succinct que je me propose de mettre sous les yeux du Lecteur, en lui présentant le tableau des impositions les plus importantes, lui prouvera que le haussement des monnoies a été avantageux au peuple, & que la classe des sujets qui méritent le plus de faveur, c'est-à-dire, les habitants de la campagne, les cultivateurs, & les ouvriers, sont traités à tous égards, bien plus favorablement qu'ils ne l'étoient il y a près d'un siecle.

1°. On voit dans les recherches & les considérations sur les finances, *Tome III. page* 280, que la taille imposée dans les pays d'Election en 1683, montoit à 35 millions, le marc d'argent fin valant alors, comme on vient de l'observer, 28 livres 13 sols 8 den. le montant de la taille imposée dans les mêmes pays d'Election en 1765, est de 46 millions; & elle auroit dû être portée à 66177000 liv. si la proportion de la valeur des monnoies avoit été conservée, ce qui forme en faveur des habitants taillables du Royaume une diminution réelle de plus de 20 millions.

Il est vrai qu'en 1683, la capitation n'étoit pas encore établie, & que les taillables paient la plus grande partie de cette imposition; mais il faut observer que le

recouvrement entier de la capitation imposée en 1765 sur tous les pays d'Election, est de 26 millions, dont il y en a au moins 8 payés par les villes exemptes de tailles, les Nobles, les Privilégiés, les Secretaires du Roi, les Officiers de sa Maison, les Trésoriers de France, les Magistrats, &c. toutes personnes que leur naissance ou leurs emplois exemptent de taille. Il résulte évidemment de ce calcul que malgré l'établissement de la capitation, les taillables, c'est-à-dire, les habitants de la campagne, paient réellement en 1765 moins de taille que leurs prédécesseurs n'en payoient en 1683.

2°. Les droits levés sur le sel ont été de tout temps regardés comme une imposition extrêmement onéreuse, principalement aux habitants de la campagne. Mais ce changement dans la valeur des monnoies a procuré à cet égard un soulagement encore plus sensible que par rapport à la taille. En effet, l'Ordonnance de 1680 fixe la valeur du minot de sel vendu dans le grenier de Paris, à 41 livres. Le marc d'argent fin valant alors 28 livres 13 sols, la même mesure de sel ne se vend en 1765, malgré toutes les augmentations de droits, de sols pour livre, &c. que 57 liv. 16 sols, au lieu de 77 liv. 14 sols que le peuple seroit obligé de la payer, si sa valeur avoit été augmentée dans la

proportion de celle des monnoies; & cette différence opére en faveur du contribuable une diminution réelle d'un quart sur l'imposition. Le prix du sel est également fixé par l'Ordonnance de 1680, dans tous les greniers, soit de vente volontaire, soit d'imposition forcée, compris dans l'étendue des grandes gabelles; la différence du prix entre les greniers est très-peu considérable, & les augmentations successives qui ont eu lieu depuis 1680, ont été les mêmes dans tous les greniers des grandes gabelles, d'où il résulte que toute cette partie du Royaume paie effectivement en 1765, par rapport à cette nature d'imposition, un quart moins qu'en 1680, ce qui est d'autant plus heureux, que cette imposition est forcée dans un grand nombre de greniers, & que la répartition ne s'en fait pas toujours avec l'exactitude & la proportion qui seroient à desirer. Le peuple dont l'imposition est à cet égard diminuée d'un quart, a été en état d'augmenter sa consommation de sel. En effet, les personnes instruites de la distribution qui s'en fait dans les greniers, n'ignorent pas qu'elle est accrue de plus d'un tiers depuis 1680, ce qui a réparé avec avantage le tort que le Roi s'étoit fait à lui-même en haussant la valeur des monnoies. Le Prince reçoit présentement, au moyen de l'accroissement de la consommation, plus de marcs d'or
&

& d'argent qu'en 1680, & chaque contribuable lui en fournit une plus petite quantité, pour avoir la même mesure qui lui étoit vendue en 1680, un quart plus cher qu'il ne l'achete aujourd'hui.

3°. Les Droits de détail sur le Vin & sur les autres besoins qui forment la principale partie de la Ferme des Aydes, tombent entiérement sur le petit Peuple, que la médiocrité de ses facultés met hors d'état de faire des provisions, & qui est forcé par sa pauvreté même, de payer plus que les riches, parce qu'il est obligé d'aller chercher sa boisson chez les Détaillants. Les Droits de détail dans les Villages & autres Lieux non sujets aux droits d'entrée, ont été fixés par l'Ordonnance de 1680, dans la Généralité de Paris, à 6 l. 15 s. par muid de vin *vendu à Pot*, ce qui revenoit pour lors dans la proportion actuelle de la monnoie à 12 l. 15 s; cependant malgré les différentes augmentations de droits, les sols pour livre &c, ce même muid de vin ne paie en 1765, que 9 liv. 1 s. 6 d. ce qui fait une diminution réelle d'un peu plus du tiers; il est arrivé par rapport à cette imposition ce qu'on vient d'observer sur les Gabelles; la consommation du Peuple a été plus grande à proportion de la diminution du Droit, & toutes les nouvelles plantations de vignes le prouvent incontestablement. La perte que le Roi peut avoir éprou-

vée sur les Droits de détails par le haussement des monnoies, n'a pas été seulement réparée par l'accroissement de la consommation, mais son revenu a été considérablement augmenté par les nouveaux Droits imposés sur le Vin & sur le Pied-fourché à leur entrée dans Paris, & dans les principales Villes du Royaume. En effet, par la même Ordonnance de 1680, un muid de Vin entrant par eau dans la Ville de Paris a été assujetti à payer 18 l. pour tous les Droits d'entrée, ce qui revenoit à 34 liv. 2 s. de la monnoie actuelle ; on est obligé en 1765 de payer 51 l. 19 s. pour l'entrée de ce même muid de vin, & par conséquent plus de moitié en sus de ce qu'il en coûtoit en 1680. Il en est de même par rapport au Pied-fourché ; tous ces Droits d'entrée sur un Bœuf entrant dans la Ville de Paris, ont été fixés par l'Ordonnance de 1680 à 3 l. 4 s. ce qui revenoit pour lors à 6 l. 1 s. de la monnoie actuelle ; ce même Bœuf paie en 1765, 15 l. 8 s. ce qui fait une augmentation du double & d'une moitié en sus; mais cette augmentation considérable, qu'ont produit les entrées de Paris dans les revenus du Roi, ne fait aucun préjudice aux Habitants de la campagne, ils ont au contraire été soulagés par une diminution réelle sur les sommes qu'ils payoient en Taille, & en droits d'Aides & de Gabelles ; & il me

paroît démontré que l'augmentation de la valeur des Monnoies a été avantageuse au petit Peuple du Royaume, dont les Charges ont été réellement diminuées depuis 1680.

Le revenu du Roi est cependant considérablement augmenté depuis cette époque ; il y a été forcé pour subvenir à la défense de son Royaume, & pour s'acquitter des arrérages de Rentes que les circonstances l'ont forcé de créer. La vente exclusive du Tabac, les nouveaux droits d'entrée sur les objets de consommation des villes & principalement de Paris, l'imposition des deux Vingtiemes, forment principalement l'augmentation des revenus du Roi; mais 1°. Les Vingtiemes ne tombent en aucune façon sur le Peuple, ils ne sont payés que par les Propriétaires, la perception n'en est pas arbitraire, on ne paie qu'à proportion de son revenu, & la partie industrieuse du Peuple, les Cultivateurs, les Ouvriers n'en ressentent pas le fardeau. 2°. Le Tabac n'est pas une denrée de nécessité, & la consommation en est absolument volontaire; le petit Peuple & les Habitants de la Campagne consomment en général peu de tabac, ce sont les personnes riches & aisées, & principalement les Habitants des villes qui en font usage, & s'il étoit possible de distinguer, dans les Bureaux où s'en fait la distribution, la quantité qui s'en consomme dans

les villes, de celle qui est enlevée par les seuls Habitants de la Campagne, on auroit la preuve que ceux des villes achetent plus des trois quarts de la totalité du Tabac que vendent les Fermiers Généraux.

3°. Les Droits d'entrée dans les Villes, & principalement à Paris, ont été indispensablement nécessaires pour en rendre le séjour plus dispendieux, & pour retenir les Cultivateurs à la campagne; ce sont d'ailleurs les Habitants aisés de toutes conditions qui remplissent les villes; il est juste que ce soit principalement sur eux que retombent les Charges de l'Etat; le Gouvernement ne pourroit donc adopter de forme plus équitable que celle qu'il a choisie pour établir les nouvelles impositions que les circonstances ont exigées depuis 1680. Le petit Peuple, les Habitants de la campagne n'y sont pas assujettis; ils ont au contraire profité du haussement de la valeur des Monnoies, & malgré l'augmentation de la masse des Impôts & l'accroissement des revenus du Roi, ils sont réellement moins chargés d'impositions qu'ils ne l'étoient en 1680; les Propriétaires, les Personnes riches sont les seuls qui supportent le poids des nouveaux Impots, & il en résulte une nouvelle source de circulation, qui donne à la partie industrieuse & laborieuse de la Nation, de nouvelles facilités pour subsister, & se procurer les nécessités & les commodités de la vie.



ESSAI
SUR
LE CRÉDIT PUBLIC.

LES Peuples de l'antiquité plus sages & plus prudents que les modernes, profitoient des temps de paix & de tranquillité pour former le trésor public, & le remplir des sommes dont ils prévoyoient avoir besoin un jour, soit pour attaquer leurs ennemis, soit pour se défendre contre leurs invasions; ils ne connoissoient pas la ressource des Impôts extraordinaires, & n'avoient pas même l'idée des Emprunts publics dont les Nations de l'Europe font un usage si fréquent. L'Histoire ancienne fait mention des sommes immenses amassées par les Athéniens, les Ptolomées & les autres successeurs d'Alexandre; & les Lacédémoniens eux-mêmes, ce Peuple si renommé par sa pauvreté & sa frugalité possédoit, au rapport de Platon, un trésor public où l'État pouvoit prendre des sommes considérables dans les temps de nécessité & de calamité. Arian & Plutarque

ſont le détail des richeſſes immenſes dont Alexandre devint poſſeſſeur par la conquête de Suze & d'Ecbatane, & dont une partie avoit été miſe en réſerve dès le temps de Cyrus. Il faut ignorer entiérement l'Hiſtoire Grecque pour n'avoir pas entendu parler des tréſors de Philippe & de Perſée Rois de Macédoine, & l'Hiſtoire ſainte nous inſtruit également de ceux d'Ezéchias & de quelques autres Rois des Juifs. Les anciennes Républiques des Gaules poſſédoient auſſi un tréſor public, & le Peuple romain avoit des Officiers prépoſés à ſa conſervation. Enfin, les Empereurs les plus ſages, tels qu'Auguſte, Tibere, Veſpaſien, Sévere &c. mirent en réſerve des ſommes conſidérables pour s'en ſervir dans le beſoin, & dans le cas de quelque circonſtance imprévue. Les Peuples modernes au contraire s'accordent tous à engager les revenus publics ; ils ne doutent pas que leur poſtérité ne jouiſſe d'une paix inaltérable, qu'elle ne ſoit aſſez heureuſe, & aſſez riche pour acquitter les dettes contractées par la génération précédente ; & comme ils ont devant les yeux l'exemple que leurs Peres leur ont tranſmis, ils ont une confiance égale dans leurs deſcendants, qui plutôt par néceſſité que par choix, ſont forcés à leur tour de ſe repoſer également ſur la foi d'une nouvelle génération. Quoique quelques Nations aient

été aſſez heureuſes & aſſez économes pour acquitter durant la Paix les dettes contractées pendant la guerre, il n'en ſeroit pas moins déraiſonnable de préférer l'uſage des Peuples modernes à celui de l'antiquité. Les anciens étoient ſans contredit plus prudents.

Les Ecrivains qui ont voulu juſtifier les Peuples modernes, prétendent qu'on ne doit pas appliquer à l'adminiſtration politique des maximes d'économie, dont la vérité n'eſt inconteſtable, que par rapport à la conduite que doivent tenir les particuliers dans la régie de leurs affaires, & que les richeſſes d'un citoyen, quelque grandes qu'on les ſuppoſe, ne peuvent jamais être miſes en comparaiſon avec celles des Etats. Je ſoutiens au contraire, que cette différence n'eſt pas aſſez grande pour qu'on puiſſe adopter des maximes ſi oppoſées dans leur adminiſtration. Si les richeſſes des Etats ſont incomparablement plus grandes, leurs dépenſes néceſſaires y ſont proportionnées, leurs reſſources quelque nombreuſes qu'elles puiſſent être ont des bornes, & comme la durée de leur exiſtence ne peut être comparée à celle d'un particulier, & même d'une famille, ceux qui ſont à la tête du Gouvernement ne doivent adopter que des principes grands, durables, nobles & propres à maintenir la puiſſance publique durant une longue ſuite

de ſiecles. Les hommes ſont forcés quelquefois par l'enchaînement d'événements ſinguliers, & par une eſpece de fatalité, à s'abandonner à la fortune & au haſard; mais tout homme, qui dès les premieres années de ſa vie s'eſt conduit ſans prudence & ſans réflexions, & qui n'a eu que le haſard pour guide de ſes actions, ne peut s'en prendre qu'à lui-même de ſes malheurs, & n'en peut accuſer que ſa propre imprudence. Je conviens que les tréſors publics peuvent être quelquefois nuiſibles aux Etats, parce qu'ils donnent aux Souverains & à leurs Miniſtres des facilités pour entreprendre des expéditions imprudentes & qu'ils peuvent leur faire négliger la diſcipline militaire, par trop de confiance dans leurs richeſſes; mais les dangers réſultants de l'aliénation des revenus publics, ſont encore plus certains & plus inévitables. La pauvreté, l'impuiſſance & l'aſſujettiſſement à des Puiſſances étrangeres en ſeront la conſéquence néceſſaire & infaillible.

La Guerre eſt accompagnée chez les modernes de tous les genres de deſtruction, perte d'hommes, augmentation d'impôts, diminution de commerce, diſſipation d'argent, pillage ſur terre & ſur mer. Dans l'antiquité au contraire, comme les dépenſes militaires étoient priſes ſur le tréſor public, la Guerre rendoit les eſpeces d'or & d'argent plus communes. L'induſtrie

en étoit encouragée, & l'augmentation des richesses circulantes étoit une espece de dédommagement des malheurs qui en sont la suite inévitable. Des gens d'esprit ont cependant soutenu de nos jours que les dettes publiques, en ne les considérant qu'en elles-mêmes, & indépendamment de la nécessité qui les avoit fait contracter, étoient avantageuses aux Etats, & que même en temps de paix la création des rentes & des impôts pour les acquitter, étoit le moyen le plus sûr d'augmenter le commerce & les richesses des Nations. Des principes aussi déraisonnables & aussi absurdes ne devoient être mis que dans la classe des éloges de la folie, & de la fievre, ainsi que des panégyriques de Busiris, & de Néron, ou autres jeux d'esprit composés par des Auteurs qui ont voulu amuser leurs contemporains; mais contre toute vraisemblance, ils ont été adoptés & soutenus par un de nos plus grands Ministres; & par un parti tout entier. Les Ecrits publiés pour soutenir un paradoxe, qui n'étoit pas même spécieux, ne pouvoient sans doute régler la conduite d'un homme aussi sensé que Milord Orford; mais ils ont servi du moins à lui conserver des Partisans & à jeter de l'incertitude dans l'esprit de la Nation.

Je vais mettre sous les yeux du Lecteur les différents effets des Dettes publiques,

tant par rapport à l'administration intérieure d'un Etat, que par rapport aux affaires étrangeres, & leur influence sur le Commerce, l'Industrie, la Guerre & les Négotiations.

Les Ecrivains politiques parlent fréquemment de la *circulation*, & cette expression a été adoptée par les Auteurs François, ce mot est selon eux *la pierre de touche* de toute administration politique, & ils le regardent comme une explication claire & le point décisif de tous leurs raisonnements. J'avoue que je n'ai pu jusqu'à présent découvrir la signification de cette expression en matiere d'impôts & d'emprunts publics, quoique je n'aie cessé de la chercher depuis que j'ai commencé à réfléchir. Je ne puis concevoir, en effet, l'avantage que peut procurer à une nation le passage continuel de l'argent d'une main dans une autre; & il m'est impossible de comparer la circulation des denrées & des marchandises, avec celle des billets de l'Echiquier & des actions de la Compagnie des Indes. L'industrie est sans doute animée, lorsque le négociant enleve les marchandises du manufacturier aussi-tôt qu'elles sont fabriquées; lorsque le détailleur s'en fournit sur le champ chez le négociant, & lorsque le consommateur les achete promptement du détaillant; ces différents achats réciproques, prompts &

multipliés, encouragent le manufacturier, le négociant, & le détailleur, à acheter & à fabriquer une plus grande quantité de marchandises, & à en perfectionner la qualité. Je sens qu'une circulation de cette espece ne peut être arrêtée sans danger, que dès qu'elle cesse, toutes les mains industrieuses de l'Etat sont engourdies & ne produisent plus ce qui est utile aux citoyens; mais *la galerie du Change* ne fournit aucune espece de productions & ne donne lieu qu'à la consommation *du caffé, des plumes, de l'encre, & du papier. Le Change*, & tous ceux qui le fréquentent, pourroient être ensevelis sous les eaux de la mer, sans qu'on s'apperçût d'aucune perte, & d'aucune diminution dans le commerce, ni dans la production de quelque espece de marchandises ou de denrées que ce puisse être.

Quoique le mot *circulation*, n'ait jamais été expliqué par ceux qui insistent le plus sur les avantages qui en résultent, il faut convenir cependant que les dettes nationales présentent une apparence d'utilité. Le mal est dans ce monde toujours accompagné de quelque bien; & c'est ce que je me propose d'expliquer, pour qu'on puisse en juger d'une maniere sûre & certaine.

Les effets publics sont devenus parmi nous *une espece* de monnoie, & sont reçus

dans les paiements à un prix courant, comme l'or & l'argent. Les dépenses nécessaires pour toute entreprise utile & avantageuse, n'empêchent pas qu'il ne se trouve assez de bras pour y travailler, & tout négociant riche peut se livrer au commerce le plus étendu, parce qu'il a des fonds suffisants pour faire face aux engagements qu'il est obligé de contracter. Les billets de banque, les actions des Indes, & tous les autres papiers publics, dispensent les négociants de conserver en nature & dans leurs coffres de grosses sommes d'argent; ces effets leur en tiennent lieu, parce qu'un quart d'heure leur suffit pour les vendre, & en recevoir la valeur en argent comptant, ou pour les engager à un Banquier. D'ailleurs ces effets, qui donnent au propriétaire un revenu annuel, ne sont pas infructueux au négociant, tant qu'ils restent dans son portefeuille; en un mot, nos dettes nationales fournissent aux commerçants une espece de monnoie qui se multiplie continuellement entre leurs mains, & leur donne un gain certain, indépendant de celui de leur commerce.

Il se trouve en Angleterre, ainsi que dans tous les Etats commerçants, & débiteurs de rentes & d'effets portant intérêt, une classe d'hommes dont la fortune est partagée en fonds de commerce & en rentes. Ces citoyens, moitié commerçants

& moitié rentiers, ne font qu'un commerce peu étendu, & se contentent de profits médiocres, parce que le commerce n'est pas leur seule & principale ressource, & qu'ils en ont une plus assurée pour eux & leur famille, dans les revenus publics. Si l'Etat n'étoit pas débiteur d'effets portant intérêt, les riches négocians ne pourroient réaliser & mettre leur fortune à l'abri de tout danger, qu'en achetant des terres, & les terres ne peuvent jamais leur être aussi avantageuses que les fonds publics. En effet, toute propriété de terres exige des soins & des voyages, & partage le temps & l'attention d'un négociant. Il lui est impossible dans le cas d'une spéculation avantageuse, ou d'un malheur imprévu, de convertir des fonds de terre en argent, avec la même facilité que les papiers portant intérêts, dont l'Etat est débiteur. D'ailleurs la possession des terres change bientôt le citoyen en *campagnard*, tant par les plaisirs simples & tranquilles qu'elle lui procure, que par l'autorité qu'elle lui donne sur les cultivateurs. Il y a donc tout lieu de penser que les Etats débiteurs de fonds publics, renfermeront toujours plus de riches négocians que les autres, & que les peres de famille, enrichis par le commerce, y seront moins exposés au desir de quitter cette profession. Il faut avouer, en effet, que le commerce

peut dans ce cas devenir plus floriſſant par la diminution des profits, la promptitude de la circulation, & l'encouragement de l'induſtrie (*).

Je viens d'expoſer tous les avantages que les dettes publiques peuvent procurer au commerce, & à une nation; mais ſi on les compare aux inconvénients qui en ſont inſéparables dans l'adminiſtration intérieure de l'Etat, il n'y aura plus de comparaiſon entre le bien & le mal qui en réſultent.

1°. Il eſt certain que les ſommes immenſes levées dans les provinces, pour payer les arrérages des rentes nationales, attirent dans la capitale une grande affluence d'habitants & de richeſſes; & je ne doute pas que les grands avantages des négociants de Londres, ſur ceux des autres parties du Royaume, n'y contribuent beaucoup. Il eſt peut-être de l'intérêt public que la ville de Londres perde quelques-uns des avantages qui ont contribué à un agrandiſſement, qui paroît s'accroître tous les

(*) *Note de l'Auteur.*

J'obſerverai à ce ſujet, ſans interrompre le fil du diſcours, que la multiplicité de nos dettes publiques contribue à baiſſer l'intérêt de l'argent dont le Gouvernement doit diminuer le taux dans la proportion où le nombre des prêteurs devient plus grand. Ce raiſonnement eſt contraire à la premiere apparence & à l'opinion commune, mais il eſt fondé ſur l'influence des profits du commerce, ſur le prix de l'intérêt.

jours, & dont on peut craindre les conséquences. La ville de Londres est à la vérité si heureusement située, que son excessive grandeur a moins d'inconvénients, qu'il n'en pourroit résulter d'une plus petite capitale dans un plus grand Royaume; je conviens aussi qu'il y a plus de différence entre la valeur des denrées & des nécessités de la vie, achetées à Paris ou en Languedoc, qu'il n'y en a entre Londres & le Comté de Yorkshire, & que la proportion y est mieux observée. Je ne puis cependant m'empêcher de soutenir que la *tête* n'a pas de proportion avec le *corps*.

2°. Les fonds publics sont une sorte de papiers de crédit, & ont par conséquent tous les inconvénients de cette espece de monnoie; ils écartent l'or & l'argent des principales branches du commerce, bornent les espaces à la circulation commune, & augmentent la valeur de la main-d'œuvre & des denrées.

3°. Les impôts établis pour payer les arrérages des dettes nationales, découragent l'industrie, augmentent le prix de la main-d'œuvre, & réduisent les pauvres à la mendicité.

4°. Comme les Etrangers sont partie des créanciers de l'Etat, ils nous rendent en quelque façon leurs tributaires; & il pourroit arriver des circonstances où ils nous enleveroient notre peuple & notre industrie.

5°. La plus grande partie des fonds publics sont entre les mains de citoyens oisifs, qui ne vivent que de leur revenu; ils deviennent par conséquent la récompense de la paresse & de l'oisiveté.

Tout Lecteur dépourvu de préjugés conviendra sans doute, à la vue du tableau que je viens de lui présenter, que les dettes nationales font un préjudice réel au commerce & à l'industrie ; mais ce préjudice est encore bien inférieur à celui qu'en ressent l'Etat, considéré comme corps politique, & existant dans la société des nations, avec lesquelles il doit traiter, tant en guerre qu'en paix. Le mal est, sous ce point de vue, pur & sans mêlange de bien; aucun avantage ne peut dédommager des inconvénients, & ce mal est de sa nature le plus important de tous.

Il n'est pas douteux que dans tout Etat débiteur de sommes considérables & empruntées à intérêt, ce sont les sujets eux-mêmes qui en sont les principaux créanciers, & que le surplus de la nation renferme les débiteurs. Il est également vrai que la partie débitrice s'acquitte envers la partie créanciere, en se privant annuellement d'une portion de son revenu, qui passe entre les mains des rentiers. De ces deux propositions, évidentes par elles-mêmes, on en conclud communément que les dettes d'un Etat ne peuvent jamais contribuer

à

à sa foiblesse dans l'ordre politique; que tout leur effet est de transporter l'argent de la main droite dans la main gauche; ce qui n'augmente & ne diminue la richesse de personne. Ces raisonnements & ces spécieuses comparaisons ne peuvent être adoptés que par ceux qui jugent sans réflexions & sans principes. Je pourrois leur soutenir, en employant le même raisonnement & la même comparaison, qu'un Souverain peut exiger de ses sujets les impôts les plus excessifs, sans crainte de les ruiner, & que l'Etat sera toujours également riche & puissant. Cette proposition seroit absurde & extravagante, parce qu'il est nécessaire dans toute société, de garder des proportions, entre la partie industrieuse & la partie oisive; mais cette proportion si essentielle à la conservation du Corps politique ne subsistera plus, lorsque tous les impôts existants actuellement, se trouvant aliénés & hypothéqués aux Créanciers de l'Etat, le Gouvernement sera obligé alors pour la défense commune d'en établir de nouveaux, ou d'augmenter les anciens, & la masse en sera si considérable & si excessive qu'elle entraînera la ruine & la destruction de la Nation.

Tous les Peuples ont des impôts, dont la perception est facile & est analogue aux mœurs & aux usages des Habitants, & ils sont levés communément sur les denrées,

dont la consommation est la plus ordinaire; les droits d'excise établis sur le Malt & sur la Biere produisent au Gouvernement d'Angleterre un revenu considérable, parce que l'opération du brassage est difficile, & ne peut être secrete, & que la consommation de la Biere n'est pas d'une nécessité assez absolue, pour que le petit Peuple soit vexé par l'augmentation de sa valeur. Si les Créanciers de l'Etat absorboient le produit entier de ces Droits, & s'ils étoient uniquement affectés au paiement des Dettes nationales, il seroit indispensable d'établir une nouvelle imposition; mais il est aisé de prévoir les difficultés que le Peuple y opposeroit; les rigueurs qu'on seroit obligé de mettre en usage, pour le contraindre au paiement, & le désespoir auquel il seroit réduit.

Tout le monde convient que les droits établis sur les Propriétés sont d'un recouvrement difficile, & qu'ils sont levés avec moins d'égalité & de proportion, que ceux qui sont imposés sur les consommations. Ce seroit donc un grand malheur pour la Nation, si après avoir porté ces derniers au plus haut degré où ils puissent monter, on étoit obligé d'avoir recours aux impôts, dont l'établissement & la perception aggravent encore la charge des Contribuables. Dans cette supposition les Propriétaires des terres ne seront plus que les intendants

& les fermiers du Public. Et il feroit fort à craindre que dans ce cas ils ne miffent en ufage tous les tours d'adreffe, que ces fortes de gens favent employer pour tromper leurs maîtres, & que la Société ne fût remplie de trouble & de confufion. Eft-il poffible d'affurer encore à la vue de tous ces maux qu'une Nation peut, fans inconvénients, ne mettre aucunes bornes à fes Dettes, & que l'Angleterre conferveroit toute fa force & toute fa puiffance politique, dans le cas même où elle ajouteroit aux différentes efpeces d'impofitions déjà établies, une nouvelle taxe de 12 à 15 Schellings par livre fur tous les revenus des terres. Ce ne feroit plus le fimple tranfport de l'argent d'une main dans une autre, tous les états feroient confondus, la ruine & la défolation feroient générales, & la Nation entiere feroit bouleverfée.

Les Théologiens reprochent aux hommes leur indifférence fur l'obfervation de préceptes dont ils connoiffent cependant toute l'importance & toute la néceffité. Les Politiques font dans le même cas que les Théologiens par rapport aux Dettes publiques. Les Propriétaires des rentes n'ignorent pas que les Miniftres actuels ou leurs fucceffeurs n'auront jamais un fyftême d'économie affez févere & affez fuivi pour amortir la plus grande partie de

nos Dettes; & que les affaires de l'Europe ne leur donneront jamais le temps de pouvoir exécuter leur projet (*). Cette indifférence sur un évenement qui intéresse notre fortune, seroit moins extraordinaire, si nous étions tous bons Chrétiens, entiérement résignés aux ordres de la Providence, & détachés des biens de ce monde; les Rentiers le prévoient, & y paroissent résignés; mais ce sentiment qui a l'apparence du plus grand désintéressement, n'est fondé que sur une longue habitude de jouir du moment présent, & sur l'espérance qu'il n'y aura que la postérité de malheureuse. Ils ont prévu dès le premier emprunt, que les Dettes publiques seroient portées au point où elles sont présentement, & ils ne peuvent se dissimuler quelle en sera la conséquence. Il faut en effet, ou que la Nation détruise le crédit public, ou que le crédit public détruise la Nation. Il est impossible que l'un de ces deux événe-

(*) *Note de l'Auteur.*

Dans les temps de paix & de tranquillité, les seuls où il soit possible d'amortir les dettes par des remboursements, les rentiers ne consentent pas à recevoir des fractions de capitaux dont ils sont embarrassés de faire emploi, & les propriétaires des terres s'opposent à la continuation des impôts nécessaires pour les remboursements; le Ministre voudra-t-il suivre un plan désagréable à tout le monde, qui n'aura l'approbation que d'une postérité qu'il ne verra jamais, & d'un très-petit nombre de contemporains raisonnables, hors d'état de lui procurer le suffrage du plus petit bourg du Royaume. Il n'est pas vraisemblable que nous ayions jamais un Ministre si mauvais politique, il ne s'en est pas encore trouvé jusqu'à présent, & leur habileté a été jusques-là.

ments n'arrive, & on en ſera convaincu toutes les fois qu'on réfléchira attentivement aux Dettes énormes que l'Angleterre a contractées, & au peu de précautions qui ont été priſes pour les éteindre.

Le Plan propoſé il y a 30 ans par M. Hutchinſon, Citoyen très-eſtimable, pour amortir toutes nos Dettes, fut approuvé par quelques perſonnes de bon ſens; mais fut trouvé par le plus grand nombre impraticable dans l'exécution. M. Hutchinſon prétendoit que le Public n'étoit pas débiteur de la Dette nationale, que chaque particulier en devoit une part proportionnelle, & qu'il la payoit réellement au moyen des impôts auxquels il étoit aſſujetti; enſorte que la ſomme payée par chaque Citoyen dans la contribution des charges publiques, ne pouvoit être regardée que comme ſa part proportionnelle dans les intérêts dus aux Créanciers, & dans les frais de recouvrement. Il concluoit de ce raiſonnement qu'il étoit poſſible de rembourſer toutes les Dettes de l'Etat par une contribution équitable, & proportionnée à la valeur de toutes les propriétés, & de libérer en même-temps par un rembourſement général, les fonds de terre & les revenus publics. L'Auteur de ce projet ne faiſoit pas attention que les ouvriers, & les pauvres hors d'état d'acquitter en un ſeul paiement la part dont ils ſont débi-

teurs dans les Dettes publiques, en paient cependant la plus grande partie par leur consommation; d'ailleurs les Commerçants & les Propriétaires d'argent ont toute sorte de facilités pour déguiser ou cacher le véritable état de leur fortune, & les Propriétaires des Biens-fonds, soit en terres, soit en maisons, étant obligés de payer pour tout le reste de la Nation s'éleveroient avec la plus grande force contre une injustice & une oppression dont il n'y a jamais eu d'exemple. On n'a pas tenté de mettre ce projet à exécution, mais il est très-vraisemblable, que lorsque les Dettes nationales seront parvenues à leur dernier période, & lorsque leur masse deviendra destructive de toute espece d'industrie, les faiseurs de projets se feront alors écouter, le Gouvernement effrayé adoptera leurs visions chimériques, & comme le crédit public commencera pour lors à chanceler, le moindre mouvement sera suffisant pour le détruire, ainsi qu'il est arrivé en France en 1720. Je crois en ce cas pouvoir comparer sa chûte à la mort du malade qui périt par l'effet même du remede que lui donne le Médecin (*).

(*) *Note de l'Auteur.*

Quelques Etats voisins mettent en usage un expédient singulier pour diminuer le fardeau des Dettes publiques; les François ont coutume, à l'imitation de ce qui se pratiquoit autrefois à Rome d'augmenter la valeur de la

Il eſt plus vraiſemblable que les Guerres, les défaites, les malheurs, les calamités publiques & peut-être même les conquêtes, & les victoires, ſeront la cauſe néceſſaire de la chûte du crédit public, & forceront les Souverains & les Adminiſtrateurs des Etats à manquer à la Foi nationale. J'avoue que lorſque je vois les Rois & les Etats ſe combattre & ſe diſputer au milieu de leurs Dettes & de leurs Engagements, j'imagine voir une partie de *Quille* dans la boutique d'un marchand de Porcelaine; eſt-il poſſible d'eſpérer que les Souverains épargneront une eſpece de propriété, ſi onéreuſe à eux-mêmes & au Public, lorſqu'ils ont ſi peu d'égards pour la vie & les fonds de terre de leurs ſujets, dont l'utilité eſt ſi grande pour eux & pour le Public. Il viendra un moment où la Guerre forçant à de nouveaux emprunts, perſonne

Monnoie, & le Gouvernement s'en eſt rendu l'uſage ſi familier, que cette opération ne fait aucun tort au crédit public. Tout Edit, portant augmentation de la Monnoie, eſt cependant une diminution forcée des Dettes publiques, & ſous un autre nom, une véritable banqueroute. Les Hollandois diminuent l'intérêt des Rentes, ſans avoir le conſentement de leurs Créanciers, ou ce qui eſt la même choſe, ils taxent arbitrairement les fonds de terre & toutes les eſpeces de propriété. Si nous pouvions adopter l'une de ces deux méthodes, nous ne courrions pas le riſque d'être écraſés par nos Dettes nationales. Et il n'eſt pas impoſſible qu'on en faſſe quelque eſſai lorſque les Dettes ſeront encore augmentées & les temps devenus plus difficiles; mais le Peuple Anglois raiſonne trop bien ſur ce qui le touche, pour n'en pas ſentir la conſéquence. Et un eſſai ſi dangereux feroit tomber tout-a-coup le crédit public.

ne voudra prêter à l'Etat un argent dont le rembourſement lui paroîtra trop incertain, mais dont l'avance peut être indiſpenſable pour faire la campagne. Si dans le même-temps la Nation eſt menacée d'une invaſion, ou ſi le nombre des mécontents eſt aſſez grand, pour lui faire appréhender une révolte dans l'intérieur du Royaume, le Gouvernement ſe trouvera alors dans l'impuiſſance totale de payer les Troupes, de faire les proviſions de vivres & de fourrages, de réparer les Vaiſſeaux & même de contracter des alliances avec les Etrangers. Le Souverain & ſes Miniſtres ne peuvent balancer en pareil cas. La conſervation de ſoi-même eſt un droit que les particuliers ne peuvent perdre; à plus forte raiſon les Sociétés, & nos Miniſtres ſeroient plus imprudents que ceux, qui les premiers ont prêté à l'Etat; ils le ſeroient même encore plus que ceux qui ont continué de placer leur argent dans les Fonds publics, ſi ayant le pouvoir de préſerver la Nation du plus grand danger, ils négligeoient d'en faire uſage. Les impôts engagés aux Créanciers publics, ceſſeront alors d'être employés à leur deſtination; ils ſeront mis au rang des revenus ordinaires de l'Etat, & ſuffiront à la défenſe commune. L'argent deſtiné au paiement de la demi année des rentes, ſera porté dans la caiſſe de l'Echiquier, la

nécessité commande, la crainte presse, la raison exhorte, la pitié seule parle en ce cas en faveur des Rentiers, mais leurs plaintes, & leurs représentations ne seront pas écoutées. Il seroit contre le bien général de leur remettre l'argent qui leur étoit réservé. On l'emploiera sur le champ au service courant, en protestant cependant, de la maniere la plus solemnelle, que le besoin passé, il sera aussi-tôt rendu à sa premiere destination. Ces promesses & ces protestations seront inutiles & superflues, la machine du crédit public, déjà chancelante ne pourra se soutenir contre une secousse aussi violente, elle tombera toute entiere & écrasera sous ses ruines un millier de Citoyens. Je nomme cet événement *la mort naturelle* du crédit public, il me paroît y tendre aussi certainement que tout corps animal tend à sa destruction & à sa dissolution (*).

(*) *Note de l'Auteur.*

Il est si facile de séduire le commun des Hommes, que malgré la grande secousse que recevroit le crédit public en Angleterre par une banqueroute volontaire, il y a cependant toute apparence qu'il reparoîtroit quelques années après aussi florissant qu'auparavant. Les emprunts publics faits en France durant la derniere guerre, ont été à un intérêt plus bas que ceux du regne de Louis XIV, & à aussi bon marché que ceux qu'on a faits en Angleterre, proportion gardée du taux de l'intérêt établi dans les deux Royaumes. Quoique l'expérience du passé ait communément plus de pouvoir sur la conduite des hommes, que ce qu'ils prévoient même avec une espece de certitude; cependant les promesses, les protestations, les

Quelque triſtes que ſoient ces deux événements, on peut en prévoir un troiſieme encore plus malheureux. Dans les deux premiers, mille Citoyens ſont ſacrifiés pour en ſauver un million ; mais nous pouvons craindre de voir le contraire, & qu'un million ne ſoit ſacrifié

apparences ſéduiſantes, & la jouiſſance du moment préſent, ont une influence ſi puiſſante, que peu de gens ont la force d'y réſiſter ; les hommes de tous les ſiecles ont été trompés & le ſeront par les mêmes amorces ; les mêmes tours d'adreſſe ſe répétent ſans ceſſe & les ſéduiſent toujours également. L'affectation de la plus grande popularité & du plus pur Patriotiſme eſt la route qui conduit à la puiſſance & à la tyrannie ; la flatterie précede la trahiſon, & le Clergé même n'eſt peut-être occupé que de ſon intérêt particulier, lorſqu'il ne paroît agir que pour la gloire de Dieu. La crainte de ne pas voir revivre le crédit eſt une chimere inutile à combattre ; un homme prudent en effet prêtera plutôt au Public immédiatement après la banqueroute, que dans le moment préſent. De même qu'on préfere de prêter ſon argent à un frippon opulent, qu'on ne peut même contraindre à payer, plutôt qu'à un honnête-homme ruiné ; par la raiſon que le premier, voulant mettre ordre à ſes affaires, trouve ſon intérêt à ſe libérer, lorſqu'il eſt en état de le faire, ce qui n'eſt pas au pouvoir du dernier ; le raiſonnement de Tacite, vrai dans tous les temps, s'applique très-bien à la matiere préſente. *Sed vulgus ad magnitudinem beneficiorum aderat, ſtultiſſimus quiſque pecuniis mercabatur. Apud ſapientes caſſa habebantur quæ neque dari neque accipi ſalvâ republicâ poterant.*

Le Public eſt un débiteur que perſonne ne peut obliger de payer. Il n'eſt retenu vis-à-vis ſes Créanciers, que par l'intérêt de conſerver ſon crédit. Cet intérêt peut être aiſément contrebalancé par des Dettes énormes & des conjonctures extraordinaires & difficiles ; en ſuppoſant même que le crédit fût perdu pour toujours. D'ailleurs il eſt des cas où la néceſſité préſente, force les États à prendre des partis entiérement contraires à leurs intérêts.

au bonheur momentané de mille Citoyens (*).

Il ſera toujours difficile & dangereux à un Miniſtre dans un Gouvernement tel que le nôtre, d'ouvrir l'avis déſeſpéré d'une banqueroute volontaire. La chambre des Pairs n'eſt à la vérité compoſée que de Propriétaires de terres, & le plus grand nombre des membres de la chambre des Communes eſt dans le même cas. Les uns & les autres ſont par conſéquent peu intéreſſés dans les Fonds publics, mais leurs liaiſons avec les poſſeſſeurs de cette ſorte de bien ſeront toujours aſſez grandes pour les rendre plus attachés à la Foi nationale, que la prudence, la politique &

(*) *Note de l'Auteur.*

Quelques perſonnes inſtruites aſſurent que le nombre des Créanciers publics, tant naturels qu'étrangers, ne monte qu'à 17000, leurs revenus les mettent en état de tenir un rang conſidérable dans le monde; mais dans le cas d'une banqueroute publique, ils deviendroient dans l'inſtant les Citoyens les plus pauvres & les plus malheureux. La fortune & l'autorité de la Nobleſſe & des Propriétaires des terres ont des fondements plus ſolides; & le combat ſeroit bien inégal ſi nous en venions jamais à cette fâcheuſe extrêmité; on ſeroit porté à prévoir cet événement pour un temps aſſez prochain, tel qu'un demi ſiecle, ſi nos Peres n'avoient pas déjà été de mauvais Prophetes en cette matiere, & ſi le crédit public ne s'étoit pas ſoutenu bien au-delà de ce qu'on pouvoit raiſonnablement l'eſpérer. Quand les Aſtrologues de France prédiſoient chaque année la mort d'Henri IV, ce Prince avoit coutume de dire que *ces Coquins auroient à la fin raiſon.* Nous devons donc être aſſez prudents pour ne pas aſſigner de date préciſe à cet événement, & nous contenter d'être aſſurés qu'il arrivera.

même l'exacte justice ne l'exigeroient. Nos ennemis étrangers, ou plutôt notre ennemi, car un seul est redoutable pour nous, sachant qu'un parti désespéré seroit le seul remede à nos maux, aura la politique de nous cacher le danger, & de ne le découvrir que lorsqu'il sera entiérement inévitable. Nos aïeux, nos peres & nous-mêmes avons toujours pensé avec raison, que nous seuls pouvions conserver l'équilibre de la balance du pouvoir en Europe, mais nos enfants, fatigués par la résistance, & retenus par les obstacles, resteront spectateurs de l'oppression & de la conquête de leurs voisins; jusqu'à ce qu'enfin vaincus par leurs Créanciers, bien plutôt que par les armes de leurs ennemis, & dans la crainte de devenir esclaves de leurs Concitoyens, ils appelleront un Peuple étranger à leur secours & s'abandonneront à la discrétion d'un vainqueur moins redoutable pour eux que leurs Créanciers. Ce malheur, s'il arrive jamais, sera *la mort violente* de notre crédit public.

Il est impossible de décider dans quel temps notre crédit public sera détruit, ni des trois causes que je viens de décrire celle qui en occasionnera la ruine. Elles sont également vraisemblables, & le moment n'en est peut-être pas fort éloigné, mais la raison les prévoit aussi clairement, que le permet l'obscurité de l'avenir. Les An-

ciens prétendoient que l'enthousiasme & une espece de *folie divine*, s'il est permis de s'exprimer ainsi, étoient nécessaires pour être Prophete, il est certain cependant, que pour prédire les événements futurs que je viens d'exposer, il suffit d'être dans son bon sens & libre de la folie & de l'illusion populaire.

REFLEXIONS DU TRADUCTEUR.

LEs Réflexions de M. Hume sur la différence de la conduite des Peuples anciens, d'avec celle des modernes, ne me paroissent pas prouver que les uns aient été plus sages & plus prudents que les autres. Tout est relatif aux temps & aux circonstances, ce qui est prudence dans un siecle, peut être témérité dans un autre. Les Peuples de l'antiquité, dépourvus la plupart de commerce & d'industrie, ne possédoient que des richesses réelles, & n'avoient de revenus que les produits de la terre. Tous les Citoyens des villes, ainsi que les Habitants de la campagne devenoient soldats & prenoient les armes pour la défense commune. Sans remonter même aux Grecs & aux Romains, nous savons que Charles VII, est le premier de nos Rois qui ait eu une Milice réglée, sou-

doyée & toujours ſubſiſtante; que juſqu'à ſon regne, les Communes étoient obligées de faire le ſervice militaire; que tous les Seigneurs des Fiefs y étoient pareillement aſſujettis, & que le Ban & l'arriere-Ban convoqués dans la guerre de 1688, ont été les derniers veſtiges de l'ancien uſage du Royaume. Les Peuples & les Princes faiſant la guerre avec des Troupes raſſemblées dans les temps de beſoins, & aſſujetties au ſervice militaire ſans recevoir de paie, n'étoient pas expoſées aux dépenſes énormes que les Guerres modernes entraînent maintenant après elles. Les Soldats conduits par les Seigneurs des Fiefs, ou fournis par les Communes, ſe dédommageoient du défaut de ſolde, par le pillage des terres devenues le Théâtre de la guerre; par le butin fait ſur les ennemis, & par la rançon des Priſonniers. Les Princes raſſembloient donc ſans grands frais ſous leurs Drapeaux un grand nombre de leurs ſujets, attirés par l'eſpoir du pillage. L'artillerie & les munitions de toute eſpece, néceſſaires pour les guerres préſentes, tant de terre que de mer, coûtent des ſommes immenſes dont les anciens Souverains n'avoient pas même l'idée. Les fonds indiſpenſables aujourd'hui pour faire une ſeule campagne, excédent chez toutes les grandes Puiſſances de l'Europe le revenu annuel des Etats & des Souverains;

& il y auroit impoſſibilité de prolonger la Guerre plus d'une année, ſi les Peuples étoient forcés de payer des impôts proportionnés à la dépenſe.

Nous ignorons quels étoient les tréſors amaſſés par quelques Souverains de l'antiquité, & mis en réſerve pour le cas de la guerre; pourroit-on appeller aujourd'hui un tréſor, ce qui ne ſuffiroit pas pour payer les frais d'une ſeule campagne? Or il eſt certain que les Rois ruineroient leurs ſujets, & leur cauſeroient des maux irréparables, s'ils amaſſoient & mettoient à part les ſommes néceſſaires pour la premiere année de la guerre.

La France a dépenſé dans chacune des campagnes de la derniere guerre plus de 200 millions au-delà des revenus ordinaires de ſon Souverain; cependant la totalité des impôts levés depuis 1756, juſqu'en 1763, n'a pas excédé chaque année de plus de 40 millions, ceux qui ont été levés en 1765. Sans le ſecours des emprunts le Roi auroit été forcé d'impoſer chaque année, pendant tout le cours de la guerre plus de 160 millions au-delà de ce que les Peuples ont payé. L'impuiſſance totale d'y ſatisfaire les auroit fait ſuccomber ſous le fardeau, & ils auroient été réduits à ne pouvoir ſe donner les néceſſités de la vie; toute eſpece de commerce & d'induſtrie ſeroit tombée tout-à-coup, & les ennemis profi-

tant de l'épuisement du Royaume, & n'étant pas chargés d'impositions accablantes, parce qu'ils se seroient servis de la ressource des emprunts, n'auroient éprouvé aucune résistance à l'exécution de leurs projets.

Il est donc démontré que les grands Etats de l'Europe ne se peuvent faire la guerre qu'en continuant l'usage pratiqué universellement d'ouvrir des emprunts publics pour subvenir à sa dépense; les sources des Etats sont à cet égard dans une balance, & un équilibre réciproque. Leurs ressources paroissent également épuisées par les Dettes immenses contractées depuis un siecle, & la ruine du crédit public prévue & annoncée par M. Hume pour l'Angleterre, deviendra, si elle arrive jamais, contagieuse pour les autres Etats, & un mal général dans l'Europe. Il paroît cependant impossible que l'Angleterre fasse jamais une banqueroute totale, & qu'il arrive un moment où toutes les Dettes publiques soient annullées. Un pareil événement ne pourroit arriver que par l'invasion subite d'un Ennemi étranger, qui se rendroit maître de l'Isle, & y établiroit un nouvel Empire; l'Usurpateur seroit ou un Prince étranger qui voudroit ajouter de nouveaux Etats à ceux qu'il posséderoit déjà, & dans ce cas les autres Princes de l'Europe y apporteroient des obstacles insurmontables; ou bien

bien l'Usurpateur seroit un sujet rebelle, qui ne pourroit se maintenir dans son usurpation qu'en se soumettant aux Loix du Pays, en augmentant la richesse de l'Etat, & en prenant des mesures propres à soutenir le Commerce & l'Industrie de ses Sujets. Comme la banqueroute totale en seroit la destruction, durant un assez long espace de temps, il seroit bien éloigné d'embrasser un pareil parti. C'est donc une crainte chimérique que celle d'une banqueroute totale. Aucun Prince ni aucune République n'en ont donné jusqu'à présent l'exemple, & il me paroît impossible qu'elle arrive jamais dans aucun Etat de l'Europe.

Si la crainte d'une banqueroute totale me paroît mal fondée, & si les Peuples sont en effet à l'abri de ce malheur, j'avoue que les Etats débiteurs seront toujours exposés à éprouver dans certaines circonstances un grand discrédit, & que la méfiance générale des Peuples & des Créanciers, mettra les Souverains & les Administrateurs des Républiques dans l'impuissance de contracter de nouvelles dettes; ils seront même forcés à manquer à une partie de leurs engagements, à suspendre une partie des paiements, ou à prendre d'autres mesures également contraires à la foi publique; mais les approches du discrédit, annoncé toujours par l'impuissance de nouveaux emprunts, obligeront les Etats

à faire la paix, & à se procurer la tranquillité extérieure par des Traités avec les Puissances étrangeres. La guerre une fois terminée, les Ministres mettront en usage les moyens propres à rétablir le crédit ébranlé, & à ramener la confiance ; or, on ne peut y parvenir que par le retranchement d'une partie des arrérages, l'établissement d'une Caisse de remboursement & la continuation d'une partie des impôts établis durant la guerre. Le retranchement d'une partie des arrérages, & la diminution des impôts doivent être combinés de façon que les revenus de l'Etat soient assez forts pour payer exactement les arrérages conservés, & pour former tous les ans les fonds de la Caisse des remboursements. L'exactitude dans le paiement des arrérages suffit seule en temps de paix pour soutenir le crédit public, lorsqu'il n'a pas été ébranlé ; mais les remboursements, joints au paiement exact des arrérages conservés, le rétabliroient même entiérement, dans l'espace de très-peu d'années, au cas même qu'il eût été anéanti ; la masse des remboursements s'accroissant tous les ans de la partie des arrérages des rentes éteintes, fera monter le crédit public au plus haut point où il ait jamais été, & attirera au Gouvernement une confiance générale. Les rentiers affligés de la diminution d'une partie de leurs revenus se plaindront sans

doute de la mauvaise foi du Gouvernement; les Peuples assujettis à des impôts dont ils étoient persuadés que la Paix les délivreroit, ne s'y soumettront de leur côté qu'avec peine. Mais les profits du commerce, les progrès de l'industrie, fruits de la paix, feront entrer sans cesse de nouvelles richesses dans l'Etat; les impôts ne seront pas assez forts pour priver les peuples de la campagne de l'aisance nécessaire pour la bonne culture, & l'industrie faisant tous les jours de nouveaux progrès, les Propriétaires des terres augmenteront leurs revenus. Les rentiers & les possesseurs d'argent, tous citoyens des villes, seront même bientôt embarrassés de leur argent; ils auront annuellement des sommes considérables à placer, tant à cause des remboursements de leurs capitaux qu'ils seront obligés de recevoir, que par les nouvelles richesses que leur procurera le commerce; ils aimeront mieux acheter des effets publics, que de conserver dans leurs coffres un argent oisif, & ils feront revivre un crédit auquel la secousse précédente paroîtra n'avoir donné que plus de solidité.

La prolongation d'une partie des impôts établis durant la guerre, est sans doute dure & fâcheuse pour les Peuples, & principalement pour les Propriétaires des terres; mais le mal ne peut être comparé à celui qui résulteroit d'une banqueroute;

capable d'engourdir pendant une longue suite d'années l'industrie de la nation, qui arrêteroit tout le commerce, & qui s'opposeroit à la vente répétée de toutes les marchandises & de toutes les denrées, qui est la seule & véritable circulation. De deux maux inévitables, le moindre doit être préféré, & la prolongation des impôts est sans contredit le moins destructeur & le plus supportable.

Les possesseurs d'argent & d'effets publics seront aussi affligés de la réduction des arrérages, que les Propriétaires des terres le peuvent être de la prolongation des impôts ; mais lorsqu'ils réfléchiront qu'ils étoient menacés de la perte totale de leur fortune & que le précipice commençoit déjà à s'ouvrir sous leurs pieds, ils s'estimeront heureux d'être échappés à un danger si pressant, & d'avoir conservé la plus grande partie de leurs revenus.

Les plaintes & les murmures des différents ordres des citoyens ne seront donc que momentanés ; les propriétaires des terres cesseront de se plaindre de la continuation des impôts, lorsqu'ils verront accroître le prix de leurs baux. Le nombre des *Prêteurs* devenant tous les jours supérieur à celui des *Emprunteurs*, les rentiers seront forcés de verser leurs fonds dans le commerce, ou de les employer à des défrichements & à des améliorations de terres.

On travaillera de part & d'autre insensiblement à l'accroissement des richesses de l'Etat, & à l'augmentation du crédit public. Les plaintes des rentiers seroient alors d'autant moins fondées, qu'ils avoient joui durant long-temps d'un revenu plus considérable, & d'une perception bien plus facile que celui des Propriétaires des terres. Ils ne doivent donc jamais oublier que leur revenu a toujours été exempt des impositions; que les malheurs & les besoins de l'Etat ont au contraire contribué à l'accroissement de leur fortune, & que le crédit public a été le fondement de leurs richesses; ils ne peuvent par conséquent, sans injustice, se plaindre d'une opération qui empêche de tarir la source d'où elles sont dérivées.

M. Hume convient que les emprunts publics ont toujours été accompagnés de quelques avantages, dans tous les Etats qui en ont fait usage; & il ne les attribue qu'à la condition de toutes les choses humaines, où le mal ne se trouve jamais sans être accompagné de quelque bien; mais, par la même raison, on pourroit dire que le bien absolu n'existant pas sur la terre, on ne doit pas s'étonner si les emprunts publics sont accompagnés de quelques inconvéniens; il est certain que les Etats qui jouissent d'un grand crédit, & où les emprunts ont été multipliés, sont

[illegible] le commerce est le plus florissant, l'industrie plus active, & les especes d'or & d'argent plus communes. La France, l'Angleterre, la Hollande en sont des preuves sans replique. Peut-on faire quelque comparaison, à cet égard, entre ces trois Etats, & les Républiques des Suisses, où le crédit public est inconnu, & qui sont les Peuples de l'Europe où le commerce & l'industrie ont fait le moins de progrès. La plupart de ces Républiques où les mœurs n'ont pas changé depuis cent ans, n'exigent aucune contribution de leurs sujets; le Gouvernement n'est ni débiteur, ni créancier; mais les Préposés à l'administration engagent leurs compatriotes à prendre parti dans le service des Etats voisins, & à soulager leur pays du soin de leur subsistance.

Les dettes publiques n'ont donc pas été jusqu'à présent la cause de la ruine des Etats, elles n'ont pas même été un obstacle à l'accroissement du commerce & de l'industrie; elles ont à la vérité donné naissance à l'établissement de quelques impôts; mais leur masse a été mesurée avec la force des peuples, & ils ne se sont accrus que dans la proportion de leurs richesses. La charge ne s'en est même fait sentir qu'aux habitants des villes, & aux propriétaires des terres, & la classe industrieuse du peuple en a été exempte. Le

retranchement d'une partie des arrérages est le seul mal véritable que puisse causer la multiplicité des emprunts; mais ce retranchement ne se faisant que successivement, &, pour ainsi dire, insensiblement, dans un temps de paix & de tranquillité, ne peut apporter aucun trouble dans l'Etat, y causer de grands dérangements dans les fortunes particulieres, ni même détruire pour toujours ce même crédit public.

Ce qui s'est passé en France dans les premieres années du regne du Roi, prouve évidemment que le crédit public est plus solide que ne le pense M. Hume. A la mort de Louis XIV le Royaume étoit dans la situation la plus triste, les provinces épuisées, les revenus publics consommés par anticipation, les impôts ordinaires insuffisants pour les charges. Plusieurs projets furent présentés à M. le Régent, pour la libération de l'Etat; celui de la réduction & du retranchement d'une grande partie des arrérages étoit du nombre. Le Prince, dans l'espérance qu'un changement dans la forme de l'administration des finances soutiendroit le crédit, & fourniroit des ressources pour satisfaire aux engagements, ne voulut faire aucune réduction, & approuva le fameux projet de M. Law, dont le résultat a été le renversement total de la fortune d'un

grand nombre de familles, & une réduction de plus de moitié dans les arrérages de toutes les dettes de l'Etat. Cette opération forcée anéantit le crédit public durant pl sieurs années, mais lorsque le *Visa* eut assuré toutes les fortunes particulieres, il parut sortir de sa cendre, & devint successivement, & en peu d'années, plus grand & plus étendu qu'il ne l'avoit jamais été pendant tout le regne de Louis XIV. Le retranchement de la moitié de tous les arrérages des rentes, paroissoit à la mort du Roi une opération violente & impraticable; elle l'étoit en effet, & le Royaume n'a pu la supporter, que parce que les événements du systême l'ont, pour ainsi dire, amenée insensiblement; mais un retranchement peu considérable dans les arrérages des rentes, joint à la prolongation de quelques impôts, est plus conforme aux besoins des différentes classes des citoyens, & n'entraîne pas les fâcheuses conséquences, dont nos peres ont été témoins.

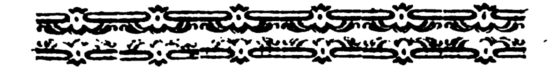
Le retranchement d'une partie des arrérages, & la prolongation de quelques impôts, ne sont pas encore des moyens suffisants pour rétablir en peu de temps le crédit public, & lui donner toute l'étendue dont il est susceptible. Il faut de plus un fonds destiné à l'amortissement d'une partie des dettes; que ce fonds soi

toujours ſubſiſtant, & que l'emploi n'en puiſſe jamais être détourné à aucune autre deſtination. Ce fonds, augmenté tous les ans des intérêts des ſommes rembourſées, aura l'avantage non ſeulement de diminuer la maſſe des dettes, mais encore de répandre dans le public des ſommes conſidérables, d'accroître le nombre des *prêteurs*, & par conſéquent de faire baiſſer l'intérêt de l'argent, opération la plus utile au progrès du commerce; & la plus propre à ſoutenir le crédit public. S'il étoit poſſible d'employer ce fonds d'amortiſſement au rembourſement des ſommes principales dues aux étrangers, par préférence au rembourſement de celles qui ſont dues aux nationaux, l'opération en ſeroit encore plus avantageuſe, attendu que les ſommes payées annuellement aux étrangers, pour les intérêts dont ils ſont créanciers, ſont bien plus onéreuſes à l'Etat que celles qu'on paie aux nationaux. En effet, les créanciers regnicoles ne donnent lieu à aucune exportation d'eſpeces, la quantité en reſte toujours la même dans l'intérieur du Royaume, & ſe trouve toujours également employée dans la circulation; mais les étrangers, créanciers de l'Etat, doivent toucher leurs arrérages dans le lieu de leur domicile; & quoique le paiement leur en ſoit fait en lettres de change, & qu'il n'occaſionne peut-être

aucune exportation réelle d'espéces, dans les temps où le commerce de la France est avantageux, il empêche nécessairement les étrangers de solder les dettes de leur commerce en especes, & il prive le Royaume de la quantité de métaux dont son commerce lui auroit fait faire l'acquisition. Les nationaux verroient sans peine le fonds d'amortissement employé au remboursement des étrangers; chaque créancier public desirant la libération générale, & non pas son remboursement particulier. Les étrangers de leur côté s'empresseroient de prêter, dans le cas de nouveaux besoins, à un débiteur, dont la fidélité à remplir ses engagements seroit aussi sacrée; & ne pouvant trouver dans leur pays qu'un intérêt très-bas de leur argent, ils l'offriroient au Roi à un taux supérieur à celui de leur nation, mais inférieur au taux légal de la France, & procureroient au Roi les moyens de faire une conversion volontaire, dont l'effet seroit le même que celui d'une réduction forcée, mais ne seroit pas accompagné de ces mouvements violents, & de ces coups d'autorité qu'exige souvent la nécessité des circonstances.

La circulation résultante de la quantité des effets publics n'est pas un mot vuide de sens, comme le prétend M. Hume. La circulation des marchandises & des denrées est sans contredit la seule qui soit utile à

un Etat, & il n'eſt pas moins certain que cette circulation conſiſte dans leur prompt débit, & dans leur vente répétée entre les différentes claſſes de l'Etat. Les contrats, les billets, les actions, & les autres effets provenants des emprunts publics, peuvent, ainſi que l'obſerve M. Hume, être facilement convertis par ceux qui les poſſédent, en eſpeces d'or & d'argent; & cette facilité qu'ont les négociants de ſe procurer d'un moment à l'autre des ſommes d'argent conſidérables, anime le commerce & l'induſtrie; l'un & l'autre ne peuvent faire des progrès que lorſque les marchandiſes & les denrées ont un débit prompt & multiplié, & lorſque les cultivateurs, les fabricants, les négociants, & les détaillants ne les gardent pas long-temps entre les mains. Puiſque les effets publics donnent lieu à un plus grand commerce, & qu'ils animent l'induſtrie, il en réſulte néceſſairement qu'ils augmentent la circulation; & ce mot en l'appliquant à ces ſortes d'effets, s'entend auſſi facilement, que la circulation des eſpeces d'or & d'argent, dont le mouvement eſt la vie des Etats commerçants.



ESSAI SUR LA BALANCE DU COMMERCE.

LES nations qui ignorent la nature du commerce & ses effets, sont en usage d'interdire l'exportation des denrées & de toutes les matieres dont la possession est précieuse par leur valeur, leur utilité, & leur rareté. Elles ne considérent pas que ces prohibitions sont absolument contraires à l'objet qu'elles se proposent; que l'exportation d'une denrée en rend la production plus abondante chez le peuple cultivateur, & lui donne par conséquent la facilité d'en être le premier fourni, & à meilleur marché que ses voisins. L'exportation des figues étoit punie comme crime d'Etat par les loix de la République d'Athenes; les Athéniens se réservoient pour eux seuls un fruit qui recevoit une saveur particuliere du climat de l'Attique & qu'ils estimoient trop délicieux pour en faire part aux étrangers. Cette ridicule prohibition étoit exécutée avec tant d'exactitude, que pour désigner

à Athenes les dénonciateurs on se servoit de l'expression de *Sycophantes*, composée de deux mots Grecs qui signifient *figue* & *délateur*. On reconnoît par plusieurs actes anciens du Parlement d'Angleterre la même ignorance de la nature du commerce; & même encore aujourd'hui, malgré les progrès de la France dans la science du commerce, la crainte de la disette y fait presque toujours défendre l'exportation du bled, quoiqu'il soit évident que cette prohibition, contribue plus que l'intempérie des saisons, aux famines fréquentes dont ce fertile pays est affligé (*).

La plupart des Nations ont eu les mêmes frayeurs sur la sortie des especes d'or & d'argent; elles ont craint d'être dépouillées de leurs trésors, & il étoit nécessaire que l'expérience vînt au secours de la raison pour convaincre quelques Peuples que les prohibitions de sortir les especes, ne servent qu'à hausser le prix du change, & en nécessitent une plus grande exportation.

Quelque grossieres & quelque évidentes que soient ces erreurs, les Nations les plus commerçantes entretiennent toujours une jalousie mutuelle sur la balance de leur commerce, & sont réciproquement agitées de la crainte d'être privées un jour,

(*) Depuis que M. Hume a composé cet Essai le commerce du bled a été rendu libre avec les étrangers.

Négociants Irlandois l'importation du vin de France en Angleterre, & que par conséquent dans l'espace de moins de six ans, il n'y auroit plus en Irlande que deux millions sterling d'especes monnoyées. Si ce raisonnement du Docteur n'avoit été une plaisanterie, il y a plus de trente ans que l'Irlande seroit sans or & sans argent; mais quoique cette fausse Prophétie fût propre à faire sentir le peu de cas qu'on devoit faire des prétendus politiques, qui raisonnoient de son temps sur la balance du commerce de l'Irlande, je ne puis douter cependant que leurs fausses opinions n'aient encore des partisans, & que même elles n'en acquierent tous les jours.

Toutes les personnes dont les vues sont peu étendues, ou qui sont prévenues contre le Gouvernement, paroissent toujours appréhender les suites funestes de la balance du commerce qu'elles soutiennent être extrêmement désavantageuse à l'Angleterre. Comme il est impossible de réfuter leurs raisonnements par le détail exact de la quantité & de la valeur des marchandises exportées, qui servent de paiement à celles qui sont importées dans le Royaume, je vais mettre sous les yeux du Lecteur quelques observations qui me paroissent prouver, que tant que l'Angleterre conservera sa population & son industrie, la balance du commerce ne pourra jamais lui être désavantageuse,

désavantageuse, ni entraîner la ruine de l'Etat. Supposons en effet que les quatre cinquiemes de toutes les especes monnoyées existantes présentement en Angleterre disparoissent tout-à-coup, & que le Royaume n'en possede que la même quantité qui y étoit sous les regnes des Henris & des Edouards, & examinons quelle seroit la conséquence de cet événement. Les denrées, la main-d'œuvre, les journées des ouvriers diminueroient sur le champ de valeur dans la même proportion, & tous les objets de commerce se vendroient & s'acheteroient dans l'intérieur du Royaume sur le même pied qu'ils se vendoient & s'achetoient il y a trois siecles. Dans ce cas aucune nation de l'Europe ne pourroit être en concurrence avec nous pour la vente de ses denrées & de ses marchandises dans les marchés étrangers; notre navigation seroit bien moins coûteuse que celle des autres Peuples, & nous gagnerions beaucoup en vendant nos marchandises à un prix fort inférieur à celui auquel ils pourroient vendre les leurs. Cette préférence pour la vente nous mettroit en état d'acquérir en très-peu de temps la quantité d'especes que nous aurions perdue, & nous serions bientôt de *niveau* avec toutes les nations voisines; mais nous ne pourrions parvenir à ce *niveau* sans perdre en même-temps l'avan-

tage du bon marché, & nous trouvant alors au même point où nous étions précédemment par rapport à la quantité des especes, nous cesserions d'en acquérir de nouvelles.

Faisons une supposition contraire, & admettons que la quantité des especes existantes en Angleterre se trouve tout-à-coup quintuplée de ce qu'elle est présentement. Les denrées, les marchandises, les journées des ouvriers augmenteront sur le champ de valeur dans la même proportion, & les nations voisines seront hors d'état d'acheter notre superflu; mais elles s'en dédommageront avec grand avantage, en nous vendant leurs denrées, & leurs marchandises, dont aucune loi ne pourra empêcher l'importation; ce qui fera sortir notre argent jusqu'à ce que nous soyons de *niveau* avec elles, & que nous ayions perdu cette grande supériorité de richesses qui n'aura été désavantageuse qu'à nous-mêmes. Il est évident que les mêmes causes qui réformeroient ces inégalités exorbitantes que nous venons de supposer, doivent les prévenir & les empêcher d'arriver, & conservent chez toutes les nations voisines, la quantité de leurs métaux dans la proportion de leur population & de leur industrie. L'Eau est toujours de niveau, ou tend à s'y mettre; les Naturalistes en donnent pour raison, qu'une

maſſe d'eau s'élevant d'un côté, & ſa peſanteur n'étant plus ſoutenue, cette même maſſe partie, doit tomber jusqu'à ce qu'elle trouve un contrepoids, & que la même cauſe qui rend à l'eau ſon niveau lorſqu'elle l'a perdu, doit toujours l'y maintenir (*).

Les tréſors immenſes que les Eſpagnols ont apportés des Indes ſe ſont répandus dans toute l'Europe, & aucune force humaine n'auroit pu les retenir en Eſpagne. Quel moyen en effet auroit-on pu employer, pour empêcher les habitants de l'autre côté des Pyrénées, de franchir ces montagnes & d'introduire en Eſpagne leurs denrées & leurs marchandiſes, dont la valeur auroit augmenté dans la proportion de la difficulté du tranſport; les Propriétaires de ces marchandiſes & de ces denrées encouragés par un gain immenſe, n'auroient-ils pas ſurmonté toutes les difficultés, que l'avarice des Eſpagnols leur auroit oppoſées? Ce niveau dans lequel il

(*) *Note de l'Auteur.*

Le prix du change contribue à maintenir la balance du Commerce & à l'empêcher de devenir trop préjudiciable à une Nation; lorſque la valeur de nos importations excede de beaucoup celle de nos exportations, le prix du change eſt contre nous, & cette perte lorſqu'elle excede ce qu'il en coûteroit pour le port des eſpeces chez la Nation créanciere, nous oblige à les y tranſporter, car le change ne peut jamais être au deſſus du prix de la voiture.

eſt impoſſible que les eſpeces ne ſoient pas maintenues, & qui les force à ſe répandre hors de l'Etat qui les a acquiſes, explique pourquoi toutes les nations de l'Europe gagnent à préſent dans leur commerce avec l'Eſpagne & le Portugal. Les Souverains de ces deux Royaumes ont deſiré dans tous les temps, que leurs ſujets ne partageaſſent pas avec les étrangers les richeſſes qu'ils avoient acquiſes; mais les Loix qu'ils ont publiées pour en empêcher la ſortie ont été inſuffiſantes, & en quelque maniere impraticables.

Il peut arriver cependant qu'une certaine quantité d'eau ſe maintienne au deſſus de ſon niveau, lorſqu'on lui ôte toute communication avec l'élément qui l'environne. Il peut y avoir également par rapport aux eſpeces d'or & d'argent, des obſtacles phyſiques, qui coupant toute communication d'un Etat avec un autre, laiſſeroient ſubſiſter une très-grande inégalité dans leurs richeſſes réciproques. L'éloignement immenſe où nous ſommes de la Chine, & les privileges excluſifs de nos Compagnies, empêchent que ce *niveau* ne s'étende juſques dans cet Empire, où l'or & l'argent ſont en moins grande abondance qu'en Europe. Cependant malgré les difficultés phyſiques & morales qui s'oppoſent à ce que les eſpeces d'or & d'argent ſoient tranſportées de l'Europe

dans l'Empire de la Chine, on ne peut s'empêcher d'obſerver qu'elles y ſont, pour ainſi dire, entraînées ; en effet, quoique les ouvriers Européens ſurpaſſent beaucoup en adreſſe & en habileté ceux de la Chine, l'Europe perd dans le Commerce qu'elle entretient avec cette partie du monde ; & ſans les retours continuels d'or & d'argent que les Négocians Eſpagnols tirent annuellement de l'Amérique, la maſſe des métaux précieux diminueroit inſenſiblement en Europe, & augmenteroit en Chine, juſqu'à ce que le *niveau* ſe fût établi entre ces deux parties du monde. Il eſt certain que ſi cette induſtrieuſe Nation étoit auſſi près de nous que la Pologne & la Barbarie, la plus grande partie des tréſors des Indes lui ſeroit réſervée. On peut expliquer ce Phénomene ſans avoir recours à l'attraction phyſique ; en effet l'attraction morale qui tire ſon origine des intérêts & des paſſions des hommes, eſt au moins auſſi puiſſante & auſſi certaine.

Les Provinces dont les différents Royaumes ſont compoſés, ne conſervent entre elles leur balance, que par la force de ce même principe ; c'eſt-à-dire, par l'impoſſibilité où eſt l'argent de perdre ſon *niveau*, & la néceſſité qui le maintient toujours dans la proportion du travail & des denrées de chaque Province. Si une longue expérience ne raſſuroit pas ſur les ſommes

considérables que fournissent annuellement les Provinces aux villes capitales, que de tristes réflexions n'auroit-on pas été dans le cas de faire, à la vue des calculs d'un habitant d'Yorkshire. Cet hypocondriaque dans un accès de mélancolie calculoit toutes les sommes que cette Province fournissoit à la ville de Londres, tant pour le paiement des impôts, que pour l'achat des marchandises, & le transport des revenus que les Propriétaires y consommoient au préjudice de la Province, où l'argent ne paroit rentrer qu'en bien moins grande quantité qu'il en sort. Il n'est pas douteux que si l'Heptarchie subsistoit encore, le Gouvernement de chaque Etat seroit continuellement alarmé de la crainte de perdre par la balance du Commerce; & comme il est très-vraisemblable que le voisinage des peuples, auroit nourri & excité la haine qu'ils se seroient portés les uns & les autres, leur jalousie mutuelle les auroit engagés à gêner réciproquement leur commerce & à le charger de taxes & d'impôts. Depuis que la réunion de l'Ecosse & de l'Angleterre n'a fait qu'un peuple de ces deux Nations, on ignore à laquelle des deux la liberté du Commerce a été avantageuse. Si depuis cet événement les Ecossois ont acquis de nouvelles richesses, on ne les peut attribuer qu'à l'augmentation de l'industrie, qui a fait de grands progrès

parmi eux. Avant cette réunion les deux Nations craignoient réciproquement que la liberté du Commerce ne leur fût nuisible, & que leurs voisins ne parvinssent à les dépouiller de leurs anciennes richesses. Le temps seul a pu prouver que ces craintes étoient également mal fondées chez l'un & l'autre Peuple.

Ce qui arrive dans de petits Etats, doit également arriver dans de plus grands. De quelque nature que fussent les Loix romaines, par rapport au Commerce, les Provinces qui composoient l'Empire romain conservoient leur balance entre elles, & avec l'Italie; comme nous voyons présentement cette même balance exister entre les Différents Comtés de la Grande-Bretagne, & les différentes paroisses de chaque Comté. Quiconque voyage en Europe, peut reconnoître par lui-même & par le prix des Denrées, que malgré la fausse jalousie des Princes & des Etats, l'argent s'est maintenu par-tout à son *niveau*, & qu'il n'y a pas plus de différence à cet égard entre les Royaumes, qu'il ne s'en trouve entre les Provinces d'un même Etat. Les hommes vont habiter d'eux-mêmes les lieux situés sur les Rivieres navigables, les ports de Mer, & les Villes capitales. C'est dans ces endroits où les hommes sont rassemblés en plus grand nombre, qu'on trouve plus d'industrie, &

plus de denrées, & par conséquent plus d'argent, mais cette quantité d'argent est toujours en proportion de la population & de l'industrie, & c'est ce qui en maintient le *niveau*.

La France est pour nous un objet perpétuel de jalousie & de haine. Le premier de ces sentiments, n'est fondé que sur de trop bonnes raisons, mais l'un & l'autre ont donné lieu aux barrieres sans nombre que les deux Nations ont opposées mutuellement à leur Commerce réciproque, & dont on nous accuse d'avoir donné l'exemple. Quels avantages en avons-nous retirés? Nous ne vendons plus aux François nos étoffes de laine, & nous allons chercher en Espagne & en Portugal, un vin plus cher & moins agréable que celui dont nous pouvions nous fournir en France. La plupart des Anglois croiroient l'Etat sur le penchant de sa ruine, si les vins françois pouvoient être transportés en Angleterre en assez grande abondance, & y être vendus assez bon marché, pour que le Peuple en fît sa boisson ordinaire, par préférence à la Biere, & aux autres Liqueurs du Pays; mais si on vouloit écarter tout préjugé & raisonner sans passions, il ne seroit pas difficile de prouver que l'Etat n'en recevroit aucun préjudice, & qu'il en retireroit peut-être quelque avantage. En effet, les François assurés d'un

plus grand débit de leurs Vins, changeroient leur culture, & planteroient de nouvelles vignes pour fournir à la consommation de l'Angleterre ; ils seroient alors forcés de recourir à nous pour avoir du Bled, dont la production seroit moins abondante chez eux, & nous aurions l'avantage de leur vendre la denrée de premiere nécessité. Le Roi de France a rendu plusieurs Arrêts pour défendre les nouvelles plantations de vignes, & il a même ordonné de les arracher, preuve certaine que la culture du Bled, a dans cet Etat la préférence sur celle de toute autre espece de denrées.

Le Maréchal de Vauban fait connoître dans plusieurs endroits de ses Ecrits, le préjudice que causent au Languedoc, à la Guienne & aux Provinces méridionales de France, les droits auxquels les Vins de ces Pays sont assujettis, lorsqu'ils sont transportés en Bretagne & en Normandie ; quoiqu'il propose au Gouvernement de France d'accorder une entiere liberté de commerce & de délivrer ces Provinces des entraves sous lesquelles elles gémissoient. Il ne pensoit pas sans doute que cette liberté pût faire pencher en leur faveur la balance du Commerce, au préjudice de la Normandie & de la Bretagne. Il est évident qu'une navigation un peu plus longue ne rendroit pas les Vins du

Languedoc plus chers en Angleterre qu'ils le sont en Bretagne, ou dans ce cas les denrées d'Angleterre transportées en Languedoc, augmenteroient de valeur dans la même proportion.

Je conviens cependant qu'on peut employer deux moyens pour maintenir l'argent au dessus ou au dessous de son *niveau*, mais en les examinant attentivement il est facile de reconnoître qu'ils sont la conséquence du principe précédemment établi, & qu'ils lui donnent même une nouvelle force.

Les Banques, les Actions, & les Papiers de crédit, tous établissements modernes, adoptés par les Anglois avec une espece de frénésie, sont le seul moyen que je croie propre à tenir l'argent au dessous de son *niveau*. Le papier devient par ces établissements équivalent aux especes, il circule dans toutes les parties de l'Etat, augmente la valeur de la main-d'œuvre & des denrées, supplée à l'or & à l'argent, fait disparoître une partie de ces précieux métaux, & empêche que leur quantité n'en augmente. La plupart de nos raisonnements sur cette matiere sont faux & contraires à la raison; tout particulier qui a l'avantage de doubler ses fonds en devient incontestablement plus riche; nous nous imaginons qu'il en seroit de même de l'Etat, si tous les sujets pouvoient

parvenir à doubler leurs richesses ; nous ne faisons pas réflexion que dans ce cas, la valeur de toutes les denrées augmenteroit dans la même proportion, & que par conséquent cet accroissement général des richesses n'apporteroit aucun changement dans l'inégalité des fortunes. Un grand fonds d'argent ne nous est avantageux que dans nos Négociations avec les étrangers, & comme notre papier n'a de valeur que dans l'intérieur du Royaume, il a pour nous les inconvénients qui sont la suite nécessaire d'une grande abondance d'argent, & ne nous procure aucun des avantages qui peuvent l'accompagner.

Supposons que l'Angleterre possede 18 millions sterling en especes, & qu'il circule dans le Royaume pour 12 millions de papier, on doit conclure de cette supposition que l'Etat peut posséder une richesse réelle de 30 millions. La Grande-Bretagne posséderoit en effet cette somme, en especes d'or & d'argent, si nos papiers de nouvelle création n'avoient pas été un obstacle à l'entrée de ces métaux. On me demandera sans doute quel pays nous auroit fourni cette somme ? Je répondrai à cette question, que nous l'aurions été chercher dans tous les Royaumes du monde connu. En effet, en supprimant les 12 millions de papier, l'argent existant en Angleterre sera de beaucoup au dessous

de ſon *niveau*, par comparaiſon avec la quantité exiſtante dans les Etats voiſins, & il en refluera néceſſairement une partie parmi nous juſqu'à ce que le *niveau* ſoit établi entre toutes les nations voiſines, & que ſa trop grande abondance le faſſe, par la même raiſon, échapper de nos mains. Le ſoin qu'ont eu les politiques modernes de remplir tous les portefeuilles *d'actions*, *de billets de banque*, & de *papier d'échiquier*, ſemble être une ſuite de la crainte qu'ils ont eue que la nation ne ſe trouvât un jour accablée ſous le poids de l'or & de l'argent.

Le Royaume de France poſſede une très-grande quantité d'eſpeces, & il en eſt principalement redevable au petit nombre de papiers de crédit qui ont cours dans ce puiſſant Etat. Aucune banque publique n'y eſt établie; les lettres de change y ſont moins communes qu'en Angleterre; tout prêt d'argent, dont le principal n'eſt pas aliéné, y eſt regardé comme uſuraire. Faute de débouchés de leur argent, les François ſont obligés d'en garder une grande partie en caiſſe, & c'eſt par cette raiſon que les ſimples particuliers de ce Royaume poſſédent une grande quantité de vaiſſelle d'argent, & que leurs Egliſes ſont remplies d'argenterie. C'eſt à la réunion de ces différentes circonſtances qu'on doit attribuer le bon marché des denrées

& de la main-d'œuvre, dont le prix eſt plus bas en France que chez d'autres peuples qui poſſédent la moitié moins d'eſpeces d'or & d'argent ; poſition heureuſe qui donne à ce Royaume un grand avantage pour le commerce étranger, & conſerve entre les mains des ſujets des ſommes aſſez conſidérables, pour réparer les malheurs publics & imprévus, dont aucune nation ne peut être à l'abri.

On eſt en uſage en Angleterre & en Hollande de préférer la porcelaine de Chine à la vaiſſelle d'argent; & la ville de Gênes avoit adopté il y a quelques années, cette eſpece de luxe. Mais le Sénat, prévoyant les funeſtes conſéquences qui en pouvoient réſulter, y mit des bornes, par une loi ſomptuaire, qui laiſſoit en même temps la plus grande liberté ſur la vaiſſelle d'argent. Cette République a reconnu ſans doute, lors de la derniere révolution, toute la ſageſſe de cette ordonnance ; & je ne puis m'empêcher de penſer que les taxes impoſées en Angleterre ſur la vaiſſelle d'argent, ne ſoient très-oppoſées à la bonne politique.

Nos Colonies avoient une quantité d'eſpèces ſuffiſante pour la circulation, avant qu'on y eût introduit les papiers de crédit ; mais depuis que cette eſpece de richeſſes y eſt connue, l'or & l'argent ne ſont plus d'uſage dans les paiements, & c'eſt le moindre inconvénient qui en

ſoit réſulté. Lorſque les malheurs de l'Etat auront anéanti cette richeſſe fictive, peut-on douter que l'argent ne retourne auſſi-tôt dans nos colonies, qui poſſédent des denrées & des manufactures, ſeul bien réel dont tous les hommes ont un beſoin, qu'ils ne peuvent ſatisfaire, qu'en donnant aux cultivateurs & aux fabricants l'argent qu'ils poſſédent.

Il eſt fâcheux que Licurgue n'ait pas eu l'idée des papiers de crédit, lorſqu'il chercha à bannir l'or & l'argent de Lacédémone. Cet expédient auroit été plus utile à ſon ſyſtême, que ces maſſes de fer qu'il leur ſubſtitua; & les papiers de crédit, qui n'ont aucune valeur réelle ni intrinſeque, auroient apporté un obſtacle certain à tout commerce étranger.

Je viens d'expoſer les inconvénients qui accompagnent les ſyſtêmes de papiers de crédit, qui ſont cependant les ſeuls moyens de tenir l'argent au deſſous de ſon *niveau*. Ne pourroit-on pas obtenir l'effet contraire? c'eſt-à-dire, l'élever au deſſus de ſon *niveau*, en conſervant avec ſoin dans le tréſor public une ſomme conſidérable, & en prenant les précautions convenables pour l'empêcher d'être remiſe dans la circulation. Mais la plupart des citoyens regarderoient un pareil expédient comme deſtructif, & il exciteroit la clameur publique. Tout fluide peut être élevé au

dessus de son niveau, & à telle hauteur qu'on juge à propos, lorsqu'on lui ôte toute communication avec l'élément voisin. Il en est de même de l'argent; & pour le prouver il suffit de reprendre notre premiere supposition, qui consiste à détruire subitement la moitié de toutes nos especes. Nous avons trouvé que la conséquence de cet événement seroit d'attirer une somme égale de tous les Royaumes voisins. Si le Gouvernement se déterminoit à mettre en réserve dans le trésor public une somme considérable, & à l'y conserver avec soin, il pourroit, après la révolution de plusieurs années y mettre également en dépôt une nouvelle somme, opération qui par la succession des temps n'auroit pas de bornes.

Une petite ville comme Geneve pourroit, durant le cours de quelques siecles, engloutir les neuf dixiemes de toutes les especes de l'Europe. Il est vrai que la nature humaine forme un obstacle invincible à cet énorme accroissement de richesses. Un Etat foible, mais possédant des richesses immenses, deviendroit nécessairement la proie de quelques voisins plus pauvres, mais plus puissants. Un grand Etat maître d'un pareil trésor le dissiperoit en projets dangereux & mal concertés, & détruiroit vraisemblablement un trésor bien plus estimable, je veux dire, l'industrie

de ſon peuple, dont la perte entraîneroit une diminution ſenſible dans le nombre des citoyens. Ces tréſors immenſes ſeroient dans le cas du fluide élevé à une trop grande hauteur, qui briſe & détruit le vaiſſeau qui le renferme, & ſe mêlant avec l'élément qui l'environne, tombe tout à coup à ſon niveau. La poſſibilité d'amaſſer un grand tréſor, ſans cauſer de préjudice à l'Etat, eſt tellement contraire à notre maniere ordinaire de penſer, que quoique tous nos hiſtoriens ſoient d'accord ſur les ſommes immenſes amaſſées par Henri VII, que tous les faſſent monter à 1700000 liv. ſterling, & que cet événement ſoit, pour ainſi dire, encore récent; nous rejettons leur témoignage, plutôt que de convenir d'un fait capable de détruire nos préjugés. Il eſt vraiſemblable que cette ſomme compoſoit les trois quarts de toutes les eſpeces monnoyées exiſtantes pour lors en Angleterre; mais eſt-il impoſſible qu'un Prince habile, avide de richeſſes, économe, & dont l'autorité étoit preſque abſolue, ait amaſſé une ſomme auſſi conſidérable, dans l'eſpace de vingt ans? Il n'y a pas d'apparence que malgré le tréſor de Henri VII, le peuple ſe ſoit apperçu d'une diminution dans la quantité des eſpeces en circulation, & qu'il en ait ſouffert un préjudice réel, parce que la diminution de la valeur de toutes les denrées & de toutes

toutes les marchandises a dû faire entrer en peu de temps dans le Royaume une quantité d'or & d'argent, égale à celle que le Souverain avoit retirée de la circulation, effet & suite nécessaire du grand avantage que devoient avoir les Anglois dans le commerce sur toutes les nations voisines. Les Historiens & les Orateurs Grecs assurent que la petite République d'Athenes, & les peuples ses Alliés amasserent, dans les cinquante années qui s'écoulerent entre la guerre de Médie, & celle du Péloponese, un trésor plus considérable que celui de Henri VII, puisque plus de 10000 talents furent renfermés dans la citadelle d'Athenes, somme immense qui fut cause de la ruine de cette République & de ses Alliés, par les guerres imprudentes auxquelles ils s'engagerent témérairement. Cet argent, amassé avec tant de soin, ne fut pas plutôt sorti du trésor & remis dans la circulation, qu'il disparut de l'Etat. Nous voyons, en effet, par le fameux dénombrement fait cinquante ans après, & dont Démosthenes & Polybe font mention, que toutes les richesses des Athéniens, en terres, en maisons, en esclaves, en denrées, & en marchandises, ne furent pas estimées 60000 talents, en y comprenant même les especes monnoyées qui circuloient dans ce petit Etat.

On reconnoît dans la conduite des

Athéniens autant de prudence que d'ambition, lorsqu'on les voit user de la liberté de leur Gouvernement, pour mettre en réserve & conserver un trésor immense, qu'ils pouvoient partager entre eux, & qui étoit assez considérable pour tripler la fortune de chaque particulier ; car il est bon d'observer, qu'au rapport des anciens Historiens, les Athéniens n'étoient pas plus riches lorsque Philippe, Roi de Macédoine, leur déclara la guerre, qu'ils ne l'étoient au commencement de celle du Péloponese.

Le petit pays connu sous le nom de Grece, étoit moins riche en especes d'or & d'argent dans les siecles de Philippe, & de Persée, que ne l'étoit l'Angleterre sous le regne d'Henri VII. Les deux Rois Macédoniens amasserent cependant en trente ans, un trésor plus considérable que celui de Henri ; puisqu'au rapport de Pline, le trésor que fit conduire à Rome Paul-Emile, vainqueur de la Macédoine, montoit à 2400000 liv. sterling ; ce n'étoit cependant qu'une partie des sommes amassées par les Rois de Macédoine, étant impossible que Persée eût soutenu la guerre sans avoir touché au trésor public. Stanian assure que de son temps le Canton de Berne avoit prêté à intérêt plus de 300000 liv. sterling, & qu'il y en avoit en réserve plus de 1800000 dans le trésor public. Il est très-vraisemblable que tout

l'argent en circulation dans ce petit Etat ne monte pas à 500000 liv. sterling. Cependant quoique le trésor public ait dû augmenter depuis 1714, tous les voyageurs qui parcourent le pays de Vaux, ou toute autre partie du Canton de Berne, ne s'apperçoivent pas que l'argent y soit plus rare que dans tout autre pays de la même étendue, & dont le climat & les productions sont les mêmes.

Le détail que donne Appien du trésor des Ptolomées ne permet pas de le révoquer en doute, & il seroit d'autant plus mal fondé, que, suivant le témoignage de ce même Historien, les autres successeurs d'Alexandre étoient également économes, & que plusieurs d'entr'eux avoient des trésors presque aussi considérables que celui des Ptolomées, qu'Appien fait monter à 740000 talents, revenant, suivant les calculs du Docteur Arbuthnet, à 191166666 l. sterling, somme incroyable, si cet Historien, natif d'Alexandrie, ne citoit pas les registres de l'Empire d'Egypte pour garants de ce qu'il avance.

Les différentes observations que je viens de mettre sous les yeux du Lecteur, doivent guider notre jugement sur les barrières, les obstacles & les impôts sans nombre que toutes les Nations & principalement l'Angleterre opposent à la liberté du Commerce. Tous les Gouvernements sont

occupés du desir d'augmenter la masse de leurs especes monnoyées, qu'il est cependant impossible de tenir au dessus de leur *niveau*, tant que la circulation de la totalité en est libre; ils sont également effrayés de la crainte d'en perdre une partie, quoique par la même raison, il soit également impossible qu'elles baissent au dessous de ce même *niveau*. Des mesures aussi contraires à la bonne politique, seroient capables par elles-mêmes de faire disparoître nos especes, si ce malheur pouvoit arriver, mais il en résulte un mal général & commun à toutes les Nations; c'est-à-dire, que tous les Peuples voisins & limitrophes les uns des autres ne peuvent jouir réciproquement & avec liberté de l'échange mutuel de leurs denrées & de leurs marchandises, que le souverain Législateur semble avoir prescrit, en donnant à tous les Peuples un climat, un sol, & un génie qui les distingue les uns des autres, par des différences particulieres à chacun d'eux.

Les Politiques modernes en faisant usage des Papiers de crédit, ont adopté le seul moyen de bannir les especes d'un Etat, ou du moins d'en diminuer la quantité. On ne pourroit en augmenter la masse, qu'en en mettant une partie en réserve dans le trésor public, mais ils rejettent ce moyen & donnent la préférence à des Droits de Douane & à des Taxes

qui ne ſervent qu'à borner l'induſtrie, & à priver nos voiſins, ainſi que nous, des bienfaits que l'Art & la Nature offrent à tous les hommes.

Il faut convenir cependant que toutes les taxes ſur les Denrées & les Marchandiſes étrangeres ne ſont pas également inutiles & déſavantageuſes. Nos Manufactures de toile ſont encouragées par les droits impoſés ſur celles d'Allemagne. Les droits perçus ſur l'Eau-de-vie de vin augmentent la conſommation du *Rum*, & ſoutiennent nos Colonies méridionales. Comme il eſt néceſſaire qu'il y ait des Impôts pour la défenſe du Gouvernement, il eſt de la bonne politique de n'en percevoir, & de n'en établir que ſur les Denrées & les Marchandiſes, dont le volume empêche la fraude & la contrebande; mais le Légiſlateur ne doit jamais oublier la maxime du Docteur Swift, *qu'en matiere d'impôts, deux & deux ne font pas toujours quatre; & qu'il arrive ſouvent au contraire qu'ils font moins de deux.* Il eſt aſſez vraiſemblable, que ſi les droits ſur le vin étoient diminués des deux tiers, le Gouvernement en tireroit un revenu plus conſidérable, notre Peuple ſeroit alors en état de ſe procurer une boiſſon meilleure & plus ſaine, & la balance du Commerce, dont nous ſommes ſi jaloux, n'en devien-

droit pas plus désavantageuse ; la Manufacture de la Biere, lorsqu'on la considere, indépendamment de l'Agriculture, est peu considérable en elle-même, & occupe peu de bras. Le transport du vin, & l'exportation de nos grains nous en dédommageroient avec grand avantage. On opposera sans doute, que suivant le témoignage de plusieurs Historiens, un grand nombre d'Etats & de Royaumes riches & opulents dans l'antiquité, sont maintenant dans l'indigence & la pauvreté ; & qu'on n'y retrouve plus cette abondance d'argent qui les rendoit autrefois si puissants. Je réponds que les Nations ne peuvent espérer de conserver leurs especes, lorsqu'elles perdent leur Commerce, leur industrie & leur population, dont les métaux précieux suivent toujours la proportion. Lorsque Lisbonne & Amsterdam enleverent à Gênes & à Venise le Commerce des Indes Orientales, dont ces deux villes étoient en possession, elles acquirent les profits & les especes dont ce riche Commerce les enrichissoit. La masse d'argent diminue dans un Etat toutes les fois que le Souverain établit sa résidence dans un autre Empire ; lorsque des Guerres étrangeres obligent d'envoyer des Armées dans des Pays très-éloignés des frontieres, & où elles ne peuvent être entretenues qu'à très-

grands frais, & lorsqu'enfin les étrangers sont créanciers de l'Etat pour des sommes considérables. On doit observer que la perte de l'argent dans tous les cas dont je viens de faire l'énumération est la suite de circonstances violentes qui forcent le Peuple à se refugier dans d'autres climats & à y transporter son industrie ; mais lorsque la population d'une Nation & son industrie n'ont souffert aucune diminution, il est impossible, après que les troubles sont cessés, que l'argent ne revienne par un grand nombre de canaux, différents les uns des autres & souvent inconnus. Les principales Nations de l'Europe ont répandu en Flandre des sommes immenses depuis la révolution des Pays-Bas, cette partie de l'Europe ayant presque toujours été le théâtre de la Guerre. Si toutes ces sommes étoient rassemblées, elles monteroient peut-être à plus de la moitié de ce que l'Europe entiere possede d'especes : toutes ces richesses immenses sont retournées à leur source, & sont rentrées dans les mains des Peuples industrieux qui en avoient été les premiers possesseurs. Un *courant* sensible emportoit à Rome, il y a plus de mille ans, tout l'argent de l'Europe ; mais il en est sorti par des canaux secrets & inconnus, & le défaut de Commerce & d'Industrie rend aujourd'hui les

Domaines du Pape le territoire le plus pauvre de l'Italie. Le Gouvernement a grande raiſon ſans doute d'employer tous ſes ſoins pour conſerver la population & les manufactures de l'Etat, mais il peut ſe diſpenſer d'en prendre pour la conſervation de ſes eſpeces. Leur quantité ſera toujours proportionnée au nombre du Peuple & à l'accroiſſement de ſon induſtrie.

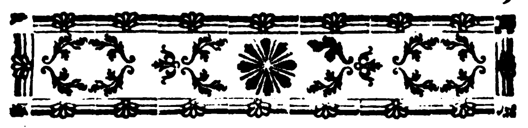


LETTRE

D'UN NÉGOCIANT

DE LONDRES,

A UN DE SES AMIS.



LETTRE D'UN NÉGOCIANT DE LONDRES, A UN DE SES AMIS,

CONTENANT

Des Réflexions ſur les Impôts auxquels ſont aſſujetties les denrées de premiere néceſſité, & ſur la conſéquence dont ils peuvent être relativement au prix de la main-d'œuvre dans les manufactures d'Angleterre ; traduite ſur l'original imprimé à Londres en 1765.

JE vous ai déjà fait connoître, Monſieur, ma façon de penſer ſur la matiere des impôts, & particuliérement ſur ceux auxquels ſont aſſujetties les denrées néceſſaires à la ſubſiſtance. J'ai crû prouver dans la Lettre que je vous ai écrite il y a quelques mois, que le prix de la main-d'œuvre

des ouvriers de nos manufactures n'avoit pas, à beaucoup près, augmenté dans la proportion des nouvelles impositions, & que notre commerce étranger n'en avoit souffert aucun préjudice. J'appuyois mon opinion sur les observations des Ecrivains politiques les plus estimés, sur mon expérience, & sur celle d'un grand nombre de fabricants. Vous avez jugé à propos de communiquer ma Lettre à une personne estimable par les qualités de son cœur & de son esprit. Ses objections vous ont fait impression, & vous desirez que j'y réponde. Cette entreprise ne me sera pas difficile. Mon sentiment est appuyé sur les faits, & sur l'expérience. J'ai par conséquent un grand avantage sur l'opinion d'un homme d'esprit qui n'a que la théorie pour guide.

Votre ami, dont le cœur est sensible & humain, a été séduit par des apparences trompeuses, de faux raisonnements, & des préjugés populaires. Il ignore que les ouvriers Anglois ont une conduite entiérement opposée aux principes qui servent de base à sa façon de penser. Je vais, pour satisfaire à ce que vous exigez de moi, vous rappeller ce que je vous ai déjà mandé sur les impôts en général. J'y joindrai les objections de votre ami, & j'espere y répondre d'une maniere satisfaisante.

Il eſt queſtion de ſavoir ſi le commerce d'Angleterre a reçu quelque préjudice des impoſitions que le Gouvernement a été obligé de lever ſur les denrées dont le peuple fait uſage. Je ſoutiens que non ſeulement ces impoſitions n'ont pas été nuiſibles au commerce; mais qu'elles ont au contraire excité l'induſtrie générale, diminué la débauche & l'oiſiveté, & contribué à la perfection de nos manufactures & à la diminution du prix de la main-d'œuvre. Le préjugé public eſt à la vérité contraire à ma façon de penſer, & j'avoue qu'un grand nombre de perſonnes très-éclairées, tiennent pour maxime inconteſtable, qu'on ne doit jamais aſſujettir les néceſſités de la vie à de nouvelles impoſitions, par la raiſon qu'elles augmentent le prix de la main-d'œuvre, & la valeur de toutes les marchandiſes, & que par conſéquent elles diminuent nos exportations & notre commerce étranger.

Les plaintes générales qui ſe ſont élevées contre les nouvelles impoſitions, n'ont eu d'autre origine que ce préjugé; & les ennemis du gouvernement en ont profité pour augmenter le nombre de leurs partiſans. Ils n'ont pas eu de peine à perſuader aux perſonnes, qui n'ont qu'une connoiſſance ſuperficielle des matieres d'adminiſtration, que les taxes & les impoſitions ne peuvent manquer de détruire

un jour notre commerce étranger, & d'entraîner la ruine de l'Etat. Je conviens que ſans le commerce étranger la Grande-Bretagne ne ſeroit pas parvenue au degré de puiſſance où elle eſt préſentement, que ſans ce commerce elle ſeroit hors d'état d'entretenir une marine aſſez puiſſante, pour la protéger contre les entrepriſes de ſes ambitieux voiſins, & qu'enfin c'eſt à ce même commerce que nous ſommes redevables de la gloire dont nous jouiſſons, en tenant préſentement entre nos mains la balance de l'Europe; mais cette gloire & cette puiſſance, dont nous avons tant de raiſons de nous vanter, ſont une preuve que les impôts ne ſont pas auſſi funeſtes que le public en eſt ordinairement perſuadé: s'ils l'étoient réellement nous en ſentirions quelques effets, & les Hollandois, trois fois plus chargés d'impôts que nous ne le ſommes, auroient perdu depuis long-temps tout commerce étranger, & toute puiſſance maritime. L'événement en a décidé autrement, par rapport à eux, & par rapport à nous. L'augmentation ſucceſſive de toutes nos impoſitions, & en particulier des droits *d'exciſe* établis par préférence ſur les denrées néceſſaires à la ſubſiſtance, n'a pas été un obſtacle à l'accroiſſement de nos exportations. Nous ſommes même préſentement plus puiſſants ſur mer que nous ne l'avons j'amais été.

Notre commerce eſt protégé par une marine redoutable & qui nous facilite les moyens de l'étendre encore davantage, tant que nous ſerons aſſez ſages pour imiter à cet égard l'exemple des Hollandois, & que nous en ferons notre principal objet. Les impôts énormes auxquels ce peuple eſt aſſujetti, ne l'ont jamais empêché de faire un commerce trés-avantageux, les particuliers y ont acquis des richeſſes immenſes, & le bas prix de l'intérêt de l'argent eſt une preuve inconteſtable de la grande quantité d'eſpeces dont le commerce étranger a enrichi cette nation. La Hollande ſeroit ſans contredit, une puiſſance redoutable ſur mer, ſi les riches négocians de cet Etat étoient animés de l'amour de la patrie, & pouvoient mettre des bornes au deſir inſatiable des richeſſes, & à l'ambition d'en acquérir tous les jours de nouvelles. Mais quoique l'amour de la patrie paroiſſe éteint aujourd'hui chez un peuple qui en a donné autrefois l'exemple le plus frappant, il n'en eſt pas moins certain que l'augmentation des taxes & des impôts, ſoit en Hollande, ſoit en Angleterre, n'a apporté juſqu'à préſent aucun préjudice ſenſible & apparent au commerce de ces deux nations, ni même diminué l'accroiſſement des richeſſes de leurs ſujets.

On oppoſe ordinairement à ces obſervations que l'accroiſſement des taxes & des

impoſitions augmentant la valeur des denrées néceſſaires à la ſubſiſtance, le peuple & les ouvriers employés dans les manufactures, ſont hors d'état de ſe les procurer, à moins qu'ils n'augmentent, dans la même proportion, le prix de leur travail, ce qui doit entraîner néceſſairement une augmentation dans la valeur des marchandiſes, & cauſer un préjudice réel à notre commerce étranger. Je conviens que le peuple & les ouvriers ſont en état d'exiger de leurs maîtres, & des fabricants, une moindre rétribution pour le prix de leur travail, & de leur main-d'œuvre, lorſque les denrées ſont diminuées de valeur. On ſe tromperoit cependant ſi on croyoit que le peuple & les ouvriers ſe conduiſent ſur ce principe, & qu'ils diminuent effectivement le prix de leur travail, lorſque l'abondance ſuccede à la diſette. La théorie eſt à cet égard abſolument oppoſée à l'expérience. Tous ceux qui ont réfléchi avec quelque attention ſur le genre & la conduite des ouvriers, ſe ſont détrompés de cette opinion, & ont été convaincus que le peuple ne retire d'autre avantage de la diminution de la valeur des denrées, que celui d'employer moins de temps au travail. Dans les temps de cherté & de diſette les ouvriers ſont continuellement occupés; tous ſont animés au travail, & font leurs efforts pour ſatisfaire leurs maîtres, & ne

leur

leur fournir que des marchandises bien fabriquées. Il leur arrive même souvent, dans les années de cherté, de n'exiger pour le prix de leurs journées & de leur travail, qu'une rétribution moins forte que dans les temps d'abondance. On peut expliquer cette espece de paradoxe en observant, 1°. que les hommes sont naturellement enclins à l'indolence & au repos, & que la nécessité seule peut les forcer au travail & à l'industrie. 2°. Que le peuple cesse de travailler lorsque le gain de quelques jours l'a mis en état de se procurer d'avance les nécessités de la vie, & qu'il ne reprend le travail qu'après avoir dissipé tout ce qu'il a pu amasser. 3°. Qu'il est intéressant pour le bien de la société, ainsi que pour la tranquillité & le bonheur du peuple qu'il soit continuellement occupé.

Personne ne peut révoquer en doute, que le grand nombre d'habitants ne soit la source principale des richesses & de la puissance d'une Nation. Mais lorsque les pauvres sont sans travail, & lorsqu'ils passent leur vie dans l'oisiveté, la grande population n'est plus qu'un fardeau accablant pour l'Etat, & elle l'appauvrit bien loin de l'enrichir. Toutes les fois au contraire que le travail & l'industrie augmentent dans une Nation, le nombre des habitants paroît s'y multiplier, & l'occupation convertit en richesses & en puissance,

ce qui n'étoit auparavant qu'une charge inutile à l'Etat.

Votre ami prétend que l'Angleterre ne doit pas être confondue avec ces Nations infortunées où les pauvres ne travaillent que lorſqu'ils y ſont forcés par la néceſſité. Il eſt perſuadé que les Peuples plongés dans la débauche, ou ſoumis à un Gouvernement tyrannique, qui peut les dépouiller arbitrairement du fruit de leurs travaux, ſont les ſeuls expoſés à ce degré de malheur, mais que dans les Pays où la vertu eſt en honneur & l'induſtrie récompenſée, tous les Citoyens deſirent également l'état du mariage, & ne négligent aucun des moyens qui peuvent faciliter cette union & la rendre heureuſe.

Je deſirerois de tout mon cœur connoître une Nation dont le Peuple fût moins porté à la débauche & à l'oiſiveté que celui d'Angleterre, & que votre ami pût réaliſer à mes yeux le tableau de nos mœurs, qu'il donne pour modele à toutes les Nations commerçantes; mais j'avoue avec douleur que l'expérience ne prouve que trop, combien le Peuple Anglois eſt peu reſſemblant au portrait qu'il vous en a tracé, & il ne me ſera pas difficile de vous en donner par la ſuite des preuves trop convaincantes.

Votre ami convient avec moi qu'un travail continuel eſt également avantageux

à l'Etat & aux particuliers qui composent le corps de la Nation, & il ajoute avec grande raison que le mariage est le moyen le plus sûr d'empêcher le Peuple de se livrer à l'oisiveté. L'ouvrier, pere de famille seroit en effet hors d'état de fournir à la nourriture de sa femme & de ses enfants sans un travail assidu. La nécessité lui en fait contracter l'heureuse habitude, & l'aisance que lui procure le travail, est pour lui un attrait puissant qui l'encourage à s'y livrer avec encore plus d'ardeur, & à inventer de nouveaux moyens pour le rendre encore plus profitable.

Les Etats commerçants sont sans doute plus intéressés que les autres à exciter dans les cœurs de leurs sujets le desir du mariage, & il seroit à souhaiter, que les Peres de famille, principalement ceux de la classe du Peuple, chargés d'un grand nombre d'enfants, pussent être distingués de leurs Concitoyens par quelques marques d'honneur, & que le Gouvernement fût en état de leur accorder des gratifications annuelles, proportionnées au nombre de leurs enfants. Une taxe sur les Célibataires, dont le produit seroit uniquement destiné & fidélement employé à accorder des gratifications aux peres de famille chargés de dix enfants, seroit de toutes les impositions la plus juste & la plus avantageuse à l'Etat. Le Célibataire, qui par le genre de

vie dont il a fait choix, contribue moins que l'homme marié, aux impôts établis par le Gouvernement, seroit du moins assujetti à une imposition particuliere, dont il pourroit cependant se délivrer en changeant d'état.

Une Nation commerçante ne peut jamais être trop peuplée lorsque les terres y sont assez fertiles pour fournir des productions suffisantes à la subsistance de tous ses habitants, ou lorsque par le moyen d'un grand commerce, elle peut recevoir des pays étrangers, & en échange de ses manufactures, les denrées que le sol & le climat lui refusent. Ces denrées & toutes les nécessités de la vie sont d'une grande valeur dans tous les pays où une nombreuse population est rassemblée dans un territoire de peu d'étendue; mais le prix du travail n'y sera jamais en proportion de la valeur des denrées, si des Loix sages & rédigées avec soin, y sont en vigueur, & si la Police y est exactement observée. La nécessité forcera le Peuple & les ouvriers à devenir plus laborieux & plus industrieux: ils chercheront de nouveaux objets de travail, & ils perfectionneront les manufactures déjà établies. En effet, on reconnoîtra aisément, en y faisant attention, que le prix de la main-d'œuvre se regle sur le nombre des ouvriers, & non pas sur la valeur des denrées. Le Peuple exige peu

d'argent pour la récompenſe de ſon travail, dans tous les pays où la population eſt nombreuſe. Il ne ſe croit jamais au contraire, ſuffiſamment payé, dans les lieux où les habitants ſont en petit nombre, & principalement dans ceux où les denrées ont aſſez peu de valeur, pour qu'un ouvrier puiſſe ſe nourrir par le travail d'une demi journée. Une Loi de *naturaliſation* générale qui accorderoit aux étrangers tous les droits des Citoyens, ſeroit le moyen le plus sûr & le plus prompt d'augmenter le nombre du peuple dans un Etat, d'y faire baiſſer le prix de la main-d'œuvre & d'y animer l'induſtrie. Le ſuccès en eſt infaillible dans tous les Etats dont une partie des terres eſt inculte, où le peuple peu laborieux eſt porté à la débauche & à l'oiſiveté, & ne ſe détermine au travail, que par la certitude d'une grande récompenſe.

Les Manufacturiers & les Fabricants ont des débouchés prompts & avantageux de leurs marchandiſes dans les pays étrangers, toutes les fois qu'ils peuvent les vendre à bon marché & de bonne qualité. La vente répétée procure alors au Peuple & aux Ouvriers une occupation continuelle. Si nous pouvions parvenir à avoir dans les pays étrangers la préférence pour la vente des marchandiſes de nos Fabriques, non ſeulement nos Manufacturiers travail-

leroient à l'envi les uns des autres à perfectionner leurs ouvrages, mais ils chercheroient encore les moyens d'attirer des pays étrangers les autres eſpeces de fabriques, qui y ſont anciennement établies, & ils profiteroient des découvertes & de l'induſtrie des Peuples les plus éloignés. Nous pourrions même eſpérer de devenir la nation la plus puiſſante & la plus redoutable, ſi avec tous ces avantages, nous étions aſſez heureux, pour que nos Miniſtres puſſent agir de concert dans l'exécution des projets adoptés par le Gouvernement, pour étendre & protéger notre Commerce.

Je vous ai fait obſerver dans ma lettre précédente, que ſuivant le témoignage de toutes les perſonnes intéreſſées dans les Manufactures du Royaume, les Ouvriers ne travaillent ordinairement que quatre jours par ſemaine dans les années d'abondance, & dans les temps où toutes les denrées ſe vendent à bon marché, & que les Fabricants forcés pour lors à augmenter le prix des journées de leurs ouvriers en trouvent avec peine le nombre dont ils ont beſoin. Les ouvriers paroiſſent au contraire ſortir de leur indolence naturelle, auſſi-tôt que la cherté des denrées commence à ſe faire ſentir. Ils ſe rendent alors en foule chez les Fabricants, & demandent à être employés à quelque prix

que ce puiſſe être. Ils offrent eux-mêmes de diminuer le prix de leurs journées, & comme la perte d'un ſeul jour de travail les mettroit hors d'état de ſe procurer leur ſubſiſtance, ceux qui, quelques mois auparavant, travailloient à peine quatre jours dans la ſemaine, ne reſtent pas oiſifs un ſeul moment.

Il n'y a perſonne qui ne puiſſe ſe convaincre par ſoi-même, que dans les années où le bled & les autres néceſſités de la vie ſont à bas prix, les cabarets & les lieux deſtinés aux plaiſirs du Peuple, ne ceſſent d'être fréquentés par les ouvriers, qui abandonnent les Atteliers des Fabricants, pour ſe livrer à la débauche & à l'oiſiveté; ils ſemblent même rejetter avec une ſorte de mépris les offres que leur font les maîtres, auxquels ils font valoir leur attachement lorſqu'ils ſe déterminent à les accepter.

L'expérience ne prouve que trop que l'eſprit du Peuple eſt tel que je le repréſente, & j'oſe ſoutenir en conſéquence de cette triſte vérité, que ſi les ouvriers ne perdoient aucun jour de la ſemaine, & qu'ils les employaſſent tous également au travail, les impoſitions levées ſur les néceſſités de la vie pourroient être portées au double de ce qu'elles ſont préſentement. Le Peuple cependant ſeroit, malgré cette augmentation d'impoſition, moins pauvre

qu'il ne l'eſt aujourd'hui, & ſeroit même plus en état de ſe procurer les commodités & les douceurs convenables à ſa condition.

Votre ami répond à ces obſervations, qu'elles ne ſont fondées que ſur les plaintes des Manufacturiers & des Fabricants, que le deſir du gain rend inſatiables, & qu'elles ne peuvent être adoptées que par ceux, qui n'ont que des connoiſſances ſuperficielles de ce qui ſe paſſe dans les manufactures. Il ajoute que par des recherches exactes & ſuivies pendant une longue ſuite d'années, on peut ſe convaincre, que le prix de la main-d'œuvre a, dans tous les temps, été proportionné à la valeur des denrées; que c'eſt en conſéquence de cette proportion, qui eſt invariable, que les ouvriers exigent préſentement un Schelling pour la même quantité de travail, qui n'étoit payé qu'un ſol, il y a quatre ſiecles. Il obſerve enfin que chez toutes les Nations policées, le Peuple n'eſt payé de ſon travail, que dans la proportion néceſſaire, pour engager les jeunes gens des deux ſexes à ſe marier, & à accomplir le premier de tous les commandements; qu'il réſulte de cette heureuſe proportion, que le Célibataire pareſſeux & indolent eſt déterminé au mariage par la pauvreté même, qui accompagne toujours l'oiſiveté.

Je répondrai à cette objection, que je ne ſuis pas dans le cas de ceux qui n'ont que des connoiſſances ſuperficielles des Manufactures, qui écrivent ſans pratique de l'Art & qui n'ont que la théorie pour guide. Mon opinion eſt fondée ſur ma propre expérience & ſur celle des Fabricants. Tous conviennent que le bas prix des Denrées cauſe le plus grand préjudice aux Fabriques de ce Royaume, ainſi qu'aux ouvriers qui y ſont employés, & contribue de pluſieurs manieres à l'augmentation du prix de la main-d'œuvre.

Je ſuis très-éloigné d'admettre pour principe que le prix de la journée de l'ouvrier eſt toujours proportionné à la valeur des Denrées : je ſoutiens au contraire que cette proportion n'exiſte jamais. En effet, on a vu très-ſouvent le bled augmenter de deux Schellings par boiſſeau d'une année à une autre, & les journées d'ouvrier reſter au même prix. Cette augmentation de la valeur du bled rend le Peuple plus malheureux, que toutes les taxes & tous les impôts auxquels il eſt aſſujetti. La diſette ſe fait toujours ſentir en Angleterre après la révolution de quelques années d'abondance. Les ouvriers laborieux ne manquent cependant dans aucun temps des néceſſités de la vie, & le prix de leur travail eſt toujours le même. Les années de cherté exigent à la vérité plus d'attention de la part de la

Police pour contenir le Peuple, & arrêter des plaintes & des murmures dont les conséquences peuvent être dangereuses. Il est ordinaire de voir dans ce même temps un grand nombre d'ouvriers implorer le secours des charités publiques, & y exposer l'extrêmité de leurs miseres; mais tous ceux qui dans ces années malheureuses ont été chargés de distribuer les secours publics, se sont convaincus par eux-mêmês, que les ouvriers les plus indigents & les plus portés à la sédition & au soulévement, étoient les mêmes qui avoient profité des années d'abondance, pour ne travailler qu'une partie de la semaine, & que la nécessité d'un travail assidu, étoit le véritable motif de leurs plaintes & de leurs murmures. Tous les Manufacturiers éprouvent par eux-mêmes que les ouvriers augmentent, au préjudice de leurs maîtres, le prix de leurs journées & de leur travail, sans exiger cependant une plus forte rétribution, & qu'ils mettent en usage ce funeste secret dans les années d'abondance. Comme les ouvriers pour lors ont moins besoin de leurs maîtres, que dans tout autre temps, ils négligent leur travail, dissipent & perdent une partie des matieres premieres, en rendent des comptes infideles, & fournissent des marchandises mal fabriquées. Toutes ces manœuvres dangereuses pratiquées par les ouvriers, lorsque les denrées sont à bon

marché, forment un ſurcroît de dépenſe pour le Manufacturier, augmentent réellement le prix de la main-d'œuvre, & expoſent l'Etat à perdre par la mauvaiſe qualité des Marchandiſes, les branches les plus importantes de ſon commerce. Les Fabricants ſont non ſeulement expoſés à la mauvaiſe foi des ouvriers, mais ils ſont encore obligés pour fixer leur inconſtance, & pour les empêcher de travailler pour d'autres maîtres, de les payer d'avance pour la façon des Etoffes & des Marchandiſes. Ces avances dégénérent ſouvent en perte réelle, par la mauvaiſe foi des ouvriers, qui quittent leurs maîtres & abandonnent les fabriques. Je connois pluſieurs Manufacturiers de *Crêpe* établis à Norvich, qui ont perdu en pareilles avances depuis cinquante juſqu'à quatre-vingts livres ſterling, dans le cours d'une ſeule année. Lorſqu'une conſommation ſubite & conſidérable de quelques marchandiſes détermine les Manufacturiers à augmenter le nombre des étoffes qu'ils ſont dans l'uſage de fabriquer, les ouvriers inſtruits de l'empreſſement des conſommateurs, & du beſoin que les maîtres ont de leurs bras, augmentent le prix de leur main-d'œuvre, & forment entr'eux des ligues & des caballes, qui jettent les maîtres dans le plus grand embarras, & les obligent enfin à ſe rendre aux volontés des ouvriers. On

en voir également un grand nombre s'absenter des manufactures, & passer quelquefois plusieurs jours de suite à ne rien faire, lorsqu'ils savent que les Correspondants de leurs maîtres, leur ont demandé une grande quantité de marchandises. La nécessité de les employer leur fait espérer alors une augmentation du prix de leur travail, ils en abusent pour être payés d'avance, & ils exercent sur les Fabricants une véritable tyrannie. Les années d'abondance sont le seul temps où les ouvriers se portent à tous ces excès. Le travail leur est trop nécessaire dans les temps de disette, pour admettre ces différentes combinaisons. Ce n'est au contraire que dans ces années malheureuses, que les Manufactures se perfectionnent, au moyen de la grande concurrence des ouvriers, & de leur émulation réciproque, qui les excite à se surpasser les uns & les autres. On peut observer d'ailleurs, que lorsque les ouvriers sont forcés par la cherté des Denrées à travailler tous les jours de la semaine, & à n'en perdre aucun, ils menent alors une vie sobre & réglée, & toutes les étoffes & les marchandises qui sortent de leurs mains sont bien fabriquées. La débauche, au contraire, augmente le dégoût & la répugnance que les ouvriers ont naturellement pour le travail & l'occupation, & lorsque la nécessité les oblige de repren-

dre leur travail ordinaire, ils ſe reſſentent de la débauche des jours précédents. Leur tête eſt peſante, leurs mains ſont tremblantes & il leur eſt impoſſible de fabriquer des marchandiſes de bonne qualité. Perſonne n'ignore qu'une étoffe fabriquée par un ouvrier ſage & toujours occupé, eſt d'une qualité bien ſupérieure à celle qui ſort des mains d'un ouvrier pareſſeux & débauché. Le Chevalier Guillaume Temple remarque que l'habitude eſt ſi forte ſur les hommes, qu'il leur eſt auſſi difficile de demeurer dans le repos & dans l'inaction, après avoir été accoutumés à un travail ſuivi & non interrompu, que de ſe livrer à un travail conſtant & habituel après avoir paſſé une partie de leur vie dans l'oiſiveté. L'Etat & les ouvriers eux-mêmes doivent donc deſirer de pouvoir gagner dans tous les temps ſix Schellings en travaillant aſſiduement les ſix jours de la ſemaine, plutôt que de retirer la même rétribution pour la récompenſe de quatre jours de travail, en ſe repoſant le reſte de la ſemaine, ou ce qui revient abſolument au même, il ſeroit du bien général, que les Denrées euſſent toujours aſſez de valeur, pour que les ouvriers fuſſent dans tous les temps forcés d'employer utilement les ſix jours de la ſemaine, au lieu d'en paſſer deux dans l'oiſiveté, comme il n'arrive que trop ſouvent dans les années

d'abondance. Le Peuple ſeroit alors ſobre & laborieux. L'ouvrier deviendroit meilleur pere, meilleur mari, & meilleur Citoyen. Les uns & les autres plus en état d'élever leurs familles, & de fournir à leurs beſoins, paſſeroient des jours plus tranquilles & plus heureux. On verroit enfin les devoirs de la ſociété & de la religion pratiqués par des gens qui malheureuſement n'en ont aucune idée. Il ſeroit donc de la plus grande conſéquence pour tous les Etats, & principalement pour ceux qui ne ſont puiſſants que par le commerce, qu'on pût imaginer quelque nouveau moyen d'animer l'induſtrie, & de faire contracter au Peuple l'heureuſe habitude du travail & de la ſobriété.

On m'objecte que ſi les impôts augmentoient conſidérablement la valeur des denrées, les ouvriers ſeroient dans ce cas forcés d'abandonner la ville de Londres & de ſe retirer dans les parties éloignées du Royaume, où les Denrées étant à meilleur marché, ils ſeroient en état de ſe procurer plus facilement leur ſubſiſtance. On ajoute même, que ſi cette reſſource leur manquoit, il ſeroit difficile de les retenir dans le pays qui les a vu naître, & de les empêcher d'aller chercher dans les pays étrangers une habitation plus heureuſe. Cette objection n'eſt pas ſans replique; en effet, le Peuple ne ſera jamais hors d'état

de ſe procurer ſa ſubſiſtance, dans tous les pays où le travail n'eſt point interrompu, & où il ſe préſente toujours de nouveaux objets d'occupation. Tous les pays commerçants en fourniſſent une preuve ſans replique. Le grand nombre d'hommes raſſemblés dans les villes commerçantes y rendent toutes les Denrées & toutes les néceſſités de la vie d'une valeur conſidérable; mais le Peuple & les ouvriers qui y ſont continuellement occupés, retirent de leur travail de quoi ſubvenir à leurs beſoins, & à ceux de leur famille. Les richeſſes de l'Etat y ſont même aſſez grandes pour que ceux qui, par l'age & les infirmités, ſont incapables de travail, trouvent dans les fonds & les établiſſements publics, des ſecours qui les aident à ſupporter les malheurs inſéparables de l'humanité. On peut même obſerver que les pays les plus peuplés, mais enrichis par le commerce, ne ſont pas expoſés aux dangers de la famine; tandis que les diſettes les plus cruelles, ſont fréquentes dans ceux, où la population n'eſt pas nombreuſe, où il y a peu de Manufactures, où le commerce étranger ne procure aucune occupation, & où le Peuple ne connoît que les travaux de l'agriculture. Telle a été la ſituation de l'Angleterre avant que le commerce y eût apporté les richeſſes dont elle jouit préſentement, ainſi que nous l'apprenons de Stow

& de l'Evêque de Flectwood, qui nous ont tranſmis l'époque de toutes les famines dont ce Royaume a été affligé dans les ſiecles précédents. L'Auteur judicieux de *l'Apologie au Commerce & des Arts*, dit à la page 44 de cet Ouvrage, que les Habitants d'Ecoſſe, de Suiſſe & d'Allemagne, ne quittent leurs montagnes & leurs forêts, pour habiter les villes de Londres, d'Amſterdam & de Hambourg, que par la certitude où ils ſont, de trouver facilement dans ces villes, une ſubſiſtance qu'ils ne peuvent ſe procurer qu'avec les plus grandes difficultés, dans les pays où ils ont reçu le jour. Ce n'eſt pas certainement le bon marché des Denrées qui les attire dans ces villes; elles y ſont au contraire d'une bien plus grande valeur que dans les lieux de leur naiſſance; mais Londres, Amſterdam, & Hambourg offrent en tout temps de l'occupation à l'homme induſtrieux, & les ouvriers peuvent toujours s'y procurer par leur travail de quoi ſatisfaire aux beſoins de la vie; avantage que les Montagnes d'Ecoſſe & de Suiſſe, ainſi que les Forêts d'Allemagne n'offrent pas toujours à leurs habitants.

Je ſuis très éloigné de ſoutenir que les nouvelles impoſitions, & l'augmentation des anciennes, aient été en général avantageuſes au Peuple. Mon projet eſt ſeulement de vous prouver, que les taxes établies
ſucceſſivement

ſucceſſivement dans ce Royaume, & les nouveaux impôts que le Gouvernement a été forcé par les circonſtances de lever ſur le Peuple, n'ont juſqu'à préſent augmenté ni le prix de la main-d'œuvre, ni la valeur des marchandiſes, & n'ont apporté aucun préjudice à notre commerce étranger. L'accroiſſement de nos exportations, depuis la révolution de 1688, prouve même, mieux que ne pourroient faire tous les raiſonnements, les progrès du commerce. J'ai tâché de vous convaincre que les impoſitions ſur les Denrées dont les pauvres font leur principale conſommation, contribuent à animer l'induſtrie générale du Peuple, & à maintenir la main-d'œuvre à bas prix dans les Manufactures. Je crois vous avoir démontré par l'expérience de tous les Fabricants, que les ouvriers, bien loin d'exiger de plus grandes rétributions dans les temps de diſette, baiſſent au contraire le prix de leur main-d'œuvre; & je crois par la même raiſon pouvoir aſſurer, que ſi toutes les taxes auxquelles ſont aſſujetties les Denrées à l'uſage des pauvres, étoient ſupprimées tout-à-coup, & qu'il leur fût poſſible d'acheter ces mêmes Denrées, avec la moitié moins d'argent, le prix de la main-d'œuvre augmenteroit dans la même proportion, & notre commerce étranger ſeroit bientôt totalement anéanti. Il me paroît même démontré

que dans ce cas, les ouvriers n'étant plus excités au travail par la même nécessité, qui les y force présentement, ils travailleroient beaucoup moins & fabriqueroient à peine les marchandises nécessaires à la consommation intérieure du Royaume, qui doit être fourni avant les étrangers. Je vous ai fait observer en effet que les années d'abondance, & de Disette n'apportoient aucune différence dans le prix des journées des ouvriers, & qu'elles étoient payées également dans tous les temps. La seule différence consiste donc en ce que ces ouvriers mettent à profit un plus grand nombre de journées, & travaillent avec plus d'assiduité & d'attention lorsque le pain est cher, que lorsqu'il est à bon marché.

Les défauts que je reproche au Peuple & aux ouvriers Anglois, ne sont pas particuliers à cette Nation; on les trouve également en Hollande, & dans tous les Etats commerçants. Tous les hommes sont portés naturellement à l'indolence, & à l'amour du repos, dans quelque lieu qu'ils aient reçu le jour.

J'ai fait une comparaison exacte de toutes les impositions qui se levent en Angleterre & en Hollande, & je suis certain que les ouvriers Hollandois paient à l'Etat, les uns dans les autres, le tiers de la rétribution de leur travail, de maniere qu'un ouvrier d'Amsterdam qui gagne dans le

courant d'une année 300 florins, en paie réellement 1000 à la République, par la réunion de toutes les impositions. Les contributions publiques n'ont pas été jusqu'à présent portées à un pareil excès en Angleterre; les ouvriers n'y paient, les uns dans les autres, que la dixieme partie des sommes qu'ils retirent de leur travail, & les impositions de ceux qui vivent avec la plus grande économie, & la plus grande sobriété, & qui se contentent du plus étroit nécessaire, ne forment qu'environ la trente-sixieme partie de ce qu'ils gagnent dans le courant de l'année (*). On ne remarque aucune différence dans la maniere dont les Anglois & les Hollandois se nourrissent. Ils font usage des mêmes aliments; mais la livre de pain blanc coûte en Hollande

(*) Il s'en faut beaucoup que les impositions payées par les ouvriers François, montent au dixieme du produit de leur travail. Les ouvriers employés dans toutes les Manufactures du Royaume gagnent au moins, les uns dans les autres, quinze sols par jour, ce qui revient à 225 liv. par an, déduction faite des Dimanches & des Fêtes. Les ouvriers employés dans nos manufactures paient au plus 18 liv. les uns dans les autres, en réunissant toutes les impositions. La moitié du Royaume est exempte des Aides & des Gabelles, & dans ces Provinces où la Taille & la Capitation sont plus fortes que dans les Pays des cinq grosses Fermes, un ouvrier paie au plus 6 livres pour sa contribution à la taille & à la capitation. Il est même à propos d'observer que les simples ouvriers non mariés, & qui travaillent pour les maîtres, sont dans presque toutes les Provinces exempts de taille, que la plupart ne sont pas imposés à la capitation, ou que leurs maîtres la paient pour eux.

trois sols, & la livre de viande neuf sols (*). La journée d'un ouvrier ne se paie cependant communément en Hollande qu'un Schelling & deux sols Sterling (**). Le prix de la main-d'œuvre y est par conséquent plus bas qu'en Angleterre, & c'est par cette raison, que le Peuple y est généralement sobre & industrieux. La grande valeur des Denrées n'engage cependant pas les Hollandois à s'expatrier & à se refugier dans les pays où ils pourroient se les procurer à meilleur marché; car la Hollande est de tous les pays de l'Europe celui où la population est la plus nombreuse & les terres les mieux cultivées. Les pauvres sont toujours assurés d'y trouver de l'occupation, & la nécessité les oblige à travailler tous les jours de la semaine. Plusieurs même d'entr'eux ne satisfont pas au précepte du Dimanche, & ne prennent aucun jour de repos. Le travail leur est devenu une habitude nécessaire, & ils le préférent aux plaisirs que le commun des hommes recherche avec tant d'ardeur. L'oisiveté, mere de tous les vices, & dont l'Empire s'étend

(*) L'Auteur de la Lettre fait ses calculs en monnoies d'Angleterre, où le sol a une valeur double du nôtre; il en résulte que la livre de pain blanc coûte en Hollande six sols de notre monnoie, & la livre de viande dix-huit sols.

(**) Un Schelling & deux sols Sterling font vingt-huit sols de notre monnoie. Il s'en faut beaucoup que les journées de nos ouvriers soient d'un prix aussi considérable.

chez toutes les Nations, a fait place dans cet heureux pays à l'honnêteté, à l'induſtrie, & à la ſobriété. Les crimes ſont extrêmement rares chez ce peuple vertueux. Quelque grand nombre d'habitants qu'il y ait dans la ville d'Amſterdam on n'y condamne pas à mort plus de quatre criminels par an, & on ne rencontre aucun mendiant dans les rues. Heureux effet du bas prix de la main-d'œuvre, ou ce qui eſt la même choſe de la plus grande valeur des Denrées néceſſaires à la ſubſiſtance. Il eſt cependant à propos d'obſerver que les Hollandois ont une police admirable par rapport à leurs pauvres, & que leurs Loix ſur cet objet important de légiſlation, contiennent les diſpoſitions les plus ſages, & ſont exécutées avec la plus grande exactitude. Je ſuis toujours étonné que l'exemple d'un Peuple ſi voiſin de nous, n'excite pas l'attention de nos Légiſlateurs & ne les détermine pas à publier des Loix dont l'exécution rigoureuſe banniroit la mendicité, arrêteroit la débauche, détruiroit l'oiſiveté, donneroit de l'occupation aux pauvres, fourniroit des reſſources à l'honnête induſtrie, & ſoulageroit les Propriétaires des terres de l'impoſition de la taxe des pauvres qui s'augmente annuellement, & dont le poids devient tous les jours plus accablant. Les Légiſlateurs ne peuvent employer leur vigilance à un objet plus digne

de leur attention : il dépend d'eux de donner des Loix dont l'effet nécessaire seroit de répandre dans toutes les classes de la partie industrieuse de la Nation, l'esprit de travail, de frugalité & d'économie, & de rendre vertueux, & par conséquent heureux six à sept millions d'habitants. Le degré de perfection que pourroit acquérir notre administration, sur cet objet important, contribueroit sans doute à l'accroissement de notre commerce, de notre population, de nos richesses, & de notre puissance. Nous avons lieu d'espérer que nos Ministres ne borneront pas leurs soins patriotes, à fixer les limites des nouvelles possessions que la derniere guerre nous a fait acquérir dans le nouveau monde, & à les mettre en sûreté contre les entreprises injustes de nos ambitieux voisins ; mais qu'ils s'occuperont également à remédier à la débauche & à l'oisiveté. Il est digne de leur sagesse, de leur vigilance & de leur amour pour le bien public de prévenir, & d'arrêter deux maux aussi funestes dans la société. Les taxes établies sur les Denrées nécessaires à la subsistance, & qui ont excité tant de clameurs dans toutes les parties du Royaume, contribuent à la vérité à animer le travail & l'industrie ; mais elles ne sont pas un moyen suffisant pour bannir entiérement la débauche & l'oisiveté. Il est par conséquent très-intéressant

que le Gouvernement rende inceſſamment une Loi nouvelle, qui aſſure la ſubſiſtance des véritables pauvres, & empêche la mendicité; il eſt également néceſſaire que cette loi ſoit rédigée avec la plus grande attention, & qu'on l'exécute avec la plus grande exactitude.

On ne ceſſe de repréſenter les taxes impoſées ſur les Denrées néceſſaires à la ſubſiſtance des pauvres, comme deſtructives de notre commerce étranger. L'expérience apprend cependant que les droits ſur la conſommation ſont les impôts les moins préjudiciables à un Etat, & ceux qu'il ſeroit néceſſaire de conſerver, s'il étoit poſſible de ſupprimer les autres. L'Auteur eſtimable de *l'apologie des Arts & du Commerce* qui a fait une étude particuliere de cette matiere, & dont l'ouvrage m'a fourni la plus grande partie des réflexions que contient cette Lettre, propoſe dans ſon ouvrage, d'imiter ce qui ſe pratique en Hollande; c'eſt-à-dire de lever un impôt ſur le bled lorſqu'il eſt de peu de valeur, & d'en employer le recouvrement à former un fonds, qui ſoit uniquement deſtiné à ſoulager les indigents dans les temps de maladie, de famine, de ceſſation d'ouvrage, ou autres calamités publiques. Les pauvres ſeuls auroient part à cette diſtribution, dont la répartition ſe feroit dans la proportion du nombre de

perſonnes dont chaque famille ſeroit compoſée. Il ajoute qu'en adoptant ce projet chacun contribueroit à l'impoſition dans la proportion de ſa dépenſe, & que plus les pauvres ſeroient chargés d'enfants, plus ils recevroient de ſecours dans les temps malheureux.

Quelle que ſoit l'opinion de nos politiques ſpéculateurs ſur la matiere des impôts qui portent ſur les néceſſités de la vie, & quelque grandes que ſoient les clameurs du Peuple contre cette partie des revenus publics, il eſt de toute vérité, & l'expérience le démontre, que l'oiſiveté & la débauche ſont la conſéquence néceſſaire & infaillible du haut prix de la maind'œuvre, ou du bas prix des Denrées; ces deux circonſtances, malgré l'apparence de la contradiction, ſont inſéparables, & ſe confondent mutuellement. On peut aſſurer en effet que le prix de la main-d'œuvre eſt très-cher, & d'une valeur très-conſidérable, lorſqu'un ouvrier peut ſe procurer tous les beſoins de la vie en ne travaillant qu'une partie de la ſemaine, ainſi qu'il n'arrive que trop ſouvent dans ce Royaume. Je puis d'ailleurs ajouter que l'oiſiveté & la débauche ſont les ſuites naturelles du haut prix de la main-d'œuvre & du bas prix des Denrées; & vous en conviendrez avec moi en jettant les yeux ſur les différents Etats de l'Europe.

Vous pouvez obſerver avec un peu d'attention, que les pays où le Peuple & les ouvriers vivent à meilleur marché, où ils peuvent ſe procurer à moins de frais les néceſſités de la vie, & où le beſoin ne les force pas à ſe livrer à un travail continuel & aſſidu, ſont ceux où il y a moins de manufactures, d'induſtrie & d'objets différents de commerce.

Le témoignage des perſonnes inſtruites qui ont travaillé ſur la matiere des impôts, & l'expérience des Etats voiſins vont me ſervir maintenant à lever toutes les difficultés qui peuvent vous reſter, & donneront une nouvelle force à tout ce que j'ai dit juſqu'à préſent.

Le Chevalier Guillaume Temple propoſe au Lord, Lieutenant d'Irlande, dans le diſcours qu'il lui a préſenté, différents projets pour augmenter la valeur des Denrées de ce Royaume, comme étant le moyen le plus ſûr d'en étendre le commerce, & d'y exciter l'induſtrie du Peuple. Les Chevaliers Guillaume Petti & Jozias Childs, Meſſieurs Polixfen & Gée & beaucoup d'autres Auteurs obſervent que le Commerce ne peut être étendu & floriſſant dans les pays où les néceſſités de la vie ſont de peu de valeur. L'Auteur de l'*apologie du Commerce & des Arts* que j'ai déjà cité pluſieurs fois, obſerve à la page 69 de ſon ouvrage, que les pays fertiles,

& dont la population eſt peu nombreuſe, jouiſſent rarement d'un commerce floriſſant, & il en donne pour raiſon, qu'une grande partie des productions de ces pays devenant inutile par le petit nombre des conſommateurs, les propriétés y ſont de peu de valeur, les Denrées trop abondantes, & à très-bon marché, & la main-d'œuvre très-chere. Le célebre Docteur Franklin, après avoir parlé *dans ſes obſervations ſur l'accroiſſement du genre humain*, du nombre prodigieux d'habitants que renferment nos Colonies ſeptentrionales de l'Amérique, où les Anglois ne ſont cependant établis que depuis environ 150 ans, dit que le terrein poſſédé par l'Angleterre dans cette Partie du monde, eſt d'une ſi grande étendue, que malgré cet accroiſſement prodigieux de population, il ne peut être entiérement peuplé, qu'après la révolution d'un grand nombre de ſiecles, & que juſqu'à ce moment, la main-d'œuvre y ſera toujours extrêmement chere. Il attribue cette continuité du haut prix de la main-d'œuvre, au changement d'état dans ceux qui traverſent les mers pour aller habiter nos Colonies. La plupart de ces paſſagers ſont en effet des ouvriers, qui trouvant difficilement à ſubſiſter, ſoit en Angleterre, ſoit dans les autres pays de l'Europe, ſe déterminent à changer de climat. Ces ouvriers exercent en arrivant

en Amérique, les métiers qu'ils ont appris en Europe; mais les gains qu'ils font en peu d'années, les mettent bientôt en état de devenir colons. Ils forment des habitations dont ils sont propriétaires, & abandonnent leurs anciennes professions, pour être cultivateurs de leurs propres terres. Ce même Auteur prouve encore par plusieurs autres raisons que le haut prix de la main-d'œuvre en Amérique, sera pendant long-temps un obstacle insurmontable à l'établissement des manufactures d'Europe dans cette partie du monde. Je crois avoir lu dans les maximes de Hollande du fameux de With, que l'économie, l'industrie, & l'invention des nouvelles machines & des nouveaux objets de commerce étoient les suites nécessaires des grandes impositions que les différents Gouvernements exigent de leurs sujets. M. Locke remarque que de son temps l'industrie & l'économie des Hollandois étoit tellement supérieure à la nôtre, que nous ne pouvions pas vendre dans les pays étrangers, l'huile de navette au même prix qu'ils la vendoient eux-mêmes, quoiqu'ils en eussent acheté la graine en Angleterre, & que nous eussions sur eux l'avantage de la fabriquer dans le pays où s'en faisoit la récolte. M. Locke attribue l'industrie & l'économie de ce Peuple à la grande valeur des Denrées nécessaires à sa subsistance. On peut aussi

obſerver que, du temps d'Edouard III, les Draps fabriqués en Flandre ſe vendoient en Angleterre meilleur marché, que ceux qu'on fabriquoit dans ce Royaume, quoique les Flamands fuſſent obligés d'y acheter la matiere premiere de leurs Draps, & de payer des droits conſidérables de Douane, tant pour la ſortie des laines, que pour l'entrée de leurs étoffes. Ce qui prouve de la maniere la plus évidente tous les avantages que les Nations peuvent retirer de l'induſtrie & de l'économie. Je puis ajouter encore pour confirmer tout ce que j'ai dit juſqu'ici, que tous les Etats renommés par le commerce, ſoit dans l'antiquité, ſoit dans les temps modernes, n'ont eu que des territoires peu étendus, & que la grande population y donnoit une valeur conſidérable à toutes les néceſſités de la vie. Tyr, Sidon, Carthage, Athenes, Rhodes, Syracuſe, Aggrigente, Marſeille, Veniſe, la Hollande, & les villes anſéatiques ſont une preuve de cette vérité.

Votre ami objecte à ces différentes obſervations qu'en remontant aux temps les plus reculés de l'antiquité, & en ſuivant exactement les progrès du Commerce, on ne l'a vu proſpérer que dans les pays où il étoit protégé, & où les Denrées néceſſaires à la vie étoient en abondance ; au lieu qu'il s'en eſt éloigné toutes les fois que l'une de ces deux circonſtances a ceſſé d'exiſter.

Je souscrirois volontiers à l'opinion de mon adversaire, s'il se bornoit à dire, que le Commerce protégé par le Gouvernement, attire toujours les hommes dans un Etat, & qu'il en augmente la population. Il est nécessaire en effet que le Peuple soit réuni en corps de société avant que de se livrer aux entreprises de commerce, & ce n'est que par l'établissement d'une bonne Police que les hommes sont attirés d'un Etat dans un autre. Ils cherchent à habiter les Lieux où les Loix assurent les propriétés, & fournissent de l'occupation à ceux qui en sont privés. La valeur des Denrées augmente alors insensiblement; le prix de la main-d'œuvre diminue dans la même proportion, les Manufactures se perfectionnent, le Commerce étranger prend tous les jours de nouveaux accroissements, & l'Etat acquiert continuellement de nouvelles richesses & de nouveaux habitants. On ne quitte le lieu de sa naissance, que parce qu'on y manque d'occupation, & qu'on est assuré d'en trouver chez les Etrangers. Les Peuples qui ont un grand nombre d'objets de travail & d'occupation, ne manquent jamais des Denrées nécessaires à leur subsistance, parce que les terres y sont toujours bien cultivées, ainsi qu'on le voit en Hollande, le pays de l'Europe qui contient le plus d'Habitants dans la même étendue de terrein. La Disette &

la Famine n'affligent jamais les Etats enrichis par le commerce. Le nombre des habitants peut y être, sans dangers & sans inconvénients, supérieur à la quantité des productions nécessaires à leur subsistance. Ils peuvent dans tous les temps se procurer chez les Nations voisines de quoi suppléer à leurs propres moissons, & leurs voisins s'empressent de leur porter le superflu de leurs denrées, en échange des marchandises dont ils ont besoin. Les Etats où le Commerce & les Arts sont florissants ne peuvent donc jamais être dans une Disette absolue de Denrées, & le Peuple y trouve en tout temps du travail & de l'occupation. La Hollande en est un exemple que je cite souvent; mais il est trop frappant pour que je craigne de me répéter. La liberté dont on jouit dans cet Etat, la bonté de son Gouvernement, & l'étendue de son Commerce y ont attiré un si grand nombre d'habitants, que les terres, quoique cultivées au plus haut degré de perfection, y produisent cependant des récoltes toujours inférieures à la quantité nécessaire pour la subsistance du Peuple. La nécessité de tirer des pays étrangers une grande partie des Denrées, jointe aux fortes impositions établies sur les consommations, en rend par conséquent la valeur très-considérable; mais les malheurs de la Disette & de la Famine, ne s'y font jamais

ſentir, & le haut prix des Denrées néceſſaires à la ſubſiſtance ne porte aucun préjudice à ſon commerce.

L'aſſurance de trouver en tout temps du travail & de l'occupation eſt le véritable motif qui engage les hommes à quitter leur pays natal ; le deſir de ſe procurer une ſubſiſtance moins coûteuſe, n'eſt pas ce qui les attire dans les pays étrangers. Suivant l'Auteur judicieux de l'*apologie du Commerce & des Arts*, tout Etat qui joint à un Commerce floriſſant, un Gouvernement doux & équitable, où les impôts ſont répartis avec juſtice & proportion, où toutes les Religions ſont tolérées, où chaque Citoyen vivant ſous la protection des Loix, n'a rien à redouter pour ſa liberté & ſes propriétés, & où les étrangers jouiſſent de tous les droits des naturels du pays, ce peuple attire continuellement de nouveaux habitants. Les hommes indigents, malheureux, perſécutés, mais induſtrieux ſe rendent de toutes les parties du monde dans un pays qui jouit de ces précieux avantages. Ils y accourent en foule & changent bientôt les Etangs & les Marais en riantes Prairies ; les Rochers arides ſe couvrent de verdure, & ce qui étoit déſert & en friche devient des plaines fertiles & des habitations délicieuſes.

Tout le monde convient que les Denrées de premiere néceſſité ſont d'une

très-grande valeur en Hollande. Le desir de se procurer une subsistance peu coûteuse n'est donc pas le motif qui y attire les étrangers. L'industrie des Hollandois seroit même éteinte depuis long-temps, si le prix de la main-d'œuvre étoit toujours dans une proportion exacte avec la valeur des Denrées. Dans ce cas, la perte de l'industrie auroit entraîné depuis long-temps celle du commerce étranger, qui procure aux habitants de cette République leurs immenses richesses; mais quoiqu'une grande population dans un petit territoire, y fasse nécessairement augmenter la valeur des Denrées, il n'est pas moins certain, que dans tous les Etats soumis à une bonne Police, & gouvernés par des Loix sagement rédigées, cette réunion d'habitants contribue à conserver le bas prix de la main-d'œuvre, anime l'industrie dans toutes les classes du peuple, & les oblige à ne pas sortir des bornes que leur prescrivent la frugalité & l'économie. Une loi de naturalisation générale qui offriroit aux Etrangers tous les droits des Citoyens, seroit donc, comme je vous l'ai déjà fait observer, l'expédient le plus utile, pour augmenter la puissance du Royaume, & lui procurer en même-temps de nouvelles richesses & une population plus nombreuse. La suppression du droit odieux d'*Aubaine* attireroit en Angleterre, dans un

très-

très-petit nombre d'années, beaucoup d'etrangers, qui, partageant avec les anciens sujets toutes les differentes professions, perfectionneroient la culture de nos terres, ainsi que nos fabriques & nos manufactures. Nos Marchandises auroient alors la préférence dans tous les pays etrangers, & notre Commerce l'emporteroit à tous égards sur celui de nos rivaux. Le projet d'une naturalisation générale a déjà été agité. Quelques personnes s'y sont opposées, sous le prétexte que le concours des etrangers que cette loi attireroit dans le Royaume, seroit assez grand pour y occasionner une Disette des Denrées nécessaires à la subsistance, & en augmenter la valeur, au point de réduire les Naturels du pays aux dernieres extrêmités. Je conviens en effet que la valeur des Denrées nécessaires à la subsistance, peut augmenter par un accroissement de population subit & considérable; mais il est moralement impossible que dans un Etat enrichi par un Commerce étendu, les pauvres puissent jamais éprouver les malheurs de la famine. Quelque grand que pût être l'abord des Etrangers, qu'attireroit parmi nous la loi d'une *naturalisation* générale, il s'écouleroit un grand nombre d'années, avant que l'Angleterre fût, par rapport à la valeur des Denrées, de *niveau* avec la Hollande, où, comme je vous l'ai fait

obſerver, les impôts ſur la conſommation ſont très-conſidérables ; d'ailleurs il s'en faut beaucoup que nos terres ſoient auſſi-bien cultivées, quelles ſont ſuſceptibles de l'être, & on en trouve d'incultes dans toutes les parties du Royaume. Les défrichements auxquels les Etrangers pourroient être employés & l'amélioration de notre culture, accroîtroient probablement la quantité de nos productions ; & bien-loin d'en augmenter la valeur contribueroient à la diminuer. Il n'y a pas lieu de préſumer que la population de l'Angleterre puiſſe jamais être aſſez nombreuſe pour que le Royaume ſoit obligé, ainſi que la Hollande, de tirer des Etats voiſins une partie des Denrées néceſſaires à la ſubſiſtance de ſes habitants ; mais ſi ce prétendu malheur arrivoit jamais, l'Angleterre auroit non ſeulement les mêmes reſſources que la Hollande, mais elle auroit encore l'avantage, ou de tirer des Colonies de l'Amérique une partie de ſa ſubſiſtance, ou de faire tranſporter, ſi je puis m'exprimer ainſi, le ſuperflu de ſa population dans ces mêmes Colonies.

La loi de *naturaliſation* générale ne ſeroit donc en aucune maniere préjudiciable à l'Angleterre : elle ſeroit au contraire avantageuſe à toutes les claſſes du Peuple. Les terres défrichées & remiſes en culture, augmenteroient les revenus du Clergé,

aussi-bien que celui de la Noblesse & le nombre des cultivateurs ; les Manufactures se perfectionneroient, & les marchandises mieux fabriquées, & de moindre valeur, auroient un débit plus considérable dans les Etats voisins. Le commerce étranger feroit de nouveaux progrès, & enrichiroit par conséquent le Manufacturier, le Commissionnaire, le Marchand, & tous ceux que l'industrie & le commerce font subsister. Le Peuple seroit continuellement occupé. La méchanique aideroit l'industrie par l'invention de nouvelles machines, qui multiplieroient le travail en diminuant le nombre des ouvriers. La sobriété & l'économie seroient des vertus aussi communes qu'elles sont rares présentement. Les ouvriers paresseux & débauchés, qui ne travaillent que quatre jours dans la semaine, pour en passer les deux autres dans l'oisiveté & dans la débauche, se plaindroient sans doute ; mais ils n'exciteroient aucune pitié : ils seroient forcés d'imiter les Etrangers devenus leurs compatriotes, & de vivre ainsi qu'eux avec tempérance & frugalité. Le Ministere actuel paroît être fort éloigné d'adopter le projet de *naturalisation* générale, que plusieurs autres Etats de l'Europe ont exécuté avec succés ; mais ce qui n'a pas lieu dans un temps s'exécute souvent dans un autre, & il y a lieu d'espérer que les Ministres à

venir, instruits & éclairés par les fautes de leurs prédécesseurs, se rendront aux desirs des bons Citoyens, qui n'ont d'autre intérêt que celui du bien public.

Les idées qu'on s'est formé sur les impositions relativement au prix de la main-d'œuvre, me paroissent aussi mal fondées que celle dont le Public a été prévenu par rapport à nos Dettes nationales. On les a fait envisager long-temps comme devant être la ruine inévitable de l'Etat. On pensoit même, il y a moins d'un siecle, que l'Angleterre seroit privée de tout commerce étranger, aussi-tôt que les Dettes publiques seroient portées à trente millions sterling. L'événement a justifié combien cette crainte étoit chimérique, nos exportations se sont accrues en même-temps que les Dettes publiques, & notre commerce étranger avoit déjà fait de très-grands progrès, lorsque l'Etat s'est trouvé débiteur de trente millions. Je ne prétends pas vous mettre sous les yeux toutes les prédictions de nos prétendus politiques, suivant les différents degrés de nos dettes nationales. Vous vous rappellez sans doute qu'on assuroit très-positivement, il y a peu d'années, que si l'Etat se trouvoit malheureusement débiteur de cent millions, on seroit obligé d'établir des taxes & des impositions, que notre commerce seroit dans l'impuissance de supporter; & que dans ce

cas nos Négociants, ne pouvant plus être en concurrence avec les étrangers, le Gouvernement éprouveroit le malheur d'un discrédit général, & seroit par conséquent forcé de manquer à ses engagements. Nos derniers *Prophetes* n'ont pas été mieux inspirés que ceux qui les ont précédés. Nous voyons en effet, que quoique nous soyons débiteurs de plus de 130 millions sterling, notre commerce est plus florissant qu'il ne l'a jamais été, notre crédit appuyé sur des fondements plus solides, & nous sommes parvenus à un degré de gloire & de puissance, dont nos Ancêtres étoient fort éloignés. Je puis en dire autant de la Hollande, dont les Dettes nationales sont plus considérables que les nôtres, par comparaison à la population & à la puissance des deux Etats. Les Dettes de cette République ont forcé ses Administrateurs à lever sur les Peuples des impôts plus considérables & plus onéreux, que ceux auxquels les Anglois sont assujettis. Le commerce des Hollandois n'en a cependant souffert aucun préjudice. La Hollande est le pays de l'Europe le plus riche & le plus peuplé, & Amsterdam est le centre où se terminent les échanges réciproques de toutes les Nations de l'Europe. On ne voit dans aucun Etat des Négociants aussi riches qu'en Hollande, & le Peuple le plus industrieux de la terre est en même

temps le plus ſobre & le plus économe. Les richeſſes des uns, & la frugalité des autres, ont rendu les habitants de cet heureux pays, nos rivaux dans le commerce, & ſi les Dettes nationales entraînoient tous les malheurs prédits par nos politiques, la République de Hollande ne ſubſiſteroit plus depuis un ſiecle. Je me flatte que ces différentes reflexions détruiront dans votre eſprit, l'opinion que vous vous étiez formée ſur les taxes, & ſur les impoſitions. Vous conviendrez en conſéquence avec moi, qu'elles ne ſont pas auſſi préjudiciables à une Nation, que le repréſentent des Obſervateurs ſuperficiels; & en ne les conſidérant que relativement aux Denrées néceſſaires à la ſubſiſtance dont elles augmentent la valeur, elles vous paroîtront bien plus avantageuſes que nuiſibles à un Etat commerçant. Je ſuppoſe cependant dans tout ce que je viens de dire, que les taxes & les impoſitions ne ſont pas exceſſives, qu'elles ſont proportionnées à la richeſſe & aux forces de la Nation, & c'eſt heureuſement la ſituation actuelle de ce Royaume.

Il me reſte préſentement à répondre à l'objection principale de votre ami, & ſur laquelle il paroît s'appuyer davantage. Il ſoutient qu'il exiſte néceſſairement une proportion entre le prix de la main-d'œuvre & la valeur des Denrées; que cette

proportion doit être combinée de façon que la rétribution du travail soit suffisante pour que les pauvres & les ouvriers, tant qu'ils seront occupés, n'aient aucune inquiétude sur leur subsistance, & celle de leur famille, & que rien ne les éloigne du lien le plus nécessaire à la société, & vers lequel tous les hommes sont naturellement entraînés.

Je conviens que le prix de la main-d'œuvre doit être proportionné à la valeur des Denrées, & que tout Législateur qui se proposeroit de fixer la rétribution du travail des ouvriers, donneroit une loi injuste si la proportion n'étoit pas exactement observée ; mais je soutiens qu'il est impossible de la déterminer. En effet il est certain 1°. Qu'un homme marié, sage, industrieux & laborieux pourroit se procurer tous les besoins de la vie, dans le cas même où les Denrées auroient plus de valeur qu'elles n'en ont présentement, tandis qu'une diminution de plus de moitié de cette même valeur, n'empêcheroit pas que le Célibataire paresseux & débauché ne fût dans la plus extrême pauvreté. 2° Avant que de fixer le prix de la main-d'œuvre, il seroit nécessaire de régler la dépense des ouvriers, & de leur donner à tous la force & l'intelligence nécessaire pour remplir le même objet de travail pendant le même espace de temps. 3°. Lorsque le souverain

Législateur a condamné l'Homme au travail, il a ordonné qu'un des jours de la semaine lui seroit entiérement consacré. Il seroit donc indispensable, en fixant le prix de la main-d'œuvre, d'accorder à l'ouvrier une rétribution suffisante, pour qu'il ne fût occupé le Dimanche que des devoirs de la Religion, & que le travail de six jours le mît en état de subsister le septieme. (*) Enfin l'aisance ou la pauvreté des ouvriers dépend principalement de leur caractere. Il s'en trouve dans les manufactures, qui non seu-

(*) *Note de l'Auteur.*

Il est impossible de déterminer précisément 1°. En quoi consistent les besoins de l'ouvrier & de sa famille. 2°. Le mot de *famille* est vague & a une signification incertaine. Les familles d'un Etat ne sont pas toutes composées du même nombre de personnes. Les unes en contiennent 4, & les autres 10. 3°. Un ouvrier travaille 16 heures dans sa journée, tandis que d'autres n'en emploient que 6. 4°. La succession des années apporte des différences dans l'espece, & la quantité du travail dans un Etat & les manufactures ne sont pas toujours également employées. 5°. La diversité des saisons & de la température de l'air, la longueur ou la courte durée des jours exigent nécessairement des différences dans le prix du travail. 6°. L'argent n'a pas chez toutes les Nations une égale valeur. Une once de ce métal suffira dans un pays pour acheter un sac de bled & payer vingt journées d'ouvriers, tandis que la même quantité d'argent suffira à peine dans un autre pour acheter un boisseau de ce même bled, ou payer cinq journées d'ouvrier. Dans quels embarras & dans quelle perplexité ne seroit pas le Législateur pour rendre une Loi qui fixât les journées des ouvriers. Toutes ces circonstances doivent cependant être pesées lorsqu'on écrit sur le prix de la main-d'œuvre, & qu'on le compare entre deux Etats différents.

lement ne ſe refuſent, ainſi qu'à leur famille, aucune des néceſſités de la vie, mais qui par leur frugalité & leur économie, mettent en réſerve une partie de leur gain, & laiſſent à leurs enfants une ſucceſſion, qu'on peut regarder comme opulente, pour leur condition. On peut même remarquer que les ouvriers qui font des épargnes, & qui laiſſent après leur mort, quelques ſommes d'argent à partager entre leurs enfants, ont été mieux nourris, & mieux vêtus, que ceux qui dépenſoient exactement tout ce qu'ils gagnoient, quoique les Fabricants payaſſent également le travail des uns & des autres. Toutes ces conſidérations prouvent qu'il eſt abſolument impoſſible de fixer par une loi équitable le prix de la main-d'œuvre.

Tout Légiſlateur qui voudroit l'entreprendre ſeroit trompé, par le préjugé populaire, qui fait regarder la valeur des Denrées comme la baſe unique du prix de la main-d'œuvre. Je crois vous avoir déjà prouvé, que la main-d'œuvre peut être très-chere, quoique les Denrées ſoient à bon marché. Je vais peut-être me répéter; mais je ne puis m'empêcher de faire quelques obſervations ſur les expreſſions de *cherté & de bon marché* dont on ſe ſert ſi communément, & ſur la relation qu'elles peuvent avoir l'une à l'égard de l'autre. L'Auteur de l'*Apologie du Commerce & des*

Arts, dont je rapporterai les propres paroles, prétend que le Peuple ne regarde les Denrées à *bon marché*, que lorſque les ouvriers peuvent ſe procurer toutes les néceſſités de la vie en travaillant peu, & qu'il les regarde au contraire comme *très-cheres* lorſqu'il eſt obligé d'employer un travail aſſidu pour en avoir la même quantité. On voit dans les anciens titres conſervés par les Hiſtoriens, que dans les temps reculés, & lorſque le boiſſeau de bled ne valoit, année commune, que deux Schellings, le prix de la main-d'œuvre étoit ſi conſidérable, que la rétribution de deux jours de travail mettoit un ouvrier en état d'acheter un boiſſeau de bled. Cependant ſoit que le boiſſeau de bled ſe paie préſentement ſix Schellings, ſoit que ſa valeur ne monte qu'à la moitié de cette ſomme, on n'apperçoit aucun changement dans le prix de la main-d'œuvre.

Je crois pouvoir rendre la vérité de l'obſervation de cet Auteur encore plus ſenſible, en renfermant tous les beſoins de la vie, ſous la ſeule dénomination du bled, & en ſuppoſant qu'un ouvrier qui gagne un Schelling par jour, n'a beſoin que d'un boiſſeau de bled de la valeur de 5 Schellings, pour ſubſiſter lui & ſa famille, pendant l'eſpace d'une ſemaine. Il eſt évident que dans cette ſuppoſition l'ouvrier n'eſt pas forcé à travailler les ſix jours de

la ſemaine, & qu'indépendamment du Dimanche, entiérement conſacré à la Religion, il peut prendre un ſecond jour de repos. Si une récolte abondante diminue la valeur du boiſſeau de bled d'un Schelling, l'ouvrier ne ſera plus alors contraint qu'à travailler quatre jours de la ſemaine, & deux jours de repos ne lui paroîtront plus ſuffiſants. Il eſt donc malheureuſement vrai que lorſque les ouvriers ſont obligés de travailler cinq jours dans une ſemaine, ils ont acquis le droit de paſſer le ſixieme dans la débauche & dans l'oiſiveté, & que lorſque le bon marché du bled n'exige que quatre jours de travail, ils peuvent, ſans ſe priver d'aucune des néceſſités de la vie, en paſſer deux à ne rien faire. En ſuppoſant au contraire qu'une mauvaiſe récolte faſſe monter la valeur du boiſſeau de bled à ſix Schellings, il eſt également évident que les ouvriers ſeront forcés de ne perdre aucun jour de la ſemaine & de ſe livrer à un travail continuel qui leur deviendra indiſpenſable pour leur ſubſiſtance & celle de leur famille; mais comme le prix de la main-d'œuvre eſt toujours dans une proportion ſupérieure à celle de la valeur des Denrées néceſſaires à la ſubſiſtance, il en réſulte que lorſque la valeur du bled oblige les ouvriers à travailler pendant toute la ſemaine, l'homme induſtrieux eſt non ſeulement en état

de pourvoir à sa subsistance & à celle de sa famille, mais il lui est même possible de mettre en réserve quelques médiocres sommes d'argent. L'obligation de travailler six jours dans la semaine, & de n'en avoir qu'un destiné au repos, ne peut jamais être regardée comme cruelle & déraisonnable : elle a été imposée aux hommes par la Loi de Moyse, & tout Etat commerçant qui desire augmenter ses richesses & sa puissance par l'accroissement de son commerce étranger, est intéressé à donner une nouvelle force à un commandement si propre à rendre le Peuple sobre & industrieux.

Je me flatte, Monsieur, qu'après avoir apporté à mes réflexions toute l'attention qu'elles me paroissent mériter, vous conviendrez avec moi que tout ce qui peut contribuer à forcer le peuple à travailler les six jours de la semaine, est un véritable avantage pour lui & pour l'Etat. Vous devez reconnoître présentement, que lorsque les Denrées sont à bon marché, le prix de la main-d'œuvre augmente, qu'il diminue au contraire lorsque les Denrées nécessaires à la vie ont une valeur considérable, & qu'en un mot le besoin seul peut forcer le Peuple au travail. Il est impossible d'évaluer exactement ce que gagneroit l'Angleterre si tous les ouvriers des manufactures travailloient un jour de plus par semaine ; mais il est très-vraisem-

blable que cette augmentation de travail, feroit fabriquer pour plus de 12 millions de marchandiſes au-delà de ce que les fabriques en produiſent dans les années ordinaires. Objet immenſe & qui mérite ſans doute que le Miniſtere y apporte une ſérieuſe attention.

Les perſonnes compatiſſantes objecteront ſans doute, que la grande valeur des denrées néceſſaires à la vie, obligeant les ouvriers oiſifs & pareſſeux à travailler plus qu'ils ne font préſentement, il eſt impoſſible qu'il n'en réſulte un préjudice réel à l'égard de ceux qui ſont exempts de ces vices, & qui ont toujours mené une vie ſage & laborieuſe. Mais je réponds à cette objection, que l'induſtrie générale du peuple, (ſuite néceſſaire de la grande valeur des denrées,) amenera bientôt l'abondance; que d'ailleurs la conſommation devenant plus grande, le travail de l'homme ſage & induſtrieux lui donnera un nouveau profit, qui le dédommagera avec avantage de la cherté des denrées néceſſaires à ſa ſubſiſtance, & à celle de ſa famille. Quoique je ſois très-éloigné de penſer que ce que je regarde comme le bien général, puiſſe être préjudiciable à l'ouvrier ſage & laborieux; ſi cependant il en arrivoit autrement, je reconnoîtrois alors l'ordre ſupérieur de la Providence, qui permet quelquefois que les hommes

vertueux souffrent des vices des autres. Ses décrets doivent être respectés; & c'est se conformer à ce qu'elle prescrit, que de donner la préférence au bien général, dans le cas même où il ne peut s'opérer sans faire tort à quelques particuliers. Il est incontestable que le prix considérable de la main-d'œuvre de nos ouvriers, prive la nation de l'avantage de vendre ses marchandises dans les pays étrangers, & donne à nos voisins la préférence sur nous. Il est par conséquent nécessaire de trouver un remede contre un mal qui détruira, avec le temps, tout notre commerce, qui laissera notre peuple sans occupation, & l'exposera à toutes les horreurs de l'indigence. Ce seroit donc une extrême injustice que d'accuser de dureté & d'inhumanité un Ministre, qui en augmentant la valeur des denrées nécessaires à la vie, mettroit la nation à l'abri de maux aussi funestes.

Les ouvriers sages & laborieux souffriroient un préjudice réel de l'augmentation de valeur des denrées de premiere nécessité, sans qu'il en résultât un mal aussi grand que vous pouvez l'imaginer. Ceux qui vivent du travail de nos manufactures, & qui ont toujours mené une vie sage, frugale, & économe, ne peuvent pas être considérés comme de véritables pauvres, & il y en a très-peu parmi eux qui soient dans l'indigence. Je vous ai fait voir

précédemment que, même dans les temps de disette, un bon ouvrier peut mettre en réserve une partie du fruit de son travail; & je pourrois vous citer, pour vous en convaincre, l'exemple d'un ouvrier de ma connoissance, qui a épargné, dans l'espace d'environ vingt ans, près de 500 livres sterling. Il est impossible que plusieurs autres ouvriers, également sages & laborieux, n'aient pareillement mis en réserve une partie de ce qu'ils ont gagné pendant une longue suite d'années. Les uns auront épargné 300 livres, les autres 200 livres, & enfin un plus grand nombre encore des sommes moins considérables. Mais je veux bien supposer, contre l'expérience journaliere, que les ouvriers ne puissent retirer de leur travail que ce qui est indispensable pour satisfaire aux besoins de la vie, & se procurer les agréments & les douceurs dont leur condition est susceptible. Le préjudice qu'ils souffriroient de la cherté des denrées, ne seroit jamais une raison suffisante pour s'opposer aux avantages immenses, que procureroit à l'Etat le travail forcé & assidu de tous les ouvriers.

Je serois très-fâché que mes observations sur la valeur des denrées & le prix de la main-d'œuvre, me fissent passer dans votre esprit pour un cœur dur & inhumain, insensible aux malheurs des pauvres, & qui cherche

même à les augmenter encore. Je n'ai eu en vue dans cette Lettre que le bonheur de tous nos ouvriers, ou du moins du plus grand nombre. La classe industrieuse du peuple est sans contredit la partie de la société la plus utile, & même la seule nécessaire. En effet, le nombre de ceux qui la composent détermine principalement la force, les richesses, & la puissance des Etats commerçants. Je desire plus que personne qu'un travail assidu procure à nos ouvriers, non seulement les nécessités de la vie, mais encore les douceurs & les commodités conformes à leur état & à leur condition; je fais aussi les vœux les plus sinceres pour qu'ils ne soient pas abandonnés à eux-mêmes, & que le gouvernement leur donne des preuves d'une protection particuliere, lorsque l'âge, la maladie, ou autres malheurs semblables les mettent dans l'impuissance de travailler. Mais je suis convaincu que si conformément à la loi de Dieu, le peuple étoit contraint de travailler sans interruption les six jours de la semaine, il seroit exposé à moins de malheurs, & il les supporteroit plus facilement.

Si mes vœux étoient accomplis, la valeur des denrées, & de tous les autres besoins de la vie, seroit toujours la même, & n'éprouveroit aucune variation. Elle me paroît présentement assez considérable,

APPROBATION.

J'AI LU, par ordre de Monſeigneur le Vice-Chancelier, un Manuſcrit intitulé : *Eſſais ſur le Commerce, le Luxe, l'Argent, l'Intérêt de l'Argent, les Impôts, le Crédit public, & la Balance du Commerce;* & il n'y a rien qui puiſſe en empêcher l'impreſſion; à Lyon ce 31 Octobre 1766.

Signé, PULIGNIEU.

PRIVILÉGE DU ROI.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amés & féaux Conſeillers, les Gens tenant nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand-Conſeil, Prévôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenants Civils, & autres nos Juſticiers qu'il appartiendra, SALUT. Notre amé le ſieur de la ROCHE, Libraire à Lyon, Nous a fait expoſer qu'il deſireroit faire imprimer & donner au Public des Ouvrages qui ont pour titre : *Eſſais ſur le Commerce, le Luxe, l'Argent, l'intérêt de l'Argent, les Impôt, le Crédit public, la Balance du Commerce; par M. DAVID HUME; Traduction nouvelle, avec des Réflexions du Traducteur; & une Lettre d'un Négociant de Londres à un de ſes Amis*, &c. *La Journée du Chrétien ſanctifiée par la Prière & la Méditation. Heures nouvelles, ou Priè-*

res choisies, pour rendre la Journée sainte. S'il Nous plaisoit lui accorder nos Lettres de Priviléges pour ce nécessaires. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter l'exposant, Nous lui avons permis & permettons par ces Présentes, de faire imprimer lesdits Ouvrages autant de fois que bon lui semblera, & de le vendre, faire vendre & débiter par tout notre Royaume pendant le tems de *six années* consécutives, à compter du jour de la date des Présentes. Faisons défenses à tous Imprimeurs & Libraires, & autres personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impressions étrangeres dans aucun lieu de notre obéissance, comme aussi d'imprimer ou faire imprimer, vendre, faire vendre, débiter ni contrefaire lesdits Ouvrage, ni d'en faire aucun extrait, sous quelque prétexte que ce puisse être, sans la permission expresse, & par écrit, dudit Exposant ou de ceux qui auront droit de lui, à peine de confiscation des Exemplaires contrefaits, de trois mille livres d'amende contre chacun des contrevenants, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris, & l'autre tiers audit Exposant ou à celui qui aura droit de lui, & de tous dépens, dommages & intérêts; à la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, dans trois mois de la date d'icelles; que l'impression dudit Ouvrage sera faite dans notre Royaume, & non ailleurs, en bon papier & beaux caractéres, conformément aux Réglemens de la Librairie, & notamment à celui du 10 Avril mil sept cent vingt-cinq; à peine de déchéance dudit Privilége, qu'avant de les exposer en vente, les Manuscrits qui auront servi de copie à l'impression desdits Ouvrages seront remis dans le même état où l'approbation y aura été donnée, ès mains de notre très-cher & féal Chevalier Chancelier de France, le sieur DE LAMOIGNON, & qu'il en sera ensuite remis deux Exemplaires de chacun dans notre Bibliothéque publique, un dans celle de notre Château du Lou-

vre, un dans celle dudit Sieur DE LAMOIGNON, & un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier Vice-Chancelier & Garde des Sceaux de France le Sieur DE MAUPEOU, le tout à peine de nullité des Présentes; du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit Exposant & ses ayant causes pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie des présentes, qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin dudit Ouvrage soit tenue pour duement signifiée, & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers Secrétaires foi soit ajoutée comme à l'original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis de faire pour l'exécution d'icelles tous actes requis & nécessaires, sans demander autre permission, & nonobstant clameur de Haro, Charte Normande, & Lettres à ce contraires. Car tel est notre plaisir. DONNÉ à Versailles le trente-uniéme jour du mois de Décembre, l'an de grace mil sept-cent soixante-six, & de notre Regne le cinquante-deuxiéme. Par le Roi en son Conseil.

Signé, LE BEGUE.

Regiſtré ſur le Regiſtre XVII de la Chambre Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs de Paris, N° 1231, fol. 175, conformément au Réglement de 1723. A Paris, ce 12 Mars 1767.

Signé, GANEAU, Syndic.

ERRATA.

Page 90, *ligne* 6, au moins, *lisez* au moyen.
Page 146, *ligne* 18, tous ces, *lisez* tous les.
Page 148, *ligne* 15, pourroit, *lisez* pouvoit.
Page 159, *ligne* 20, les eſpaces; *lisez* les eſpeces.
Page 176, *ligne* 11, les ſources, *lisez* les forces.
Page 195, *ligne* 3, maſſe partie, *effacez* partie.
Page 201, *ligne* 23, quoiqu'il, *lisez* & il.
Page 124, *ligne* 23, ſur le genre, *lisez* ſur le génie.

considérable, pour que les ouvriers ſoient forcés à ne perdre aucun jour de la ſemaine; & quoiqu'ils retirent cependant de leur travail une récompenſe proportionnée à la condition dans laquelle la Providence les a fait naître. L'inclination naturelle du peuple pour l'oiſiveté, la diſſipation & la débauche, donneront ſans doute à mes réflexions, & à ma façon de penſer, une apparence de dureté, & peut-être même d'inhumanité; mais je l'abandonnerai auſſi-tôt qu'une induſtrie générale ſera répandue dans toute la nation, & que la débauche & l'oiſiveté ſeront entiérement bannies de toutes les claſſes du peuple. Je me réjouirai alors de l'abondance & du peu de valeur des denrées : mais l'expérience de toutes les nations eſt une preuve convaincante que le travail eſt ſubordonné à la néceſſité, & que le peuple ne s'y livre que lorſqu'il y eſt contraint.

La grande quantité de marchandiſes que doit produire l'induſtrie générale de la nation, ſera peut-être conſidérée comme un mal réel par quelques perſonnes, perſuadées que leur trop grande multiplicité peut en empêcher la vente & le débit dans les pays étrangers. Mais je ſoutiens au contraire que l'effet de l'induſtrie générale étant de baiſſer le prix de la main-d'œuvre, & de perfectionner nos manufactures, il en réſultera néceſſairement une plus grande

consommation de nos marchandises dans les pays étrangers, ce qui diminuera nécessairement le nombre de nos concurrents, & procurera à nos manufacturiers & à nos fabricants une vente plus prompte & plus répétée qu'ils ne l'ont éprouvé jusqu'à présent. Car non seulement les nations étrangeres s'empresseront d'acheter nos étoffes & nos marchandises ; mais nous en trouverons un débit facile dans nos Colonies d'Amérique, où la population, suivant que l'observe le judicieux Docteur Francklyn, fait de si grands progrès, que dans peu de temps nous serons dans l'impuissance de leur fournir toutes les marchandises dont elles ont besoin. D'ailleurs le peuple, continuellement occupé, retireroit de son travail plus de profit qu'il ne lui en procure présentement ; il seroit par conséquent plus en état de consommer nos marchandises, & de jouir d'un grand nombre de commodités qui contribuent au bonheur de la vie ; le temps enfin, dont la perte est irréparable, seroit entiérement employé ; avantage d'autant plus grand, que les jours passés dans l'oisiveté & dans la débauche causent bien plus de préjudice aux ouvriers, que toutes les taxes dont le poids paroît les accabler. *Admirable industrie ! source féconde de tous nos biens, c'est par tes seuls bienfaits que nous pouvons espérer de voir le peuple heu-*

reux, les richesses des particuliers s'accroître, le nombre de nos vaisseaux s'augmenter, & notre marine militaire se rendre plus redoutable. Nous ne pouvons être puissants sur mer que par un commerce très-étendu ; & sans une marine puissante, il nous sera impossible de conserver nos colonies, & de résister aux projets ambitieux de deux nations autrefois ennemies & rivales, qui ne se sont liées entre elles que pour nous en enlever la possession. L'Angleterre, dans cet état de force & de vigueur, ne seroit pas exposée aux événements malheureux de la guerre, & ne déposera les armes, que pour faire une paix également sûre & honorable. Si nous avions été dans cette heureuse position, les Ministres n'auroient pas été forcés de terminer la derniere guerre par une paix déshonorante, & que l'ambition de nos voisins doit nous faire regarder comme ne pouvant être de longue durée.

Toutes les fois qu'il a été nécessaire d'établir de nouvelles impositions, ou d'augmenter les anciennes, la crainte que la liberté ne pût subsister avec des impôts trop considérables, a effrayé la plupart des concitoyens, qui se sont servis de la raison du commerce pour s'élever contre les nouvelles taxes, & ont cherché à accréditer sous ce prétexte le parti de l'*opposition*. Il est cependant démontré que lorf-

que les impôts ne sont pas excessifs, & qu'ils sont répartis avec proportion & égalité, ils sont favorables au commerce intérieur & étranger, bien-loin de lui être préjudiciable. Un négociant très-intelligent & ennemi déclaré de toute espece d'impôts, mais qui n'avoit jamais fait de sérieuses réflexions sur la nécessité & les effets résultants de ces impositions, a été contraint, il y a quelque temps, de se rendre à la force de mes raisonnements, & de convenir avec moi que l'entiere suppression de toutes les taxes & de tous les impôts, entraîneroit la ruine du Royaume & du commerce. Il faut avoir de l'esprit, ne pas être attaché à ses préjugés, se rendre à la vérité, lorsqu'elle est présentée, & discuter de bonne foi pour se rendre à une opinion si éloignée de la maniere de penser ordinaire, & il est rare que toutes ces qualités soient réunies dans la même personne. Cette matiere d'ailleurs surpasse la portée des esprits ordinaires, parce qu'elle est compliquée par elle-même, & qu'elle dépend d'un grand nombre de faits dont peu de personnes sont instruites.

Les changements survenus depuis trois siecles dans le commerce, & la culture des terres, exigent nécessairement que le Gouvernement suive présentement des principes d'administration bien différents de ceux que nos ancêtres avoient adoptés. J'avoue

cependant que sans de profondes réflexions, il est difficile de se persuader que les impositions perçues sur les denrées de premiere nécessité, ne fassent aucun préjudice à notre commerce; qu'elles contribuent même à ses progrès, & qu'il fût moins étendu & moins considérable, si ces mêmes impositions étoient supprimées.

On peut supposer, comme un fait vraisemblable que tous les impôts levés sur les denrées de nécessité, n'augmentent la dépense des pauvres que de deux sols par jour; ensorte que si ces impôts étoient supprimés, les pauvres pourroient effectivement se procurer la même quantité de denrées, & épargner sur leur dépense cette modique somme; mais les pauvres peuvent réparer cet excédent de dépense, en travaillant une heure de plus par jour, s'ils y sont contraints par les impositions. Une heure de plus employée tous les jours au travail, les dédommagera de la cherté des denrées, & des commodités dont ils ont besoin. Cette légere augmentation de travail, bien-loin de pouvoir être regardée comme un malheur pour le peuple, lui est au contraire avantageuse; mais quand même ce seroit un malheur pour lui, il n'est pas assez grand pour justifier les clameurs & les plaintes qui se sont élevées dans ce Royaume, toutes les fois que les circonstances l'ont forcé d'augmenter les impôts.

Perſonne n'ignore que le peuple conſomme une quantité très-conſidérable de denrées & de marchandiſes de luxe, telles que l'eau-de-vie, le thé, le ſucre, le tabac, les fruits étrangers, la biere forte, les toiles peintes, &c. preuve certaine que les impoſitions ne privent pas les pauvres des néceſſités de la vie, puiſqu'il ne ſe refuſe pas même ce qui n'eſt que ſuperflu, & que par conſéquent il n'eſt pas néceſſaire d'augmenter le prix de la main-d'œuvre, toutes les fois que l'Etat eſt obligé d'impoſer de nouveaux droits.

J'ai connoiſſance que dans une petite ville qui contient 3000 habitants, dont la plupart ſont Manufacturiers, il s'y conſomme tous les ans plus de 2000 muids de Biere forte, indépendamment d'une grande quantité d'eau-de-vie; preuve évidente que les ouvriers établis dans cette ville retirent de leur travail un profit beaucoup plus conſidérable que ne l'exigent les ſimples beſoins de la vie; & que ce ne ſont pas les impoſitions qui ont augmenté les frais de nos Manufacturiers. La paſſion de nos ouvriers pour les denrées de luxe ſeroit un avantage réel pour l'Etat, ſi elle augmentoit leur induſtrie, & les rendoit plus actifs & plus laborieux. Le commerce en recevroit des accroiſſements, la culture des terres en ſeroit améliorée, toutes les claſſes du peuple feroient alors plus de conſom-

mation, & les ouvriers s'acquitteroient ſans peine de leurs impoſitions; mais il n'en eſt pas de même de l'augmentation du prix de la main-d'œuvre; elle ne peut qu'engendrer l'oiſiveté & la débauche; & la perte d'une heure de travail dans la journée, cauſe un préjudice énorme à un Etat commerçant.

Les marchandiſes de France auront toujours la préférence ſur les nôtres chez les étrangers dans le cas même où toutes nos taxes & nos impoſitions ſeroient ſupprimées. Cet avantage, que les François ont ſur nous, doit être attribué à la différence de la valeur des monnoies qui ont cours dans les deux Royaumes, & qui ſont baſſes en Angleterre, tandis qu'elles ſont hautes en France. Il me ſera peut-être difficile de vous faire comprendre ce raiſonnemment; mais je vais vous l'expliquer le plus clairement qu'il me ſera poſſible.

La valeur de nos monnoies a été fixée d'une maniere invariable en 1613, & depuis cet eſpace de temps, le Gouvernement n'y a fait aucun changement. Les Rois de France ont adopté des principes entiérement oppoſés, & depuis 1613, la valeur des monnoies a été ſucceſſivement augmentée dans ce Royaume, ce qui a néceſſairement changé la proportion qui exiſtoit autrefois entre l'argent & les marchandiſes. L'argent peut être conſidéré comme une matiere qui repréſente

tous les échanges possibles, & sa valeur regle celle de toutes les denrées & de tout ce qui peut faire un objet de commerce. Les François sont parvenus, par le haussement de la valeur des monnoies, à ne donner exactement pour la journée d'un ouvrier, que la moitié de la somme qu'ils lui payoient il y a 150 ans. En effet, un marc d'argent fin monnoyé ne valoit en France que 18 livres, au commencement du dernier siecle, & la même quantité de métal & du même titre y vaut présentement 54 livres six sols; un ouvrier François ne reçoit pas cependant aujourd'hui plus de *sols* pour le travail de sa journée, que n'en recevoient les ouvriers de la même profession avant l'augmentation de la valeur de l'argent (*). Il résulte de la

(*) Le marc d'argent fin monnoyé valoit en France en 1613, 22 liv. ainsi qu'on peut le voir dans l'*Essai sur les Monnoies*, par M. Dupré de Saint-Maur, imprimé en 1746. L'Auteur Anglois se trompe évidemment, lorsqu'il assure que les ouvriers François ne reçoivent présentement pour prix de leur travail, que la même valeur numéraire qui leur étoit payée en 1613. Il est certain qu'on leur donne aujourd'hui plus de *sols* pour le même travail, & qu'une journée d'ouvrier payée 10 sols il y a 100 ans, l'est présentement 15. L'ouvrage de M. Dupré, déjà cité, en fournit un grand nombre de preuves; mais quoique l'Auteur de la Lettre se soit trompé, en assurant que le prix de la main-d'œuvre n'ait pas augmenté en France depuis 150 ans, il est certain que cette augmentation n'est pas proportionnée à celle des monnoies, & qu'il en résulte un avantage en faveur de la France, où le prix de la main-d'œuvre est réellement diminué depuis 1613. La diminution du prix de la main-d'œuvre en France me paroît devoir être attribuée à la diminution réelle de la valeur du bled. M Dupré de Saint-Maur a inséré dans son ouvrage,

différence d'administration dans les deux Gouvernements, que le prix de la main-d'œuvre est diminué en France, tandis qu'il est resté le même en Angleterre. La diminution de la valeur de l'argent en France, & le bas prix des denrées de premiere nécessité, est la vraie cause de la préférence que les François ont acquise sur nous, pour la vente de leurs marchandises dans le Levant, en Italie, & en Espagne. Ils joignent à tous ces avantages celui d'être particuliérement protégés en Espagne par un Prince de la Maison de Bourbon, qui y a été maintenu par le

une Table qui contient le prix commun du bled, mesure de Paris, vendu à Rosoy en Brie, depuis 1596, jusqu'en 1746, & il a divisé cet espace de temps par des intervalles égaux de dix ans chacun. On voit par cette table que depuis 1646, jusqu'en 1666, le septier de bled, mesure de Paris, a valu, année commune, au marché de Rosoy, 17 liv. 7 s. 6 d., & depuis 1726, jusqu'en 1746, 17 liv. 7 sols 4 den. La valeur numéraire du bled dans ces deux époques est par conséquent la même, quoiqu'il y ait une très-grande différence dans la valeur réelle des monnoies. Le marc d'argent fin monnoyé n'a valu depuis 1646, jusqu'en 1666, que 28 liv. 13 s. 8 d. & il a toujours été de 54 liv. 6 sols 6 d. depuis 1726. Un marc d'argent dans la derniere époque, a suffi pour acheter trois septiers de bled, au lieu que dans la premiere, il ne suffisoit pas pour en acheter deux. Il résulte de cette observation la conséquence nécessaire que l'ouvrier qui tire présentement du produit de son travail la valeur d'un marc d'argent fin, se procure plus de bled, que n'en pouvoit acheter il y a cent ans l'ouvrier de la même profession, qui tiroit également un marc d'argent fin du produit de son travail. Si la diminution du prix de la main-d'œuvre provient en France de celle de la valeur du bled, il faut donc rejetter tous les principes établis par l'Auteur de la Lettre, pour soutenir que la grande valeur des denrées contribue à l'accroissement du commerce & de l'industrie.

Traité d'Utrecht, aussi funeste à notre commerce, que déshonorant pour nous. Il est fort à craindre que les François, quoiqu'ils soient assujettis à des impositions plus onéreuses que celles qui sont établies en Angleterre, ne parviennent à nous supplanter successivement dans les autres pays de l'Europe, & qu'ils ne vendent par-tout leurs marchandises à meilleur marché que les nôtres. Le Gouvernement ne peut prévenir ce malheur, qu'en cherchant les moyens d'animer le travail & l'industrie, & en nous procurant quelques avantages qui puissent compenser ceux dont les François ont le bonheur de jouir.

Je finis cette Lettre par quelques réflexions sur la valeur actuelle du bled. Les ouvriers se plaignent de ce qu'il est trop cher, ce qu'ils attribuent à l'exportation que le Gouvernement encourage par des gratifications, & ils desireroient que par une loi nouvelle toute exportation de bled fût défendue. Il me paroît au contraire, que la liberté absolue dans le Commerce des grains est extrêmement avantageuse à tout Etat commerçant; que l'exportation y attire une partie des richesses des Nations voisines, & que lorsque le bled est monté au prix où toute gratification doit cesser, sa valeur n'est pas alors assez considérable pour faire sentir au Peuple les incommo-

dités de la Disette, & pour l'autoriser à augmenter le prix de la main-d'œuvre.

L'Auteur de l'*Apologie du Commerce & des Arts* dit que le préservatif le plus certain contre les disettes, que les mauvaises récoltes peuvent occasionner, est de permettre la sortie des grains, & d'en faire un objet de commerce. Pour le prouver il observe que lorsqu'une Nation exporte dans les années d'une récolte commune & ordinaire le tiers de ses productions, l'intempérie des Saisons peut diminuer la récolte d'un tiers sans que le Peuple soit exposé à la cherté & à la disette, parce qu'alors le Gouvernement peut défendre toute exportation dans les pays étrangers, & conserver par conséquent dans l'intérieur de l'Etat la même quantité de grains qui s'y consomme dans les années d'abondance.

Les plaintes dont le Royaume retentit présentement sur la cherté du bled & des autres Denrées, me paroissent n'avoir aucun fondement réel. En effet, M. Postlewayt a rapporté dans son Dictionnaire à l'article *Grain* (*) le prix du Froment de-

(*) On peut vérifier dans l'article cité du Dictionnaire du Commerce de M. Postlewayt que le *quater* de Froment a été vendu à Londres, année commune, depuis 1646 jusqu'en 1666 2 l. 17 s. 9. d. & que depuis 1726 jusqu'en 1746, il n'a été vendu que 1 l. 18 s. 9 d. Il y a par conséquent une diminution considérable dans la valeur du Bled en Angleterre, & cette denrée de premiere nécessité y a éprouvé la même révolution qu'en France. M. Dupré de S. Maur dans son Essai sur les Monnoies, & l'Auteur du Traité de la Police des Grains font mention dans leurs Ouvrages de la diminution du prix du bled en Angleterre depuis 1646.

puis 1646 jusqu'en 1753, & il est aisé de vérifier que depuis 20 ans la valeur du bled, dans les années les plus cheres, n'a pas excédé d'une moitié en sus celle qu'il avoit il y a 120 ans. La France éprouve des variations bien plus grandes que les nôtres dans la valeur des grains. Les mauvaises récoltes y portent souvent la valeur du bled à un prix six fois plus fort que celui des années communes. (*) Le prix de la main-d'œuvre y est cependant d'un tiers moins cher qu'en Angleterre; quoique cette inégalité dans la valeur de la Denrée de premiere nécessité & la forme des impôts de ce pays dussent y rendre plus difficile la subsistance des Habitans. On auroit donc tort d'attribuer à nos impositions & à la cherté des Denrées de nécessité le trop haut prix de nos mar-

(*) L'auteur a travaillé sur des Mémoires infideles. Quelque mauvaises qu'aient été les récoltes, le bled n'a jamais été en France six fois au dessus de la valeur des années communes. On voit dans les tables insérées dans l'Essai sur les monnoies de M. Dupré de S. Maur, que le septier de bled, mesure de Paris, a été vendu en 1694, 55 liv. 4 s. Le prix commun depuis 1696, jusqu'en 1706 a été de 16 liv. 12 s. Le même septier de bled a été vendu en 1709 69 liv. 12. s. & le prix commun depuis 1706, jusqu'en 1716, a été de 22 liv. 1 s. Il a été vendu 43 l. 4. s. en 1726, & le prix commun, depuis 1726, jusqu'en 1736, est de 15. liv. 13 s. Enfin, il a été vendu en 1741, 52 l. 16 s. & le prix commun depuis 1736, jusqu'en 1746, est de 19 liv. Les années 1694, 1709, 1726 & 1741, sont les plus malheureuses que la France ait éprouvées depuis un siecle, par rapport à ses récoltes; il s'en faut cependant beaucoup que le bled ait dans ces mêmes années surpassé de six fois sa valeur commune. Les années où la valeur du bled monte au double de son prix ordinaire n'arrivent que très-rarement en France, cependant on ne peut même se dissimuler que dans ce cas le Peuple ne souffre beaucoup.

chandises. Ce désavantage provient de quelques autres causes parmi lesquelles l'oisiveté de notre peuple & son goût pour les marchandises de luxe doivent tenir le premier rang.

La valeur actuelle du bled fait craindre à quelques personnes que nos pauvres ne soient réduits à l'impossibilité de subsister, & ne soient par conséquent forcés d'abandonner le Royaume pour se refugier dans les pays étrangers; cette frayeur est absolument déraisonnable & chimérique, & ceux qui en paroissent les plus frappés, & dont les discours ne semblent respirer que l'humanité & la bienfaisance, ont sans doute quelqu'autre motif, lorsqu'ils exagérent les malheurs du peuple. L'Angleterre est présentement le pays de l'Europe où le Peuple peut se procurer à meilleur marché toutes les nécessités de la vie. C'est-à-dire, que la valeur des Denrées & le prix de la main-d'œuvre sont proportionnés de maniere qu'un ouvrier occupé dans les Manufactures d'Angleterre, & qui travaille huit heures par jour peut se procurer par le produit de son travail plus de Denrées que ne le peut faire dans tout autre pays un ouvrier de la même profession, en travaillant le même espace de temps. Tous ceux qui ont connoissance des Fabriques étrangeres conviendront de cette vérité, & la conséquence nécessaire qui en résulte, est que nos ouvriers n'ont

aucun motif qui puiſſe les engager à quitter leur pays natal. Il eſt d'ailleurs à propos d'obſerver que la valeur des Denrées que tout le monde eſtime être trop conſidérable & qui excite des plaintes générales, eſt fort inférieure au prix commun où ces mêmes Denrées étoient portées à la fin du regne d'Eliſabeth & du temps de Charles I. Le prix de la main-d'œuvre étoit cependant pour lors plus conſidérable qu'il ne l'eſt préſentement. Cette obſervation eſt ſuffiſante pour faire ceſſer les plaintes continuelles qu'on fait ſur la cherté des Denrées & ſur la pauvreté des ouvriers, qu'on repréſente comme hors d'état de ſe procurer les beſoins les plus preſſants. Je ne puis m'empêcher de penſer que ces plaintes ſont principalement entretenues par les propriétaires des terres d'Irlande, qui deſireroient obtenir la libre exportation des Denrées de leur pays pour augmenter leurs revenus; mais les plaintes de nos Négociants, ſont ſi directement oppoſées à leur intérêt particulier & à celui du Commerce général de la Nation, qu'elles me font ſoupçonner un motif ſecret. Toutes les différentes remontrances préſentées au Parlement ſous le nom des Ouvriers qui ſe plaignent de manquer d'ouvrage, & d'être réduits à la plus extrême indigence, n'ont ſans doute pour motif que d'exciter la pitié des Légiſlateurs, & de les engager à publier la prohibition la plus abſolue de

toutes les Etoffes de soie fabriquées dans les pays étrangers.

Quoique les papiers publics aient annoncé que la derniere souscription faite en faveur des pauvres ait procure la subsistance à près de 3000 ouvriers de la ville de Londres, il est cependant certain que le nombre des ouvriers sans ouvrage ne monte pas à 1500, & que le plus grand nombre d'entre eux n'est sans occupation, que parce qu'ayant gagné pendant quelque-temps depuis 20 jusqu'à 31 Schellings par semaine dans la manufacture de *Gaze*, ils exigent des autres Manufacturiers & Fabricants, des sommes aussi considérables. Ces ouvriers sont d'autant plus repréhensibles qu'à l'exception de la manufacture de Gaze, toutes les autres fabriques manquent d'ouvriers, & que les maitres ne peuvent fournir la quantité de marchandises qui leur est demandée. Je ne prétends pas blâmer les souscriptions qui sont ouvertes en faveur des pauvres & des ouvriers; mais je crois pouvoir dire qu'il est plus avantageux à la société & aux ouvriers eux-mêmes, de payer à ces derniers un Schelling pour la récompense du travail d'une journée, que de leur distribuer la même somme à titre de charité & sans exiger aucun travail. La charité est une vertu sans doute, mais elle doit être accompagnée de prudence, & avoir la raison pour guide, & l'on ne doit pas

la faire ſervir à encourager l'oiſiveté, la pareſſe, & la débauche, car alors elle ceſſeroit d'être une vertu, & deviendroit préjudiciable à la ſociété.

Je crains de vous avoir fatigué par une Lettre beaucoup trop longue. Je la finis en vous deſirant des jours aſſez longs pour que vous puiſſiez voir établir dans ce Royaume un ſyſtême raiſonnable de commerce.

Je ſuis, &c.

P. S. Vous n'ignorez pas que le Gouvernement a voulu quelquefois profiter des années d'abondance, & du bas prix des Denrées néceſſaires à la vie pour diminuer celui de la main-d'œuvre; mais vous ſavez également les excès auxquels ſe ſont portés alors les ouvriers, & qu'ils ſe ſont ligués dans toutes les parties du Royaume, pour maintenir, ainſi qu'ils le diſent eux-mêmes, l'ancien prix du travail. Puiſque le Peuple eſt déterminé, en quelque circonſtance que ce puiſſe être, à ne rien diminuer du prix de ſa main-d'œuvre, le Royaume ne retireroit aucun avantage d'une diminution dans la valeur des Denrées. Les Loix de Commerce & de Politique ne peuvent empêcher l'effet des cauſes morales, & pour parler le langage de quelques Théologiens, les Légiſlateurs ne peuvent les employer en beaucoup d'occaſions ſans paroître vouloir agir contre les décrets de la Providence.

F I N.



